

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6-10 juin 2011

RAPPORTS ANNUELS

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour approbation

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/4
13 mai 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL SUR LES RÉSULTATS DE 2010

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur exécutif adjoint et Directeur de l'Administration générale, OD ¹	M. A. Abdulla	tél.: 066513-2401
Directrice exécutive adjointe, HS ²	Mme S. Sisulu	tél.: 066513-2005
Directrice exécutive adjointe et Directrice financière, RM ³	Mme G. Casar	tél.: 066513-2885
Directeur exécutif adjoint, ER ⁴	M. R. Lopes da Silva	tél.: 066513-2200
Directeur, RMP ⁵	M. C. Kaye	tél.: 066513-2197
Conseillère pour les programmes, RMP	Mme K. Oppusunggu	tél.: 066513-3068

¹ Département des opérations

² Bureau pour les solutions au problème de la faim

³ Département de la gestion des ressources et de l'obligation redditionnelle

⁴ Département des relations extérieures

⁵ Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



PROJET DE DÉCISION

Le Conseil approuve le Rapport annuel sur les résultats de 2010 (WFP/EB.A/2011/4), notant que celui-ci constitue un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année écoulée.

Table des matières

	Page
Projet de décision	5
Avant-propos de la Directrice exécutive	11
Résumé	13
PARTIE I: Introduction	21
1. Contexte stratégique	22
2. L'action du PAM	24
PARTIE II: Bilan des résultats par Objectif stratégique	41
3. Aperçu général	41
4. Résultats par Objectif stratégique	43
5. Enseignements tirés	56
PARTIE III: Résultats institutionnels par priorité de gestion	59
6. Aperçu général	59
7. Résultats par priorité de gestion	59
8. Enseignements tirés	82
PARTIE IV: Perspectives	83

	Page
ANNEXES	
I. CONTRIBUTION DU PAM AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT	89
II. <i>A</i> – CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PAM (PLAN STRATÉGIQUE DU PAM POUR 2008–2013)	91
<i>B</i> – RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)	105
<i>C</i> – MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES	108
<i>D</i> – ENSEIGNEMENTS TIRÉS – COMMUNICATION DES DONNÉES EN 2010	111
III. INDICATEURS DE PERFORMANCE 2010	113
IV. PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS	116
V. PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE	117
VI. ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2010	118
VII. MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES EN 2010 (<i>en milliers de dollars</i>)	122
VIII. <i>A</i> – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2007-2010	125
<i>B</i> – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2007-2010	127
<i>C</i> – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2007 - 2010	130
IX. <i>A</i> – PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	131
<i>B</i> – ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET SECTEURS DE COOPÉRATION	132
X. NOTES GÉNÉRALES	133
LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT	134

COMMENT UTILISER LE PRÉSENT RAPPORT

La présentation et le contenu du Rapport annuel sur les résultats de cette année sont différents de ceux des rapports précédents et reflètent une analyse plus poussée des résultats obtenus dans le contexte du Plan stratégique du PAM pour 2008–2013. Le Rapport annuel sur les résultats de 2010 comprend quatre parties:

Partie I: Introduction, qui expose le contexte stratégique dans lequel le PAM a organisé ses activités;

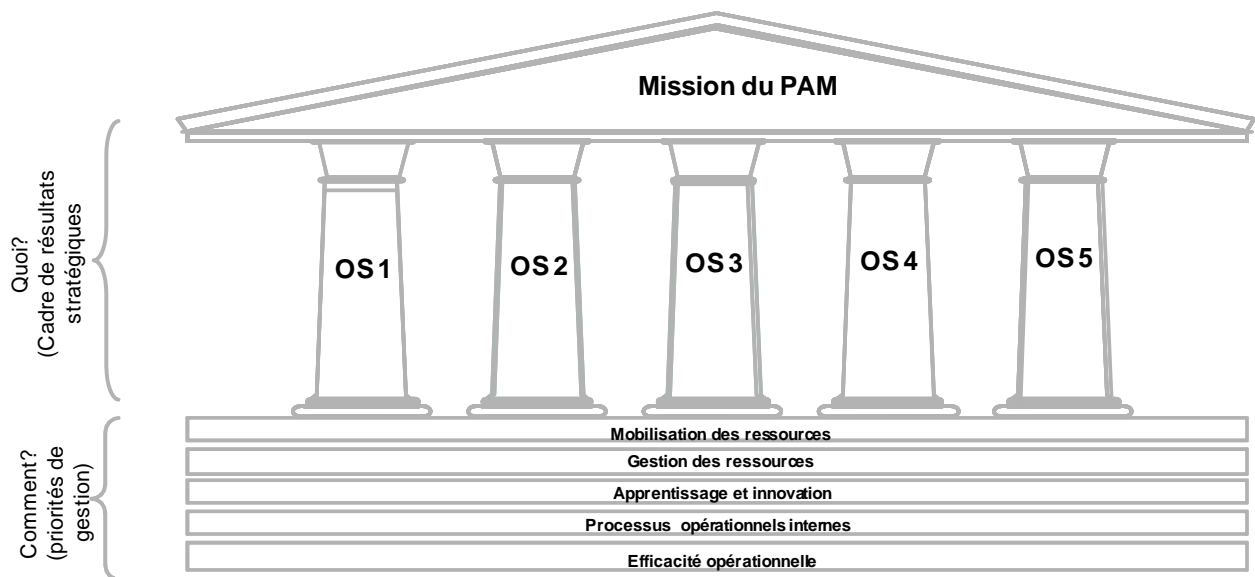
Partie II: Résultats par objectif stratégique, partie qui rend compte des résultats globaux des opérations du PAM au niveau des produits et des effets directs dans le contexte de chaque cadre d'Objectifs stratégiques;

Partie III: Résultats institutionnels par priorité de gestion, qui contient un exposé des travaux entrepris pour appuyer la réalisation des Objectifs stratégiques du PAM; et

Partie IV: Perspectives, partie du rapport qui contient une analyse des défis et des possibilités stratégiques à prévoir pour l'avenir.

Les **annexes** contiennent des statistiques et des informations plus détaillées sur les résultats.

Le PAM est charpenté comme un édifice constitué de fondations, de piliers et d'un toit. Les fondations sont les priorités de gestion, au regard desquelles se mesure l'efficacité avec laquelle le PAM fournit ses services, l'objet de cette analyse étant de répondre à la question "Le PAM agit-il comme il le devrait?" En améliorant les résultats obtenus dans le contexte de chacune des différentes priorités de gestion, le PAM peut fournir de meilleurs services à ses bénéficiaires. Les priorités de gestion sont la base du cadre de résultats stratégiques, qui définit l'efficacité avec laquelle le PAM dessert ses bénéficiaires dans le contexte des cinq Objectifs stratégiques. Il s'agit en l'occurrence de répondre à la question "L'action du PAM est-elle appropriée?". Le Cadre de résultats stratégiques reflète les résultats qui ont directement eu une incidence sur les personnes et les nations: il constitue les piliers de l'édifice. Ensemble, les fondations, à savoir les priorités de gestion, et les piliers, c'est-à-dire le Cadre de résultats stratégiques, soutiennent la mission du PAM.



Le présent rapport est structuré autour de ce concept et ses différentes sections mettent en relief les divers aspects des fondations constituées par les priorités de gestion et les piliers qui sont le Cadre de résultats stratégiques, identifiés par différentes couleurs, pour pouvoir plus facilement comprendre les résultats obtenus:

Solide	Si $\geq 60\%$ des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Quelques progrès	Si de 40% à 59% des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Pas de progrès	Si $< 40\%$ des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Données insuffisantes	Les informations ne sont pas suffisantes pour porter une appréciation

L'annexe II c) contient des informations plus détaillées sur les méthodes utilisées pour rendre compte dans le présent rapport des résultats obtenus par le PAM.

Pour ce qui est de la gestion, l'exercice 2010 a été une année d'essais et de validation. Il sera établi en 2011 des objectifs et des jalons internes pour chaque priorité de gestion, et l'on a utilisé par conséquent le codage ci-après pour illustrer les progrès accomplis en 2010 par rapport à 2009:

- la situation s'est améliorée ou stabilisée par rapport à 2009
- il n'y a pas eu de changement ou d'amélioration par rapport à 2009



AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

L'année 2010, marquée par le séisme en Haïti, la sécheresse au Niger et les inondations au Pakistan ainsi que par une flambée record des prix des produits alimentaires qui a exacerbé l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans de nombreux pays, a été l'une des plus difficiles qu'ait connues le PAM. Malgré tout, le Programme est venu en aide à 109,2 millions de personnes dans 75 pays, à qui il a fourni une assistance alimentaire ou un appui nutritionnel ou qu'il a aidées à reconstituer leurs moyens de subsistance. Cette assistance a été fournie selon des modalités plus novatrices et mieux ciblées que jamais, comme les transferts monétaires, les bons d'alimentation, la distribution d'aliments enrichis ou les achats locaux.

L'année 2010 se classe en deuxième position dans l'histoire du PAM pour ce qui est du nombre de bénéficiaires secourus; la moitié d'entre eux étaient des filles, les femmes et les enfants représentant 82 pour cent du total.

Particulièrement notable a été l'élargissement des programmes ciblés d'appui nutritionnel destinés aux jeunes enfants. Cette forme d'assistance a été accrue de 44 pour cent de manière à protéger 8,5 millions d'enfants, et en particulier d'enfants de moins de 2 ans, des séquelles mentales et physiques irréversibles de la malnutrition lorsqu'elle intervient au cours des 1 000 premiers jours de la vie, allant de la conception jusqu'à l'âge de 24 mois.

La mise en œuvre de solutions ciblées au problème de la faim pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables est l'un des éléments qui permettent au PAM d'être mieux à même de fournir les aliments appropriés aux bénéficiaires appropriés au moment approprié et d'aider ainsi les pays à renforcer leur résilience et à améliorer leur sécurité alimentaire. Tandis qu'il passe de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, comme prévu par son Plan stratégique, le PAM a de plus en plus souvent recours à de nouvelles modalités d'assistance comme les programmes de transferts monétaires et de distribution de bons d'alimentation et l'initiative "Achats au service du progrès". En 2010, de nouveaux outils, programmes et méthodes ont été mis en place à titre pilote et leur utilisation sera élargie en 2011.

Le PAM, qui a été l'un des premiers organismes des Nations Unies à mesurer les progrès accomplis à l'aune des effets directs effectivement obtenus sur le plan humain, ne cesse d'améliorer la façon dont il évalue ses résultats. Comme nous l'avons souligné lorsque nous avons évoqué, à la session annuelle de 2010 du Conseil, notre ambitieuse série de nouveaux indicateurs, il s'agit d'un travail en cours et le PAM, toujours soucieux d'apprendre, continuera de s'améliorer.

S'il est difficile d'évaluer non seulement les produits mais aussi les effets directs, c'est notamment parce que l'alimentation n'est que l'un des nombreux facteurs qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel. Or, le PAM n'a pris que sur certains de ces facteurs, dans un contexte fréquemment caractérisé par l'insécurité et le danger, qui créent des besoins considérables que le PAM ne peut satisfaire qu'en partie en établissant un ordre de priorités dans l'utilisation de ses ressources. L'état nutritionnel des enfants, par exemple, peut se dégrader du fait d'événements tels qu'une épidémie de choléra ou un climat de violence, qui empêcheront les enfants d'aller à l'école.

Le PAM est résolu à suivre des méthodes de gestion axée sur les résultats faisant intervenir des mécanismes d'évaluation et des outils d'apprentissage comme le Rapport annuel sur les résultats, ceux-ci constituant des processus de gestion qui l'aident à apprendre, à changer, à s'adapter et à s'améliorer. Nous avons constaté que certains indicateurs ne se prêtaient pas à une mesure uniforme, de sorte qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'en ajouter d'autres, par exemple pour évaluer la rapidité avec laquelle nous intervenons en cas de situation d'urgence ou nous faisons parvenir des secours alimentaires aux populations sinistrées après une catastrophe.

Au sein du Comité de haut niveau sur la gestion de l'ONU, que je préside, le PAM est l'un des organismes chefs de file pour ce qui est d'améliorer la mesure des résultats et la gestion des risques ainsi que de maximiser l'efficacité et l'efficience. Nous devons veiller à éliminer les doubles emplois et à systématiser cet effort chaque fois que cela est possible.

Le PAM est fier de la réputation qu'il s'est forgée d'être un organisme qui répond toujours à ce que l'on attend de lui, et souvent malgré des obstacles formidables. Le PAM doit également pouvoir donner à ses membres l'assurance qu'il obtient le meilleur rapport coût/efficacité en mesurant les résultats obtenus sur le terrain. Je me félicite de la perspective de travailler avec le Conseil et les États membres, au cours des 12 prochains mois, afin d'affiner nos systèmes de mesure pour qu'ils nous permettent vraiment de recenser les résultats positifs et de mettre en relief les domaines qui appellent des améliorations.

L'année 2011, marquée par un niveau sans précédent des prix des denrées alimentaires et la persistance du problème de la faim, de conflits et de troubles politiques, sera sans doute difficile elle aussi. Le Rapport annuel sur les résultats constitue un outil essentiel en ce sens qu'il rend compte de ce que fait le PAM pour s'adapter aux besoins et faire en sorte que tout le parti possible soit tiré de chaque contribution pour faire face au problème pressant de la faim et renforcer la résilience des bénéficiaires.

Josette Sheeran

Directrice exécutive

RÉSUMÉ

1. En 2010, les conséquences des catastrophes naturelles, de l'aggravation de l'insécurité causée par les conflits et de la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants ont été à l'origine de graves difficultés sociales et économiques pour des centaines de millions d'êtres humains. Pour faire face à ces défis, le PAM a eu recours à une panoplie de plus en plus large de mécanismes d'assistance alimentaire pour distribuer les aliments appropriés aux bénéficiaires appropriés, au moment approprié et à l'endroit approprié.
2. Le PAM a fourni une assistance alimentaire à 109,2 millions de bénéficiaires dans 75 pays, chiffre qui classe l'année 2010 en deuxième position dans l'histoire du PAM pour ce qui est du nombre de bénéficiaires secourus. La priorité a continué d'être accordée aux enfants, qui ont représenté 61 pour cent des bénéficiaires du PAM, les femmes et les enfants en représentant ensemble 82 pour cent.
3. Le présent Rapport annuel sur les résultats évalue la mesure dans laquelle, en 2010, le PAM a réussi à atteindre les objectifs visés dans le Plan stratégique pour 2008–2013. Il analyse l'action du PAM et les moyens mis en œuvre, et montre comment le PAM a contribué à répondre aux besoins des plus vulnérables parmi les pauvres qui ont faim et dans quelle mesure il a réussi à le faire de façon économique, efficace et efficiente.
4. La Partie I du rapport examine le contexte stratégique dans lequel opère le PAM; la Partie II passe en revue les résultats obtenus par Objectif stratégique; la Partie III traite des résultats obtenus au niveau de l'ensemble du Programme au regard de ses priorités de gestion; et la Partie IV esquisse à grands traits les défis et possibilités auxquels doit s'attendre le PAM.
5. Le Rapport annuel sur les résultats est l'un des outils utilisés par le PAM pour rendre compte de ses activités. Il complète plusieurs documents, dont il s'inspire: i) les rapports normalisés établis pour chaque projet; et ii) les États financiers annuels et les différents rapports du Bureau de l'évaluation. Sur la base de ces informations, le rapport tire des conclusions sur les résultats obtenus au niveau de l'ensemble du Programme. Cependant, il n'a pas été possible de donner un résumé global des résultats obtenus à l'égard des 25 indicateurs d'effets directs figurant dans le Cadre de résultats stratégiques car ils ne sont pas tous repris dans un nombre suffisant de projets pour qu'un tel résumé puisse être fiable. Tel a été particulièrement le cas de l'Objectif stratégique 5.
6. L'on peut dire, en se référant aux indicateurs de produits et d'effets directs visés dans le Cadre de résultats stratégiques et aux rapports concernant un nombre suffisant de projets, que le PAM a fait en 2010 des progrès satisfaisants dans le contexte de trois de ses cinq Objectifs stratégiques: Objectif stratégique 1 - sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; Objectif stratégique 2 – prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; et Objectif stratégique 3 – remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition. Les activités correspondantes ont représenté les trois quarts des bénéficiaires aidés, des produits alimentaires distribués et des dépenses engagées par le PAM.

7. Des progrès ont aussi été accomplis s'agissant de réduire la faim chronique et la dénutrition dans le cadre de l'Objectif stratégique 4: la situation s'est améliorée ou stabilisée dans le cas de 80 pour cent des projets, ce qui montre que le PAM commençait à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés ou avait déjà obtenu des résultats notables. Les mesures prises dans le contexte de l'Objectif stratégique 5 pour renforcer les capacités nationales en vue de réduire la faim ont avancé elles aussi, comme le montrent les rapports normalisés sur les projets, mais l'on ne dispose pas de suffisamment de données communes pour pouvoir donner une vue d'ensemble des résultats obtenus en 2010.

Programmes

8. En 2010, les activités du PAM ont tendu à: i) intervenir rapidement à la suite de catastrophes naturelles majeures, de chocs économiques et de conflits; ii) appuyer les efforts de relèvement après une catastrophe ou un conflit dans les pays traversant une période de transition; iii) ménager des possibilités d'intervention humanitaire dans des environnements difficiles, par exemple en garantissant la sécurité du personnel et des partenaires du PAM appelés à assurer les secours; et iv) trouver des solutions nouvelles au problème de la faim.

Intervention rapide à la suite de catastrophes naturelles majeures

9. En 2010, les activités humanitaires du PAM ont, pour une très large part, consisté à fournir une assistance à la suite de catastrophes naturelles survenues soudainement. Le séisme en Haïti, la sécheresse au Niger et les inondations au Pakistan, qui ont mobilisé l'ensemble du Programme, ont exigé la fourniture d'un appui exceptionnel pour renforcer les capacités des bureaux de pays et des bureaux régionaux.

10. Les interventions mises sur pied par le PAM pour faire face à ces crises se sont caractérisées par sa capacité de diriger plusieurs modules d'action groupée des Nations Unies et de mobiliser le personnel expérimenté supplémentaire requis pour aider à gérer les opérations, en particulier s'agissant de la logistique et de l'Équipe d'intervention rapide dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications (FITTEST).

11. En 2010, la moitié des 109,2 millions de bénéficiaires du PAM n'ont pu survivre que grâce aux distributions générales de vivres mises sur pied dans le contexte de l'Objectif stratégique 1. Le PAM a eu recours à de nouvelles modalités d'assistance et a travaillé main dans la main avec les acteurs œuvrant en faveur de la stabilisation, du développement et des droits de l'homme pour faciliter la transition des secours vers le redressement et le relèvement.

12. En Haïti et au Pakistan, l'effondrement des systèmes de transport et des circuits de distribution a empêché la population sinistrée, privée de moyens de subsistance, d'avoir accès aux aliments disponibles tandis qu'au Niger, les aliments étaient tout simplement insuffisants pour satisfaire les besoins nutritionnels de la population, outre qu'ils étaient par ailleurs hors de portée pour beaucoup. Dans ces trois pays, l'intervention rapide du PAM a permis d'empêcher qu'une crise d'origine naturelle ne dégénère en famine généralisée.

13. En Haïti et au Niger, il est ressorti des enquêtes de suivi que les nouveaux produits nutritionnels distribués par le PAM avaient empêché que la malnutrition ne s'aggrave et amélioré la sécurité alimentaire parmi les populations touchées. Dès que les besoins humanitaires les plus pressants avaient été satisfaits, le PAM s'était immédiatement attaché à encourager la normalisation de la

situation, en Haïti en créant des emplois et au Niger et au Pakistan en incitant les agriculteurs à retourner aux champs. En Haïti et au Pakistan, les programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation mis en place avaient également contribué à ce que les marchés recommencent à fonctionner. À la fin de l'année, la fourniture de secours alimentaires d'urgence n'était plus une priorité dans aucun de ces trois pays.

14. Les indicateurs de réalisation des projets relevant de l'Objectif stratégique 1 ont confirmé qu'en 2010, les interventions mises sur pied rapidement par le PAM à la suite de crises avaient été extrêmement efficaces: le taux global pondéré d'amélioration a été de 63 pour cent. Si les progrès accomplis sont évalués sur la base du "score de consommation alimentaire des ménages", l'on constate que l'assistance du PAM a permis d'améliorer la consommation alimentaire de 24 millions de victimes de catastrophes. Il ressort également des évaluations indépendantes menées en 2010 que les opérations de secours du PAM ont été bien exécutées et que le PAM a agi efficacement dans des environnements opérationnels difficiles. Les moyens logistiques du PAM, de renommée mondiale, ont constitué le support de ses activités d'assistance alimentaire.

15. Dans plus de 60 pour cent des projets comportant des indicateurs concernant la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, la situation s'est améliorée. Il ressort cependant des rapports issus des évaluations indépendantes qu'il a été difficile, pour plusieurs raisons, de déterminer dans quelle mesure les objectifs des activités de nutrition avaient été atteints, les difficultés rencontrées à cet égard tenant en particulier à la nécessité d'assurer une coordination appropriée avec les partenaires, d'identifier les indicateurs de référence et de mesurer les résultats.

16. Selon les indicateurs concernant les projets relevant de l'Objectif stratégique 2, le taux global pondéré d'amélioration a été de 85 pour cent en 2010, ce qui signifie que la consommation alimentaire s'est accrue pour 3,6 millions de bénéficiaires. Il ressort également des évaluations menées en 2010 que le PAM a aidé à renforcer les capacités des gouvernements dans le domaine de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité.

Pays en période de transition

17. Le PAM joue un rôle majeur en engageant les interventions à la suite d'une catastrophe et en s'attachant à concrétiser rapidement les dividendes de la paix dans les pays qui traversent une période de transition après un conflit. Ayant été investi d'un double mandat, touchant l'aide humanitaire et le développement, conçu de manière à contribuer à la réalisation des cinq Objectifs stratégiques, et ayant acquis une vaste expérience des activités au niveau des pays, le PAM est à même d'appuyer la reconstitution des moyens de subsistance et le rétablissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés et des familles touchées par des chocs.

18. D'après les indicateurs concernant les projets relevant de l'Objectif stratégique 3, le taux global pondéré d'amélioration a été de 80 pour cent en 2010. Ainsi, dans 94 pour cent des projets comportant un indicateur du "score de consommation alimentaire des ménages" une amélioration avait été enregistrée, ce qui signifie que la consommation alimentaire s'était accrue pour 2,6 millions de personnes.

19. Au Soudan, en 2010, grâce au pré-positionnement de produits alimentaires et à une planification appropriée des mesures d'urgence, le PAM a nourri 1,5 million de personnes déplacées regagnant le sud du pays en prévision du référendum concernant l'indépendance du Sud-Soudan

devant avoir lieu en janvier 2011. Les bénéficiaires se trouvant à proximité des marchés ont reçu une assistance sous forme de bons d'alimentation et les autres sous forme de distributions de vivres.

20. En République démocratique du Congo, le PAM a appuyé des programmes Vivres contre travail (VCT) dans les régions accueillant de nombreuses personnes rentrant chez elles et il a ciblé les petits exploitants grâce à l'initiative Achats au service du progrès. En sa qualité d'organisme chef de file du module de la logistique, le PAM a participé à la coordination des programmes de réfection des routes dans les régions de l'est du pays, ce qui a donné accès à de nouvelles régions, facilité le transport de produits agricoles jusqu'aux marchés et créé des emplois rémunérés.

21. Malgré ces succès, les évaluations indépendantes des opérations ont soulevé des doutes concernant l'efficacité à long terme des efforts de redressement entrepris après une catastrophe, notamment en raison de la difficulté qu'il y avait à mobiliser un financement suffisant pendant toute la période durant laquelle l'assistance était requise pour garantir que les moyens de subsistance soient reconstitués sur une base durable.

Espace humanitaire

22. Le PAM demeurant résolu à secourir les plus vulnérables, son personnel et celui de ses partenaires se trouvent inévitablement exposés à des actes de violence. La protection des bénéficiaires et du personnel chargé de fournir l'assistance alimentaire reste très problématique, et six membres du personnel d'entreprises travaillant pour le PAM ont perdu la vie alors qu'ils assuraient l'acheminement de l'aide humanitaire.

23. Pour réduire les risques d'attaques aux points de distribution des vivres, le PAM a notamment déployé du personnel de sécurité supplémentaire, amélioré la liaison avec les communautés locales, en particulier par le biais des anciens, et aménagé à l'intention des personnes vulnérables, comme les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes handicapées, des lieux où ils puissent être mieux protégés et aidés.

Nouvelles solutions au problème de la faim

24. Les nouvelles solutions que l'on s'attache à trouver au problème de la faim tendent à déterminer quels sont les outils et les produits alimentaires appropriés afin de garantir l'efficacité de l'assistance alimentaire.

25. Pour ce qui est de fournir les produits alimentaires appropriés:

- Conformément au concept de division du travail entre les divers organismes des Nations Unies, le PAM s'est attaché à introduire de nouveaux produits enrichis sur le plan nutritionnel, comme les suppléments nutritionnels prêts à consommer et les micronutriments en poudre, pouvant être utilisés de façon sûre et efficace pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les jeunes enfants. En 2010, 3,7 millions d'enfants vulnérables de moins de 2 ans ont bénéficié des distributions de nouveaux produits, soit six fois plus qu'en 2009.

- Selon ce même concept, le PAM a également continué en 2010 de s'attacher à mettre l'accent sur l'importance de l'intégration des aspects liés à l'alimentation et à la nutrition aux programmes concernant le VIH et le sida et la tuberculose. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et les autres partenaires du PAM ont reconnu qu'une bonne alimentation et une bonne nutrition contribuaient beaucoup à améliorer l'état de santé et les résultats du traitement des personnes vivant avec le VIH, ce qui a ouvert la voie à une meilleure prise en compte, dans les programmes, des questions relatives à la lutte contre le VIH et à la nutrition. En outre, l'utilisation de nouveaux produits améliorés pouvait contribuer plus efficacement à l'amélioration de l'état nutritionnel des adultes suivant un traitement contre le VIH ou la tuberculose.

26. Pour ce qui est d'utiliser des outils appropriés:

- L'on a eu plus largement recours, en 2010, aux transferts monétaires et aux bons d'alimentation. Le nombre de projets de ce type a atteint 35, contre 20 en 2009, et 4,4 millions de personnes ont bénéficié de transferts qui ont atteint une valeur totale de 140 millions de dollars. Les mécanismes utilisés pour assurer les transferts monétaires et la distribution de bons ont varié: outre les transferts monétaires proprement dits et la distribution de bons en papier, les nouvelles technologies ont permis d'avoir recours à des modalités novatrices de distribution, comme les cartes munies d'un code à gratter ou d'une puce, les bons électroniques ou les téléphones portables. L'utilisation de transferts monétaires et de bons d'alimentation a permis aux partenaires du PAM de se concentrer sur ce qu'ils font le mieux: n'ayant plus à s'occuper de la manutention de produits alimentaires, par exemple, les organismes opérant dans les secteurs de la santé et de la nutrition ont pu s'employer plus efficacement à satisfaire les besoins sanitaires des bénéficiaires. Les transferts monétaires et les bons d'alimentation ont également encouragé le PAM à nouer des contacts avec de nouveaux types de partenaires, en particulier des entreprises commerciales, pour exploiter les possibilités s'offrant sur les marchés.
- Le volume des achats effectués dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès a augmenté: ils ont représenté 14 pour cent des produits alimentaires achetés dans 20 pays, soit 5 pour cent de plus qu'en 2009. En achetant ainsi des produits alimentaires sur les marchés locaux, le PAM a réalisé 22,6 millions de dollars d'économie par rapport à ce qu'aurait coûté l'importation de ces mêmes produits. Ces économies montrent l'intérêt que peut présenter pour le PAM et les autres acteurs l'achat de produits aux petits exploitants. Depuis que l'initiative a été lancée, en 2009, la quantité de produits achetés selon cette modalité a atteint 150 000 tonnes.

Gestion

Mobilisation de ressources

27. En dépit d'une conjoncture économique difficile, les contributions confirmées au PAM ont représenté au total 4,129 milliards de dollars en 2010. Les cinq principaux donateurs ont été à l'origine des deux tiers des contributions versées au PAM; les donateurs du secteur privé viennent en sixième position, avec 143 millions de dollars. À la suite du tremblement de terre en Haïti, les donateurs du secteur privé sont arrivés au deuxième rang pour ce qui est du volume des contributions (17 pour cent du montant des fonds mobilisés). D'importantes contributions, soit 129 millions de dollars, ont également été reçues de 23 gouvernements hôtes. Les contributions en nature, d'une

valeur de 115 millions de dollars, ont été jumelées avec des ressources provenant de contributions en espèces et du Fonds de complément des contributions des nouveaux donateurs.

28. Les besoins des bénéficiaires ont malgré cela continué de dépasser le montant des ressources disponibles. Globalement, les recettes provenant des contributions ont permis de couvrir 62 pour cent des besoins estimatifs du PAM, qui s'élevaient à 6,7 milliards de dollars. Les crises de grande ampleur survenues pendant l'année ont beaucoup sollicité les capacités de mobilisation de ressources et d'intervention de la communauté humanitaire, et les appels humanitaires qui ont été lancés à l'échelle mondiale pendant l'année n'ont permis de réunir que la moitié du financement requis.

Gestion des ressources, apprentissage et innovation

29. En 2010, le PAM a continué à améliorer ses dispositifs de contrôle interne en lançant une initiative visant à renforcer les mécanismes de contrôle de la gestion et les mécanismes d'obligation redditionnelle, conformément aux meilleures pratiques en la matière. Le Programme a notamment mis au point des processus plus robustes de gestion des risques et des plans axés sur les résultats, et il a mis à jour les différents manuels et rationalisé les délégations de pouvoirs et de responsabilités afin de mieux préciser les pratiques administratives applicables. Pendant l'année, le nombre de recommandations issues des audits internes auxquelles il n'avait pas encore donné suite a baissé de 45 pour cent, plus de 400 recommandations ayant été examinées et appliquées.

30. Dans le cadre des efforts déployés afin d'améliorer la gestion des connaissances au PAM, quatre initiatives ont été lancées dans le domaine des technologies de l'information et des communications: i) FoodLink, qui étendra la couverture et accroîtra la capacité nécessaire aux communications du PAM; ii) Connect, système qui mettra à la disposition du personnel du PAM une plate-forme pleinement intégrée de courriel, de communication vocale et de communication vidéo; iii) la Plateforme intégrée pour la préparation aux situations d'urgence [EPIC]), qui fait suite à de précédents projets visant à offrir des services de communication ultramodernes dans le contexte des opérations d'urgence et des interventions sur le terrain; et iv) One Truth, système convivial de diffusion de l'information à des fins opérationnelles.

Processus opérationnels internes

31. Le PAM a mis en place des systèmes d'allocation de nature à maximiser l'efficacité des ressources fournies et à réduire au minimum les ruptures de la filière d'assistance alimentaire. En 2010, toutes les décisions concernant l'allocation des ressources multilatérales ont été prises dans le cadre du Comité pour l'affectation stratégique des ressources: 94 pour cent des ressources multilatérales destinées à des activités de développement ont été allouées aux pays les plus pauvres, soit plus que l'objectif de 90 pour cent fixé par le Conseil d'administration.

32. En 2010, il a été approuvé 124 avances au titre du mécanisme de préfinancement, d'un montant total de 586,2 millions de dollars, chiffre record pour ce qui est aussi bien du nombre de prêts que de leur valeur. Les mécanismes de préfinancement du PAM ont été utilisés pour aider 59 bureaux de pays à mener à bien leurs activités et appuyer des services comme le Programme mondial de location de véhicules, et ont également permis aux bureaux de pays et aux bureaux régionaux d'obtenir, avant confirmation des contributions attendues, les fonds nécessaires pour procéder en temps opportun aux livraisons de produits alimentaires et éviter des ruptures de la filière d'approvisionnement.

33. Le manque de ressources a néanmoins causé des difficultés pour nombre d'opérations de grande importance du PAM. Dans la plupart des cas où les ressources ont sérieusement fait défaut, les bureaux de pays ont tout fait pour continuer de fournir une assistance aux bénéficiaires ciblés en réduisant la quantité de produits alimentaires distribués à chacun. Ainsi, bien que les distributions effectives de produits alimentaires n'aient représenté que 70 pour cent du niveau prévu, le PAM a réussi à nourrir 93 pour cent du nombre prévu de bénéficiaires. Le manque de ressources et des ruptures de la filière d'approvisionnement se sont traduits par une détérioration de la sécurité alimentaire et, dans plusieurs pays, les pénuries alimentaires se sont traduites par une baisse du "score de consommation alimentaire des ménages".

Efficacité opérationnelle

34. Le coût moyen par bénéficiaire de l'assistance fournie reflète indirectement l'efficacité des opérations du PAM. Entre 2008 et 2010, le coût moyen par bénéficiaire¹ a baissé de 3 pour cent pour tomber à 33,7 dollars en 2010, soit 2,8 dollars par mois, en dépit de la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants enregistrée pendant le second semestre de l'année. Les coûts d'exploitation les plus élevés ont été imputables aux opérations d'urgence menées dans des zones très peu sûres, comme certaines régions du Pakistan, où le coût a été de 4,5 dollars par mois, en Somalie, où il a été de 4,4 dollars par mois, et au Soudan, où il s'est chiffré à 4,2 dollars par mois.

35. Lorsqu'une situation d'urgence est déclarée au niveau du Programme, c'est le temps plutôt que le coût qui compte. En 2010, les délais d'intervention et de livraison du PAM ont été les suivants: i) de 24 à 48 heures pour le déploiement du personnel chargé d'évaluer la situation et de renforcer les capacités logistiques locales; ii) 48 heures pour le déploiement de produits alimentaires, d'articles non-alimentaires et de matériel d'appui opérationnel; et iii) 72 heures pour le positionnement d'aéronefs. Le déroutement immédiat des livraisons en mer a été pour le PAM un moyen exceptionnel de fournir les secours alimentaires d'urgence dont les pays sinistrés avaient un besoin pressant.

36. L'un des indicateurs fondamentaux de l'efficacité opérationnelle du PAM est sa capacité de collaborer avec ses partenaires pour mettre ses compétences et son expérience au service des programmes d'aide au développement menés par ceux-ci. En 2010, 32 pour cent des projets du PAM ont fait partie de programmes conjoints des Nations Unies; en Afrique subsaharienne, 28 des 35 bureaux de pays du PAM menaient au moins un programme conjoint des Nations Unies.

Perspectives

37. Le PAM devra faire face en 2011 à une combinaison de facteurs qui viendront mettre encore plus à l'épreuve des ressources déjà très sollicitées: hausse des prix des produits alimentaires et des carburants, instabilité en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, et accroissement de la demande croissante de services de développement. Du fait de la hausse record des coûts des produits alimentaires et des carburants, il faut s'attendre à une augmentation du nombre de ceux qui ont faim ainsi qu'à des difficultés budgétaires; l'impact de la hausse des prix affectera également des donateurs et risque de se traduire par des compressions des budgets de l'aide au développement. Il est donc

¹ Calcul fondé sur le montant des coûts directs effectifs indiqué dans l'État financier V, divisé par le nombre total de bénéficiaires pendant l'année considérée.

probable que l'assistance du PAM sera encore plus nécessaire, les personnes vulnérables ne pouvant acheter sur les marchés les aliments dont elles ont besoin.

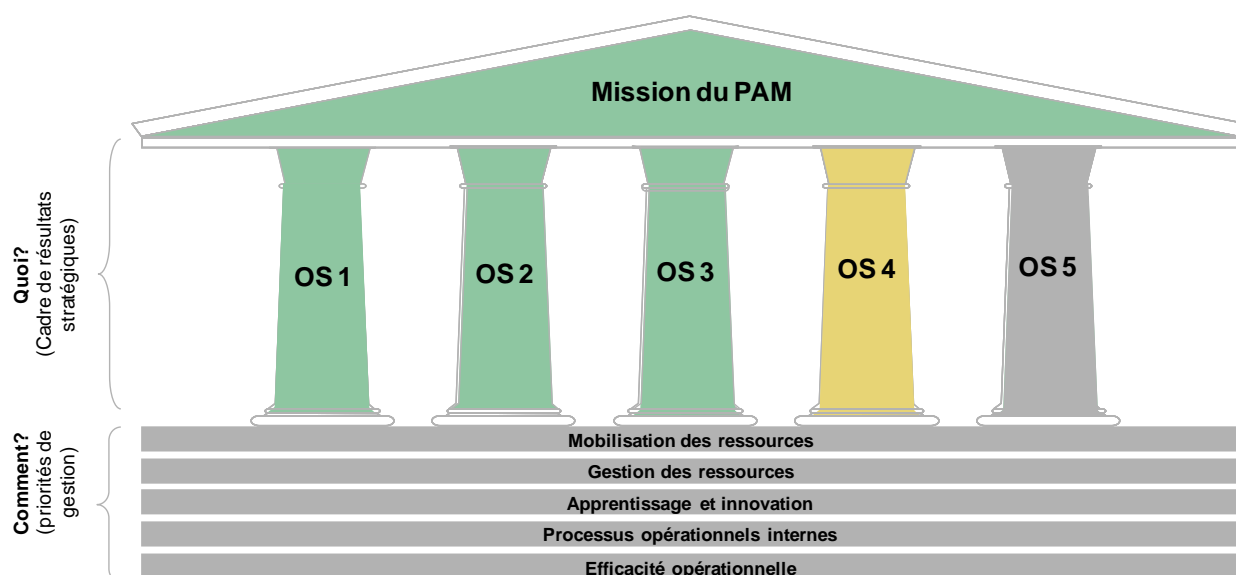
38. Dans un contexte de hausse des prix sur les marchés des produits alimentaires, les achats anticipés effectués par le PAM et le prépositionnement de stocks présentent un avantage supplémentaire, qui est de réduire les coûts à court terme. Pour faire face à la situation, le PAM s'emploiera en 2011 à encourager une flexibilité accrue de son financement s'agissant de la planification des projets, de la gestion des ressources et de la priorité à accorder aux ressources multilatérales. Un recours accru à la formule du jumelage pourra peut-être atténuer les contraintes à prévoir sur le plan des ressources: le PAM cherche actuellement à mobiliser 287 millions de dollars de contributions en espèces qui devraient être jumelées à 620 000 tonnes de contributions en nature déjà annoncées.

39. Pour le PAM, les toutes premières priorités consistent à aider les pays à atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement et à contribuer efficacement à la lutte contre la faim. Avec le concours des États Membres, le PAM a toujours relevé ces défis par le passé et est résolu à continuer à le faire à l'avenir.

PARTIE I - INTRODUCTION

40. Le présent Rapport annuel sur les résultats évalue les progrès accomplis en 2010 sur la voie de la réalisation des buts et objectifs énoncés dans le Plan stratégique du PAM pour 2008–2013. Il reflète les efforts entrepris par le Programme pour renforcer ses systèmes de gestion des résultats et offrir une analyse plus cohérente de ses réalisations, de l'impact de ses activités, des ressources utilisées et des produits obtenus. Mettre en place un système robuste et fiable pour mener à bien 208 projets dans 75 pays exige d'investir beaucoup de temps et de ressources. Il faut également s'en remettre pour une large part aux gouvernements et aux partenaires car les résultats des efforts déployés et leur impact sur la situation humanitaire ne sont pas imputables uniquement au PAM. L'assistance alimentaire et nutritionnelle et l'appui aux moyens de subsistance ne sont que certains des éléments du soutien qui doit être fourni pour aider les pauvres à se libérer de la misère ou les populations sinistrées à survivre à une catastrophe. Les effets directs et l'impact que l'on cherche à avoir sont communs aux organismes des Nations Unies, aux acteurs humanitaires et aux gouvernements, et c'est dans ce contexte que les résultats dont il est rendu compte dans le présent rapport doivent être interprétés. Le rapport tend à démontrer la contribution que le PAM a apportée à la satisfaction des besoins des plus vulnérables parmi les pauvres qui ont faim et la mesure dans laquelle il a réussi à le faire de façon efficace et efficiente. Il cherche à répondre à la question de savoir ce que le PAM a accompli et comment il a réussi à le faire, comme indiqué dans le diagramme ci-après.

41. Le PAM a fait en 2010 des progrès significatifs en ce qui concerne trois de ses cinq Objectifs stratégiques: Objectif stratégique 1 - sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; Objectif stratégique 2 – prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; et Objectif stratégique 3 – remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition. Les activités correspondantes ont représenté les trois quarts des bénéficiaires aidés, des produits distribués et des dépenses engagées par le PAM. Des progrès ont été faits s'agissant de réduire la faim chronique et la dénutrition dans le cadre de l'Objectif stratégique 4: la situation s'est en effet améliorée ou stabilisée dans le cas de 80 pour cent des projets, ce qui montre que le PAM commençait à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés ou avait déjà obtenu des résultats notables. Les efforts entrepris dans le contexte de l'Objectif stratégique 5 pour renforcer la capacité des pays de réduire la faim ont porté des fruits, mais les données communiquées au sujet des indicateurs dans ce domaine nouveau ont été insuffisantes pour que l'on puisse faire état d'un progrès.



42. Pour ce qui est de l'évolution des indicateurs concernant les résultats obtenus dans le domaine de la gestion, 2010 a été une année d'essai et de validation. Les cibles et les points de référence interne fixés pour chaque priorité de gestion sont fondés sur les indicateurs utilisés dans le Rapport annuel sur les résultats de 2009 et complétés par les rapports qui doivent être établis dans le cadre du concept évolutif de priorités de gestion. Les résultats obtenus en 2010 sont comparés à ceux de 2009 et des années précédentes, et la plupart des indicateurs font apparaître une amélioration.

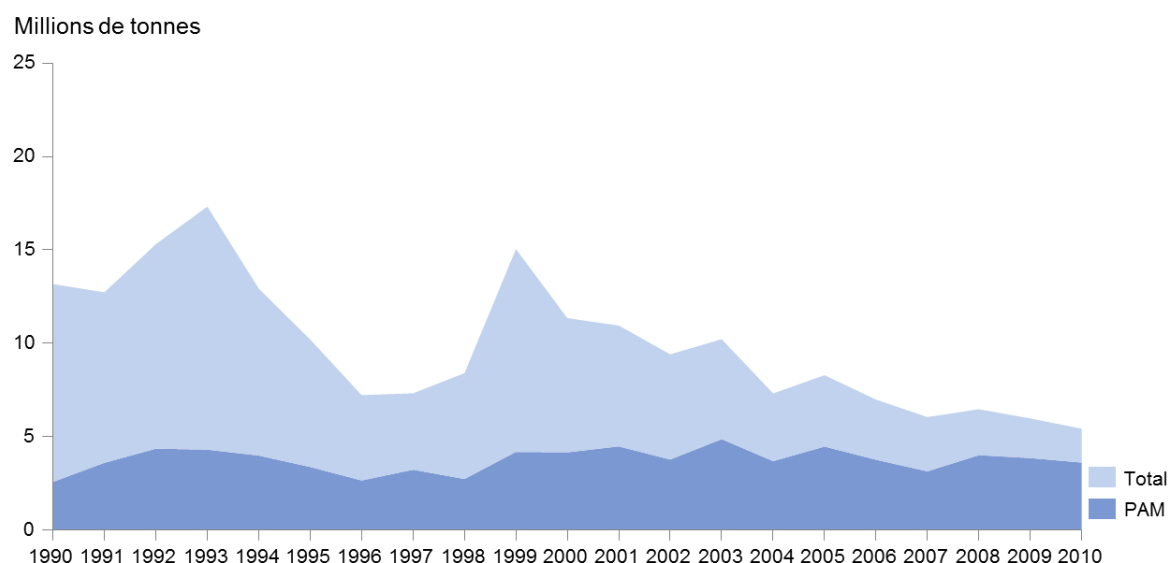
43. En 2010, les conséquences des catastrophes naturelles, de l'insécurité causée par les conflits et de la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants ont continué d'être à l'origine de graves difficultés économiques et sociales pour des centaines de millions d'êtres humains. Ces crises ont ébranlé des mécanismes de survie déjà fragiles et ont rendu nécessaires l'accroissement de l'efficacité et de l'efficience de l'aide humanitaire et des investissements consacrés au renforcement de la résilience des communautés. Le PAM demeure résolu à fournir des services pour accélérer l'acheminement des secours et améliorer l'efficacité de l'action humanitaire, et il s'est doté d'outils plus performants pour assurer l'assistance humanitaire plus efficacement. Pendant toute l'année, le PAM s'est attaché à faire en sorte que tous les aliments parviennent aux bénéficiaires appropriés au moment et à l'endroit voulu. Il a coordonné son action avec celle de ses partenaires de manière à appuyer les priorités des gouvernements bénéficiaires. Les événements survenus pendant l'année ont constitué des défis redoutables, mais le PAM a, comme par le passé, continué de les relever et d'améliorer ses résultats, son efficience et son efficacité.

Contexte stratégique

44. Il ressort des dernières estimations disponibles que le nombre de personnes souffrant de dénutrition est tombé à 925 millions en 2010, soit 9,6 pour cent de moins qu'en 2009, grâce à l'amélioration de la conjoncture mondiale et à une normalisation relative de la situation sur la plupart des marchés des produits alimentaires. Au second semestre toutefois, les prix des produits alimentaires et des carburants ont recommencé à augmenter, et la Banque mondiale a estimé qu'à la

fin de l'année², 44 millions de personnes supplémentaires se trouvaient dans la misère et devaient survivre avec moins de 1,25 dollar par jour.

Figure 1: Livraisons mondiales d'aide alimentaire³



45. Les différents éléments qui contribuent à l'insécurité alimentaire, comme la mondialisation et le changement climatique, conjugués à des troubles civils, à l'inégalité et à la faiblesse de la gouvernance, ont exposé plus de personnes à la menace de la faim. Bien que le monde soit de plus en plus conscient du problème de la faim, les livraisons mondiales d'aide alimentaire sont tombées en 2010 à leur niveau le plus bas depuis 1990, soit 5,7 millions de tonnes (voir la figure 1). Néanmoins, le monde continue de compter sur le PAM en sa qualité de principal mécanisme d'acheminement de l'assistance alimentaire jusqu'à ceux qui sont dans le besoin: en 2010, le PAM a assuré 66 pour cent de l'aide alimentaire dans le monde (voir l'annexe V).

46. Les catastrophes naturelles graves qui se produisent continuent de mettre à rude épreuve les capacités d'assistance de la communauté humanitaire: en 2010, le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes a comptabilisé 373 catastrophes naturelles.⁴ Le PAM a mobilisé 761 millions de dollars pour porter secours aux populations sinistrées du fait de la sécheresse, de tremblements de terre, d'inondations et de tempêtes, soit 20 pour cent, en termes de valeur, du total de l'assistance fournie en 2010; en 2008, les interventions menées à la suite de catastrophes naturelles n'en représentaient que 8 pour cent. L'année a été marquée surtout par trois catastrophes naturelles majeures: le séisme en Haïti, la sécheresse au Niger et les inondations au Pakistan.

² Food Price Watch, février 2011.

³ Par livraisons, l'on entend les quantités de produits alimentaires qui parviennent effectivement aux pays bénéficiaires pendant l'année civile, et non les quantités expédiées ou l'aide alimentaire distribuée aux bénéficiaires. Source: Système international d'information sur l'aide alimentaire (INTERFAIS) et FAO.

⁴ Sources: Base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT); Office of Foreign Disaster Assistance des États-Unis d'Amérique/ Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes; Base de données internationale sur les catastrophes www.em-dat.net et Université catholique de Louvain (Belgique). Les données comprennent les catastrophes complexes, les sécheresses, les tremblements de terre, les températures extrêmes, les inondations, les glissements de terrain, les tempêtes, les crues, les éruptions volcaniques et les feux incontrôlés.

47. Les conflits et les troubles civils ont fait des milliers de déplacés et ont rendu les opérations à la fois plus complexes et plus difficiles. Le système des Nations Unies a continué de se heurter à des difficultés majeures sur le plan de la sécurité: c'est ainsi que le Syndicat du personnel des Nations Unies a qualifié l'année 2010 d'*annus horribilis* étant donné le nombre de fonctionnaires ayant perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions. Le tremblement de terre qui a secoué Haïti en janvier a fait 102 morts parmi le personnel des Nations Unies: 7 membres du personnel civil, 10 Casques Bleus et plusieurs membres du personnel civil employés par des partenaires coopérants et des sous-traitants ont perdu la vie à l'occasion d'incidents violents en 2010. Les membres du personnel des Nations Unies qui sont en poste dans les trois pays où la situation est la plus dangereuse sont exposés à un taux d'homicide de 19,2 incidents pour 100 000 personnes, contre 7,6 pour 100 000 dans le reste du monde. Pour mener à bien leurs programmes et activités, les organismes des Nations Unies ont adopté pour politique "pas de programme sans sécurité". Malgré le renforcement des mesures de sécurité, les agents humanitaires du système des Nations Unies continueront d'être exposés à de graves dangers dans les pays où l'insécurité est élevée.

48. Face à ces difficultés, l'Assemblée générale des Nations Unies a, dans sa résolution 63/311 concernant la cohérence du système des Nations Unies, encouragé les organismes des Nations Unies à accroître leur coopération. Ainsi, il est prévu de réformer le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) afin de renforcer l'impact de l'action collective, particulièrement sur le terrain. Cette initiative prévoit notamment la mise en œuvre en 2010–2011 de nouvelles priorités stratégiques du GNUD tendant à rehausser le rôle des équipes de pays des Nations Unies afin d'accroître l'impact des activités dans les pays. Un exemple en est le partenariat REACH, qui vise à éliminer la faim chez les enfants afin d'accélérer les progrès sur la voie de la réalisation du premier objectif du Millénaire pour le développement, particulièrement pour ce qui est de la cible concernant l'insuffisance pondérale. Au sein du Comité de haut niveau sur la gestion, le PAM a assumé un rôle de premier plan dans des domaines d'intérêt commun comme la sécurité, la gestion des ressources humaines et les efforts conjoints visant à améliorer l'établissement des rapports et l'efficacité. L'approbation d'un nouveau système de niveaux d'insécurité a constitué un jalon important. L'on s'est également attaché pendant l'année à harmoniser et à simplifier les procédures d'achat dans le domaine des technologies de l'information et des communications, à mettre en œuvre une politique harmonisée concernant les transferts monétaires et à développer des services communs de base; tous ces éléments ont directement contribué à accroître l'impact des interventions du PAM au niveau des pays.

L'action du PAM

49. Le but du PAM est de faire parvenir les bons aliments aux bénéficiaires appropriés au moment et à l'endroit voulus. Le PAM intervient pour atténuer la faim dans quatre types de situation essentiellement: i) lorsque les aliments manquent et les populations vivent dans la famine la plus totale; ii) lorsque des aliments sont disponibles dans le pays ou la région, mais que les populations ne peuvent y avoir accès du fait d'une catastrophe ou d'un conflit; iii) lorsque les aliments sont disponibles sur les marchés, mais à des prix qui les mettent hors de portée des populations; et iv) lorsque les petits exploitants ont une production excédentaire mais ne peuvent la transporter jusqu'aux marchés dans des régions où la nourriture manque. Dans de telles situations, le PAM a eu recours en 2010 à des stratégies et à des outils spécifiques pour optimiser ses interventions.

50. En 2010, le PAM a secouru 109,2 millions de bénéficiaires dans 75 pays; un chiffre d'une telle ampleur n'avait été atteint qu'une seule fois, en 2004, lorsque le Programme avait fourni une assistance à 113 millions de personnes, dont 26 millions dans le cadre de l'opération bilatérale en Iraq. Indépendamment de la pauvreté et des catastrophes naturelles, des millions de personnes ont eu besoin d'une assistance alimentaire par suite de conflits et de troubles civils. Ces crises ont touché de manière disproportionnée les femmes et les enfants, qui ont représenté 82 pour cent des bénéficiaires. Cependant, les besoins évalués ont continué de dépasser les ressources disponibles. La conjoncture économique a rendu plus difficile la mobilisation de ressources et a comprimé les budgets de l'assistance extérieure au moment même où les besoins augmentaient. Début 2010, c'était grâce à des contributions généreuses et flexibles que le PAM avait pu satisfaire les besoins et assurer sans interruption l'acheminement des vivres.

51. En 2010, l'action de la communauté humanitaire a été dictée par plusieurs catastrophes naturelles survenues soudainement. Grâce à ses interventions, le PAM a consolidé sa position de premier organisme mondial d'aide humanitaire. Il a mobilisé des moyens novateurs pour satisfaire les besoins alimentaires d'urgence des populations touchées par des catastrophes, par exemple en mettant rapidement en place des programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation. Il a également amélioré la composition de son assortiment alimentaire en y incorporant systématiquement des produits enrichis comme les suppléments nutritionnels prêts à consommer. Le PAM a continué de fournir des services logistiques et informatiques pour permettre à la communauté humanitaire d'assurer les secours de façon méthodique et coordonnée.

52. Le PAM a collaboré avec différents acteurs qui œuvrent dans les domaines de la stabilisation, du développement et des droits de l'homme pour faciliter la transition des secours vers le redressement et le relèvement, en se fondant notamment sur divers systèmes mondiaux de suivi et d'évaluation comme le Global Focus Model du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM et le Dispositif national d'alerte vulnérabilités et impacts de la Banque mondiale, qui ont permis de surveiller l'évolution de l'offre et de la demande sur les marchés mondiaux de produits alimentaires et de déceler les premiers signes de crise afin de faciliter une intervention rapide. Le PAM est néanmoins conscient de ce qu'il ne suffit pas d'améliorer les mécanismes d'alerte rapide: il faut également pouvoir intervenir rapidement et efficacement dans tous les secteurs. Il continue donc de s'employer à renforcer ses moyens d'intervention par le biais de ses cinq entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies et de l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

53. En 2010, le PAM a centré son attention sur quatre priorités consistant à: i) intervenir rapidement en cas de catastrophe naturelle majeure; ii) continuer d'appuyer le relèvement après une catastrophe dans les pays en transition; iii) créer un espace humanitaire dans les environnements difficiles, par exemple en renforçant les mesures de sécurité; et iv) rechercher de nouvelles solutions au problème de la faim.

Intervention rapide à la suite de catastrophes naturelles majeures

54. Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention au niveau des pays constitue une priorité pour le PAM. Cependant, des mesures exceptionnelles s'imposent dans certaines situations. L'ampleur des besoins créés par les catastrophes survenues en Haïti, au Niger et

au Pakistan a exigé un soutien maximum, et la situation dans ces pays a été considérée comme une situation d'urgence à l'échelle du Programme. Dans un tel cas de figure, le PAM mobilise ses plus hautes instances afin de prendre des mesures d'urgence en vue de compléter les capacités des bureaux de pays et des bureaux régionaux, par exemple en mettant temporairement en œuvre des procédures spéciales d'intervention et des programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation, et en procédant à des distributions de produits alimentaires enrichis sur le plan nutritionnel.

Haïti

55. En Haïti, le séisme qui a ravagé une grande partie de Port-au-Prince et des régions avoisinantes a fait 223 000 morts et sinistré 3,7 millions de personnes, qui ont immédiatement eu besoin d'aliments, d'abris, d'eau et de soins médicaux. Le tremblement de terre a dévasté les systèmes de transport et les circuits de distribution, de sorte que la mise en place des moyens logistiques requis pour distribuer les secours dont la population avait besoin pour survivre a constitué pour le PAM l'un des défis les plus redoutables auxquels il avait dû faire face. Les organismes humanitaires se sont heurtés à de gros obstacles: effondrement des structures logistiques, troubles civils, manque d'entrepôts, disponibilité réduite de services portuaires et aéroportuaires et paralysie de l'administration. L'insécurité et la capacité limitée des partenaires coopérants ont également entravé la distribution des secours. Quelques heures seulement après le séisme, le PAM avait établi des cartes indiquant ce qu'étaient sans doute les effectifs des populations sinistrées et où elles vivaient, ainsi que les rues qui pouvaient être utilisées par les organismes humanitaires pour parvenir jusqu'aux points de distribution des vivres, ainsi que les itinéraires de substitution pouvant être empruntés si les conditions de sécurité l'exigeaient. Des photographies à haute résolution⁵ montraient les bâtiments qui s'étaient effondrés et les rues qui étaient bloquées.

56. La Sous-Division des services aériens du PAM a, trois jours seulement après le séisme, fourni le premier appareil de transport de passagers pour permettre aux agents humanitaires se trouvant à Saint-Domingue d'arriver jusqu'à Port-au-Prince. Dans la semaine suivant la catastrophe, trois hélicoptères gros porteurs avaient été déployés pour transporter les secours et les agents humanitaires jusqu'aux régions où des milliers de Haïtiens attendaient de l'aide au milieu des décombres. En décembre, la flotte aérienne avait transporté 20 000 passagers et 1 422 tonnes de fret pour 162 organismes. Dans le cadre du Centre de coordination des opérations aériennes en Haïti, l'équipe des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies a, en collaboration avec l'Armée américaine, mis en place un système de créneaux pour faciliter le contrôle du trafic aérien. L'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies au Panama a rapidement expédié du matériel d'appui opérationnel et des articles non-alimentaires et facilité le transport de stocks prépositionnés dans les entrepôts d'Accra, de Doubaï et de Brindisi. En quelques jours seulement, 12 agents des entrepôts d'Accra, de Brindisi, de Panama et de Subang avaient été déployés afin d'organiser des bases d'opération.

57. Le PAM a immédiatement déployé à Port-au-Prince et à Saint-Domingue des coordonnateurs du module de la logistique pour veiller à ce qu'il existe des moyens suffisants pour manutentionner et entreposer un volume considérable de secours. Des entrepôts temporaires ont été mis sur pied pour l'arrivée des marchandises, et des facilités douanières ont été négociées avec la République

⁵ Produites en coopération avec l'association ITHACA (Technologies de l'information pour l'assistance, la coopération et l'action humanitaires), Politecnico di Torino, Italie.

dominicaine pour faciliter le transfert des secours destinés à Haïti. Trois complexes d'entrepôts à usage commun ont été mis en place à Port-au-Prince pour accroître les capacités d'entreposage.

58. Un aspect significatif de l'intervention du PAM a été sa capacité de mobiliser 144 agents expérimentés pour gérer les opérations. Moins de 24 heures après le séisme, une équipe FITTEST a été déployée de Doubaï pour diriger le module des télécommunications d'urgence. Les membres de l'équipe sont arrivés avec suffisamment de matériel pour organiser un bureau, et 4 tonnes de matériel informatique comme émetteurs-récepteurs portables, téléphones par satellite, ordinateurs portables et groupes électrogènes ont été envoyées en Haïti et en République dominicaine. En collaboration avec différents partenaires, comme la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti et *Télécoms sans frontières*, l'équipe a mis en place des moyens de raccordement à Internet sans fil, deux réseaux de radio et des salles de radio fonctionnant 24 heures sur 24 dans différentes régions du territoire haïtien, elle a installé du matériel de communication vocale par satellite et organisé un service téléphonique d'appui informatique à l'intention des organismes humanitaires. Le système de télécommunications a été utilisé par 50 organisations non gouvernementales (ONG) et organismes des Nations Unies et 1 000 agents humanitaires, et le service d'assistance téléphonique a répondu à 130 demandes d'assistance par jour.

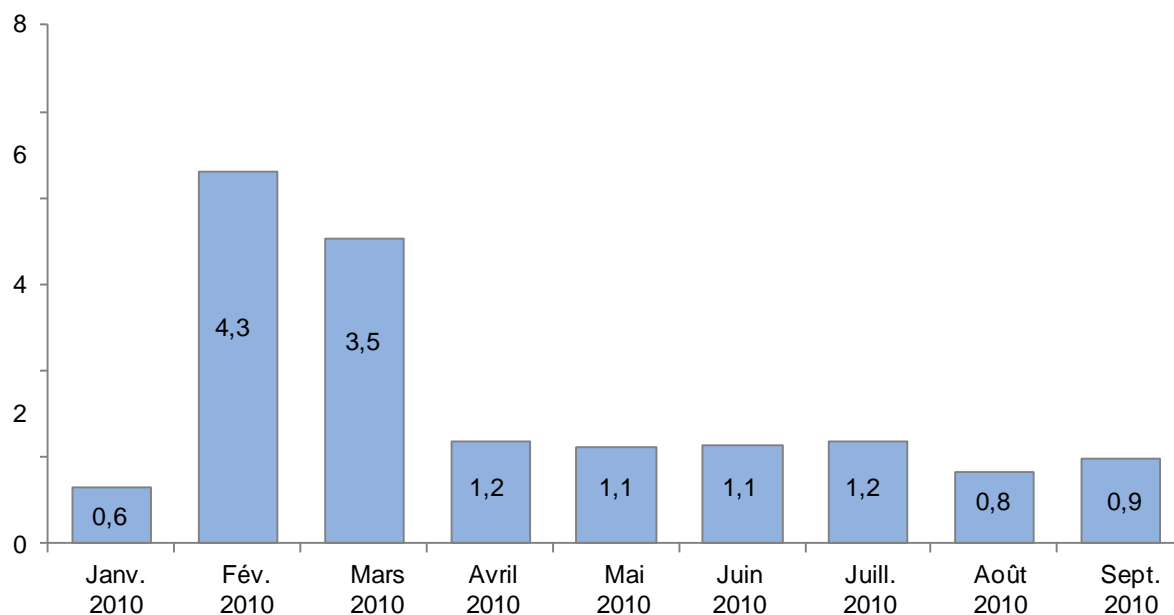
59. Les interventions du PAM ont contribué à améliorer l'accès à l'alimentation des familles vulnérables. Entre février et juin, la proportion de personnes ne souffrant pas d'insécurité alimentaire dans les régions touchées par le tremblement de terre est passée de 48 pour cent à 61 pour cent, et la proportion de personnes jouissant d'une consommation alimentaire suffisante de 70 pour cent à 73 pour cent. Il ressort d'une enquête conjointe sur la nutrition réalisée en juin 2010 par le Ministère de la santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) que le programme de supplémentation alimentaire généralisée organisé à l'intention de 272 000 enfants âgés de 6 à 59 mois et de 88 000 femmes enceintes et mères allaitantes avait empêché l'incidence de la malnutrition de s'accroître après le séisme et que les taux de malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois étaient revenus à ce qu'ils étaient avant le tremblement de terre. Un programme d'alimentation scolaire entrepris quelques semaines après le séisme a permis de distribuer des repas nutritifs à 993 000 élèves et de les encourager ainsi à reprendre l'école. Une distribution ponctuelle de rations familiales couvrant 15 jours pour une famille de trois personnes a aidé à compenser les coûts liés à la rentrée des classes.

60. Pour la première fois en temps de crise, le PAM a détaché en Haïti des experts de la protection sur le terrain pour analyser les menaces liées à l'insécurité alimentaire et veiller à ce qu'il soit dûment tenu compte de la nécessité de garantir une protection adéquate à toutes les étapes de la distribution des secours alimentaires. Avant d'organiser des distributions à grande échelle, les experts ont dispensé au personnel du PAM chargé du suivi des distributions et aux agents bénévoles, dont nombre venaient d'être recrutés pour aider le PAM à faire face à la catastrophe, un cours accéléré sur les principes et stratégies à suivre pour que les distributions de vivres puissent être organisées de façon sûre et dans le respect de la dignité des personnes concernées. De telles activités de sensibilisation facilitent l'adoption de mesures de nature à contribuer à la sécurité des bénéficiaires aux points de distribution, par exemple en ménageant à l'intention des groupes vulnérables des endroits sûrs et en demandant aux agents bénévoles de leur fournir l'assistance supplémentaire voulue. La formation préalable à la protection organisée en Haïti en novembre 2009 a permis de déterminer rapidement les menaces pouvant surgir dans le contexte de l'assistance alimentaire dès le début de la catastrophe de 2010 et au cours de la période de violence qui a suivi.

61. Un mois après la catastrophe, le PAM avait distribué des vivres à 4 millions de personnes. En avril, il a commencé à remplacer progressivement les distributions générales de vivres par une assistance ciblée, sous la forme d'activités VCT et Espèces contre travail (ECT), ce qui a réduit le nombre de bénéficiaires (voir la figure 2). Pendant l'année, il a prépositionné 1,9 million de rations d'urgence dans 32 localités et transporté 127 000 tonnes de produits alimentaires.

Figure 2: Assistance alimentaire fournie par le PAM aux communautés sinistrées par le tremblement de terre en Haïti

Nombre total de bénéficiaires (en millions)



62. Six mois après le tremblement de terre, à la suite d'une série d'évaluations ACV, le PAM a entrepris d'appuyer le relèvement à long terme par le biais d'activités VCT et ECT, de programmes de repas scolaires et de programmes de nutrition afin de remettre sur pied le système national de sécurité alimentaire. En organisant à la fois des distributions de vivres et des transferts monétaires à l'intention de jusqu'à 140 000 travailleurs occasionnels, le PAM a aidé à satisfaire leurs besoins alimentaires et autres tout en stimulant l'économie. Le Programme a distribué quotidiennement des repas chauds à 800 000 enfants pour garantir qu'ils reçoivent chaque jour au moins un repas nutritif. À la fin de 2010, le programme d'alimentation scolaire a été utilisé pour diffuser des informations concernant la prévention du choléra et pour distribuer du savon et des comprimés de purification de l'eau afin d'éviter la propagation de la maladie.

63. Bien que l'opération de secours ait été compliquée vers la fin de l'année par deux nouvelles crises – l'épidémie de choléra et l'ouragan Tomas – les interventions du PAM ont aidé à ce que l'alimentation, un an après le tremblement de terre, ne soit plus le problème le plus pressant du pays.

Niger

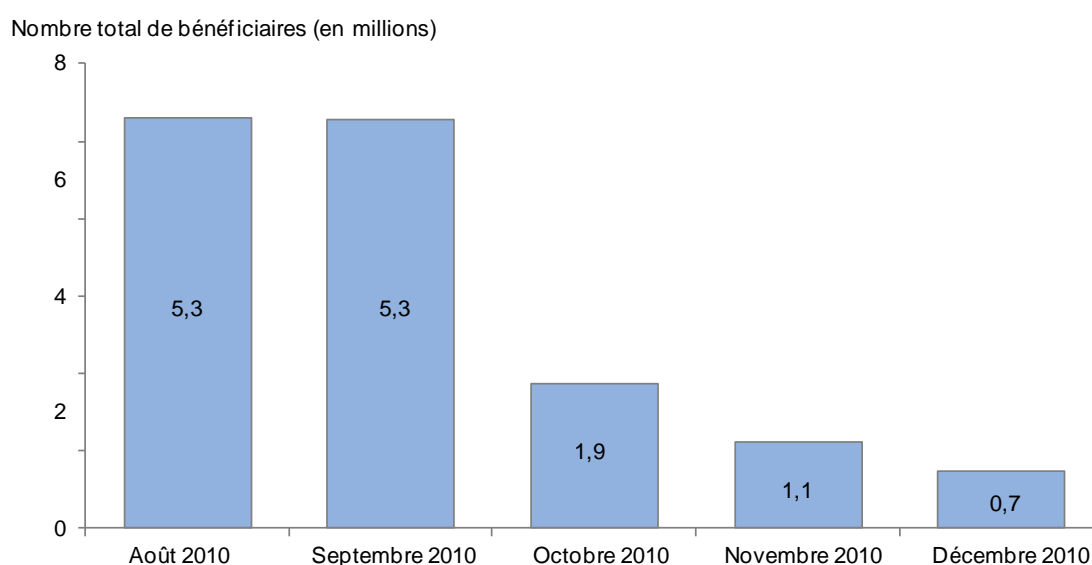
64. Dès septembre 2009, l'on a relevé des indications d'une grave dégradation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays du Sahel qui devait subsister jusqu'à la récolte d'octobre. Début 2010, il était clair qu'il n'y avait pas au Niger suffisamment d'aliments disponibles pour

satisfaire les besoins nutritionnels de la population. Les taux de malnutrition aiguë globale enregistrés dans le pays étaient de 16,7 pour cent, et le nombre d'hospitalisations d'enfants souffrant de malnutrition dans des centres d'alimentation supplémentaire avait doublé par rapport à la même période en 2008. Selon une enquête rapide sur les ménages réalisée en décembre 2009, 7,7 millions de personnes environ étaient directement touchées par un déficit céréalier de 410 600 tonnes et, en avril 2010, le Gouvernement a confirmé l'ampleur de la crise: 50 pour cent des 15,3 millions d'habitants du pays étaient exposés à l'insécurité alimentaire, et 3,3 millions d'entre eux l'étaient gravement.

65. Face à ces taux alarmants de malnutrition, l'intervention du PAM a été axée principalement sur les enfants de moins de 2 ans et a revêtu la forme de distributions généralisées de rations et de programmes de supplémentation thérapeutique pour les enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée ainsi que pour les femmes enceintes et les mères allaitantes. Des rations ont également été distribuées aux ménages ayant des enfants de moins de 2 ans pour réduire le risque que les rations distribuées dans le cadre de la supplémentation alimentaire généralisée ne soient partagées avec les autres membres du ménage.

66. Les quantités de produits alimentaires distribués chaque mois sont passées de 3 000 tonnes en moyenne pendant le premier semestre de l'année à 40 000 tonnes, et 60 agents supplémentaires ont été affectés temporairement dans le pays pour que le PAM soit mieux à même de gérer l'opération. Comme les transporteurs nationaux ne disposaient pas des moyens nécessaires pour transporter les quantités de produits requises jusqu'aux sites de distribution, dont beaucoup n'étaient accessibles que par camions spécialement équipés pour circuler dans le sable, le PAM a loué tous les camions disponibles sur le marché et a mobilisé des camions spéciaux supplémentaires au Burkina Faso, au Malawi, au Mali, en Mauritanie et en Sierra Leone. Il a également appuyé 24 partenaires coopérants en acheminant leur assistance jusqu'aux points de distribution ne pouvant être atteints que par des véhicules tout-terrain. En tout, sur une période de cinq mois, le PAM a distribué 123 000 tonnes de produits alimentaires aux populations touchées par la sécheresse (voir la figure 3).

Figure 3: Assistance alimentaire fournie par le PAM aux communautés touchées par la sécheresse au Niger



67. Les allocations et les prêts provenant du Compte d'intervention immédiate (CII) et du Mécanisme de financement anticipé ont immensément facilité les opérations: ils ont atteint le chiffre sans précédent de 86 millions de dollars, et c'est essentiellement grâce à ces mécanismes que la filière d'approvisionnement en produits alimentaires est demeurée relativement intacte en août et en septembre. Pour accélérer la livraison des produits alimentaires dont les populations avaient un besoin immédiat pour survivre, le PAM a acheté 40 pour cent des produits alimentaires requis sur les marchés de la région, dans des pays comme le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigéria et le Togo.

68. Le système de télécommunications d'urgence établi par une équipe FITTEST a permis au personnel de rester constamment en contact alors même que l'infrastructure des communications était virtuellement inexistante. En sa qualité de chef de file du module des télécommunications d'urgence, le PAM a veillé à ce que soit mis en place le matériel nécessaire pour que les agents humanitaires puissent communiquer afin de coordonner leurs opérations et d'améliorer la sécurité. Deux circuits de communication par radio ont été organisés à l'intention des organismes des Nations Unies, et un troisième pour les ONG.

69. Le PAM a réduit l'envergure de son intervention au mois d'octobre, lorsque la récolte a commencé et que les pasteurs ont commencé à voir l'état de santé de leurs animaux s'améliorer. Il a été mis fin aux distributions générales de vivres après octobre pour éviter d'influer sur les activités agricoles.

70. Les secours alimentaires d'urgence considérables fournis par le PAM ont aidé à contenir la crise alimentaire et nutritionnelle en 2010 et ont empêché que l'état des enfants de moins de 5 ans ne continue de se détériorer. Grâce au fort pourcentage d'enfants de moins de 2 ans ayant bénéficié des distributions préventives généralisées de rations alimentaires et de rations de protection, le nombre de cas de malnutrition aiguë modérée a baissé et le nombre d'enfants atteints devant être pris en charge dans ces centres sanitaires a beaucoup diminué. Il ressort du suivi post-distribution assuré à la fin du mois de septembre que le pourcentage de ménages qui continuaient de partager les rations distribuées pour les enfants était tombé à 54 pour cent, contre 91 pour cent en juin, lorsque des rations de protection avaient été systématiquement distribuées dans le cadre des opérations généralisées.

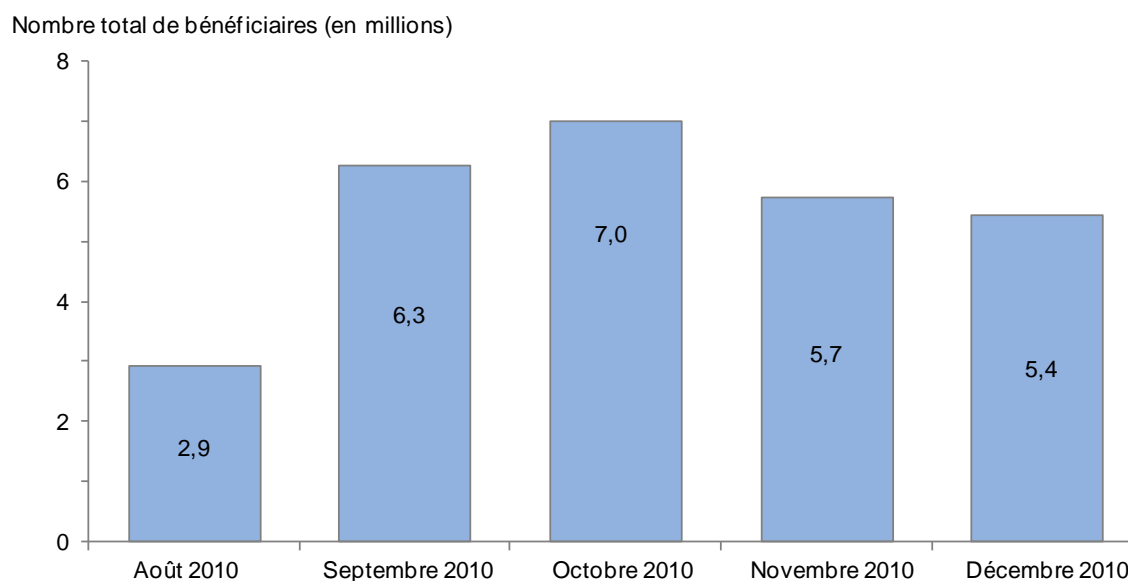
Pakistan

71. Les inondations qui ont sinistré de très vastes régions du pays en juillet et août 2010 ont été les plus meurtrières et les plus dévastatrices enregistrées en 80 ans. Dans un premier temps, elles ont empêché les nombreuses personnes sinistrées d'avoir accès à l'alimentation mais, les inondations reculant, les aliments de plus en plus largement disponibles sur les marchés se sont vendus à des prix hors de portée pour beaucoup, de sorte que le PAM a dû adapter son intervention à l'évolution de la situation.

72. La première semaine du mois d'août, le PAM avait distribué à 250 000 sinistrés l'équivalent d'un mois de nourriture sous forme de biscuits à haute teneur énergétique et d'aliments prêts à consommer, la priorité étant accordée aux régions les plus durement touchées.

73. Le PAM a pu, en ayant recours à ses mécanismes de préfinancement, intervenir rapidement et faire parvenir des secours aux populations sinistrées par les inondations avant les autres organismes des Nations Unies. Il a été accordé au titre de ces mécanismes des prêts de 81 millions de dollars qui ont permis d'appuyer l'opération d'urgence et les opérations spéciales. On estime que cela a permis de raccourcir de 102 jours l'intervalle qui s'écoule normalement entre l'achat et la livraison des produits alimentaires.

Figure 4: Assistance alimentaire fournie aux communautés sinistrées par les inondations au Pakistan



74. Dès le début, le PAM a travaillé 24 heures sur 24 pour ne pas se trouver pris au dépourvu du fait de l'avancée rapide des inondations, afin de rassembler des informations concernant le nombre de personnes sinistrées et alerter les autorités de sorte qu'elles puissent organiser des opérations de sauvetage des personnes isolées par les crues. Les évaluations de la situation ont été communiquées presque en temps réel à mesure que les eaux progressaient. L'évaluation de l'impact des inondations au Pakistan réalisée en septembre 2010 a quantifié l'étendue des dommages et des déplacements de populations et l'impact immédiat de la catastrophe sur les avoirs, les moyens de subsistance, la consommation alimentaire et la nutrition des ménages, et a permis de déterminer les mesures à prendre dans des domaines comme la protection, la santé, l'accès à l'eau salubre et l'assainissement. L'évaluation a permis au PAM et à ses partenaires d'organiser immédiatement les secours et a facilité l'élaboration d'une stratégie en vue de faciliter le relèvement rapide et d'appuyer la nutrition et les moyens de subsistance.

75. Nombre des routes ayant été emportées par les inondations, le PAM a immédiatement positionné deux hélicoptères sur place au mois d'août et, en septembre, il a mobilisé huit autres hélicoptères gros porteurs, ces appareils étant le seul moyen de parvenir jusqu'à des milliers de sinistrés isolés par les routes inondées et les ponts emportés dans le Sindh, le Khyber Pakhtunkhwa, le Punjab et le Gilgit-Baltistan. À une occasion, il a été lancé dans la cabine de l'hélicoptère transportant les secours une pierre entourée d'un message disant "Merci au PAM. Vous êtes les seuls à nous aider".

76. Grâce aux images prises par radar et par satellite par l'Agence spatiale italienne, le PAM a pu établir des cartes détaillées des régions où les inondations reculaient le plus vite, ce qui a permis au Programme et à ses partenaires de préparer les opérations et de remplacer les hélicoptères par des moyens de transport terrestres, beaucoup moins onéreux.

77. L'opération s'accélérait, 320 000 tonnes de produits alimentaires ont été distribuées chaque mois à 6 millions de personnes (voir la figure 4), et 90 millions des 150 millions de dollars de contribution à l'opération d'urgence ont été confirmés au cours du premier mois d'intervention. Le déploiement temporaire de 62 agents a permis au PAM d'atteindre les objectifs de distribution ambitieux qu'il s'était fixés. Les personnes vivant dans des camps temporaires entourés d'eau ont continué de recevoir des secours d'urgence jusque dans le courant de la nouvelle année mais, dans les régions du nord et du centre du pays, où les eaux avaient reculé plus rapidement, des activités de relèvement ont été organisées pour permettre aux familles de reconstruire leurs maisons, de semer les champs et de reprendre une vie normale. Deux mois après le début des inondations, le PAM a commencé à encourager les agriculteurs à revenir pour la nouvelle saison des semis et, en décembre, 90 pour cent des agriculteurs avaient recommencé à travailler la terre, écartant le spectre d'une récolte quasiment inexistante lors de la moisson. Dans le cas des familles ayant repris leurs activités habituelles, les secours ont été remplacés par un appui à des projets communautaires de reconstruction de l'infrastructure endommagée. Des programmes de transferts monétaires d'une valeur équivalente à l'assortiment alimentaire précédemment distribué ont été mis en place dans les régions où les marchés avaient recommencé à fonctionner, ce qui a aidé à relancer la production vivrière en injectant de l'argent dans l'économie. Bien que 20 millions de personnes aient été sinistrées par les inondations, une famine catastrophique a pu être évitée grâce à l'assistance alimentaire fournie par le PAM dans des régions spécifiques et aux efforts déployés par le Gouvernement et par d'autres groupes pour aider les autres personnes dans le besoin.

Pays traversant une période de transition

78. Du fait de son double mandat, qui est de fournir des secours humanitaires et de promouvoir le développement, et de la vaste expérience qu'il a acquise dans les pays où il opère, le PAM est éminemment placé pour mettre rapidement sur pied des programmes de relèvement dans des pays sortant d'un conflit, d'une période d'instabilité politique ou d'une catastrophe naturelle. Étant fournie rapidement, l'assistance alimentaire du PAM facilite la reconstitution des moyens de subsistance et le rétablissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les personnes touchées par des chocs, et contribue à promouvoir la stabilité et l'expansion économique dans les pays qui traversent une période de transition.

79. Au Soudan, le PAM a nourri en 2010 1,5 million de personnes déplacées regagnant le sud du pays en prévision du référendum concernant l'indépendance du Sud-Soudan devant avoir lieu en janvier 2011. La plupart des intéressés avaient quitté le nord dans un dénuement presque total et étaient arrivés dans des localités où, fréquemment, même les services sociaux les plus élémentaires faisaient défaut. Le PAM, les ONG et la Commission pour les secours et le relèvement au Sud-Soudan ont fourni une assistance dans les centres de transit et les points de destination finale. Le PAM a également appuyé un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans les trois zones de transition⁶ du Sud-Soudan et a aidé les ex-combattants à reconstituer leurs moyens de subsistance. Des rations familiales pour trois mois ont été distribuées à

⁶ Ces zones sont les Monts Nouba ou État du Kordofan méridional, les collines d'Ingassina ou État du Nil Bleu, et la zone d'Abyei.

5 400 ex-combattants et leur famille pour faciliter leur réinstallation. Les bénéficiaires vivant à proximité des marchés ont reçu une assistance sous forme de bons d'alimentation, et les autres par le biais de distributions de vivres. Une assistance a également été fournie sous forme d'activités VCT, aux communautés vulnérables où vivaient de nombreux ex-combattants.

80. En République démocratique du Congo, le PAM a organisé des programmes VCT dans les régions ayant accueilli un grand nombre de personnes déplacées et a exploité les possibilités offertes par l'initiative Achats au service du progrès pour appuyer les petits exploitants. À Goma, il a réalisé pendant trois mois un projet conjoint de démobilisation et de réintégration d'anciens soldats et de femmes vulnérables, qui ont participé à des programmes de plantation d'arbres et de nettoyage des fossés. Dans le Nord-Kivu, 445 foyers ont été construits à l'intention des personnes déplacées, et 30 hectares de terre marécageuse ont été bonifiés en vue d'être cultivés (dans le cadre de l'agriculture et du maraîchage) par 3 000 personnes déplacées et membres des communautés d'accueil. En outre, le PAM a organisé dans cette même région un programme pilote de transferts monétaires et de bons d'alimentation en vue de relancer l'économie locale en créant des débouchés pour les petits commerçants. En sa qualité de chef de file du module de la logistique, le PAM a participé à la coordination des programmes de réfection des routes dans les régions de l'est du pays, ce qui a ouvert l'accès à de nouvelles régions, facilité le transport de produits agricoles jusqu'aux marchés et créé des emplois rémunérés.

81. Au Tchad, le PAM a fourni une assistance par le biais de programmes Vivres pour la création d'avoins afin d'aider à construire des ouvrages de conservation de l'eau d'irrigation et à réparer des routes rurales. Ces activités ont contribué à ménager un filet de sécurité pour 190 000 personnes souffrant de la faim et ont encouragé les personnes déplacées à regagner leur localité d'origine.

82. Au Népal, après la signature de l'accord de paix, un programme Vivres pour la formation (VPF) axé sur l'éducation civique, les droits de l'homme et les responsabilités et les droits de l'individu a été organisé en 2010 afin de promouvoir une bonne gouvernance. Des rations familiales représentant quatre mois de nourriture ont été distribuées pour faciliter la réintégration des combattants de retour chez eux et leur participation à des programmes de formation professionnelle et de recyclage. Les activités VCT organisées pour réparer l'infrastructure endommagée ont également aidé les communautés à accueillir un grand nombre de personnes lors de leur retour.

Espace humanitaire

83. En 2010, le PAM a travaillé dans 20 pays en phase 3, 4 ou 5 du plan de sécurité des Nations Unies. Dans sa volonté de secourir les populations les plus vulnérables, le personnel des organismes des Nations Unies a continué d'être exposé à la violence et, pendant l'année, un certain nombre d'agents du PAM ont été enlevés, pris en otage ou victimes d'actes d'intimidation et de harcèlement.

84. La stratégie de sécurité existante permet au PAM de mener ses opérations humanitaires de façon efficiente tout en garantissant la sûreté et la sécurité de son personnel, la sécurité de ses locaux et de ses biens et la protection des bénéficiaires.

85. La stratégie suivie par le PAM en matière de sécurité, qui consiste à "savoir comment rester" pour pouvoir satisfaire les besoins des populations qui ont faim, est conforme à la nouvelle structure de gestion de la sécurité du système des Nations Unies. Celle-ci est caractérisée par: i) une chaîne de commandement et des mécanismes de communication clairement définis; ii) une compréhension approfondie des responsabilités et des rôles de chacun; et iii) l'importance accordée à la gestion des risques de sécurité, notamment l'application des Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) des Nations Unies, à l'évaluation du niveau de protection contre les explosions, au renforcement de la sécurité des bâtiments et aux évaluations de la sécurité. Le PAM a adopté en 2010 un certain nombre de méthodes novatrices pour réduire les risques de sécurité au niveau des pays tout en maintenant son efficacité opérationnelle. Au Pakistan, par exemple, il a déployé des agents de sécurité supplémentaires, a organisé à l'intention des partenaires coopérants une formation aux précautions de sécurité et à la planification des mesures d'urgence, a mis en place différents dispositifs de sécurité physique, comme des détecteurs de métaux, des barrières et des mécanismes de contrôle de l'accès aux locaux, et a affiné ses analyses de l'information relative à la sécurité.

86. En 2010, le PAM a continué de s'employer à intégrer des mesures de protection des bénéficiaires à ses programmes d'assistance alimentaire, ce qui n'était pas aisé, conscient qu'il était nécessaire d'assortir ces programmes de mesures de précaution, mais certaines initiatives visant à améliorer la protection des bénéficiaires ont directement une incidence sur la sécurité de son personnel. La rotation rapide du personnel, les pressions opérationnelles, les ingérences politiques et l'arbitrage à opérer entre la nécessité pour le personnel humanitaire de parvenir jusqu'aux populations à secourir et celle de protéger le personnel sont autant d'éléments qui influent sur la manœuvre des politiques concernant l'assistance alimentaire et la protection dans le cadre des opérations d'urgence et des interventions prolongées en cas de crise.

87. Exploitant sa longue expérience et sa bonne réputation en Afghanistan, le PAM a continué de coopérer avec les conseils communautaires de développement⁷ et les *shura* (conseils des anciens) afin de promouvoir l'appropriation locale des programmes de filets de sécurité et d'assurer la durabilité des avoirs communautaires créés dans le cadre des activités VCT. Cette implication des autorités locales a permis d'améliorer le ciblage et de renforcer l'obligation redditionnelle et a aidé à garantir la sécurité du personnel, des partenaires coopérants et des bénéficiaires.

88. Malgré la dynamique complexe des clans et du conflit en Somalie, le PAM a maintenu sa présence sur le terrain et a négocié avec les autorités locales, les anciens des clans et les communautés pour que chacun comprenne bien ce que le PAM faisait ou envisageait de faire et pourquoi, afin de garantir la sécurité du personnel du PAM, de ses partenaires et des bénéficiaires. Les activités du PAM sont devenues plus transparentes et des réunions ont été organisées dans toutes les régions au sujet du plan semestriel d'allocations, une campagne de sensibilisation a été menée au moyen d'annonces à la radio et des fiches d'information indiquant les coordonnées des agents du PAM à contacter pour toute question concernant les distributions de vivres ont été diffusées. En dépit de ces innovations, les opérations en Somalie ont dû être suspendues dans les régions très instables du sud et du centre du pays après que le groupe armé d'opposition Al-Shabab a interdit les opérations du PAM et l'assistance alimentaire.

⁷ Instances chargées des activités de développement dans le système afghan d'administration locale.

89. En Haïti, comme indiqué ci-dessus, des mesures ont été adoptées pour éviter des actes de violence lors des distributions de vivres, grâce à la prise en compte de la question de la protection lors de la planification de l'intervention initiale du PAM.

90. En République démocratique du Congo, la violence sexuelle organisée a continué d'être l'une des plus graves violations des droits de l'homme dans les régions de l'est du pays, c'est-à-dire le Nord et le Sud-Kivu, la Province Orientale et le Katanga. En 2010, les trois quarts des 45 000 femmes participant aux activités VCT et 90 pour cent des 2 500 participantes aux activités VPF avaient été violées ou avaient été victimes d'agressions sexuelles. Pour les victimes, fréquemment ostracisées par leurs communautés et leurs familles, il était difficile de regagner leur foyer. L'assistance alimentaire du PAM, que ce soit sous forme de distributions générales ou de transferts assortis de conditions, a favorisé la réinsertion de ces femmes dans leur environnement social et économique.

Nouvelles solutions au problème de la faim

91. En 2010, le PAM a mis à l'essai de nouvelles modalités d'assistance alimentaire afin de s'attaquer au problème de la faim de façon plus souple et mieux adaptée au contexte, en particulier:

- les transferts monétaires et les bons d'alimentation;
- les achats de produits alimentaires dans les pays en développement, notamment dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès; et
- les interventions dans le domaine de la nutrition.

Transferts monétaires et distributions de bons d'alimentation

92. En 2010, le PAM a continué d'avoir plus largement recours aux programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation: le nombre de projets de ce type a atteint 35, contre 20 en 2009, et le nombre de bénéficiaires de ces activités a été de 4,4 millions en 2010, contre 2,5 millions en 2009; la valeur totale de ces programmes de transferts a atteint 140 millions de dollars. La valeur moyenne prévue des projets a doublé, passant de 1,6 million de dollars en 2009 à 3,4 millions de dollars en 2010, et des interventions de grande envergure ont été lancées pendant l'année au Bangladesh, en Haïti et au Pakistan. Les mécanismes utilisés pour les transferts monétaires et la distribution de bons d'alimentation ont varié. Indépendamment des transferts monétaires proprement dits et de la distribution de bons sur papier, les nouvelles technologies ont été utilisées pour des modalités novatrices de distribution comme les cartes munies d'un code à gratter ou d'une puce, les bons électroniques ou les téléphones portables.

Utilisations novatrices des programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation

Dans le Territoire palestinien occupé, le PAM a distribué des bons de différents magasins qui ont permis à 47 000 bénéficiaires d'avoir accès à des aliments nutritifs d'origine locale, notamment des aliments riches en protéines à base de produits laitiers et d'œufs. À la suite de cette intervention, la proportion de bénéficiaires dont la consommation de protéines était insuffisante est tombée de 24 pour cent à 5 pour cent, et la proportion de ceux qui en consommaient suffisamment est passée de 47 pour cent à 83 pour cent. La proportion de ce type de produits diversifiés dans les stocks des magasins participant à l'opération est passée de 30 à 50 pour cent, et les magasins ont pu améliorer leur matériel et recruter du personnel temporaire ou permanent supplémentaire.

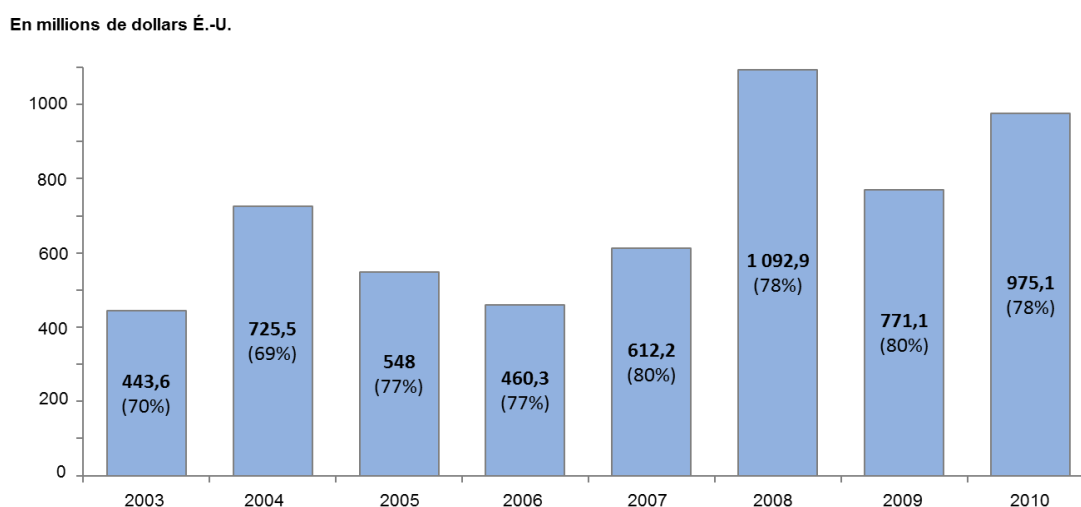
En République arabe syrienne, le PAM a lancé un projet pilote de bons d'alimentation électroniques – premier cas d'utilisation de la téléphonie mobile – pour aider 2 000 familles de réfugiés irakiens. À la fin de l'année, 40 000 réfugiés vivant dans 22 localités du pays bénéficiaient de ce programme de bons électroniques, qu'ils pouvaient échanger contre du riz, de la farine de blé, des lentilles, des pois chiches, de l'huile, des conserves de poisson, du fromage et des œufs – articles qui ne peuvent généralement pas être distribués dans le cadre de l'assortiment alimentaire. Les distributions en nature sont progressivement remplacées par ce système de bons électroniques, lequel devrait, en juillet 2011, être utilisé par 100 pour cent des bénéficiaires.

Au Zimbabwe, où le PAM a entrepris un programme pilote de transferts monétaires, l'on a constaté que ce type de transfert était celui qui augmentait le plus la consommation d'aliments usuels mais que l'on pouvait améliorer encore davantage la diversité du régime alimentaire en distribuant des aliments. La conclusion que l'on peut tirer de ce programme pilote est que pour obtenir les effets directs souhaités, le mieux est de combiner des programmes de transferts monétaires à des distributions d'aliments riches en protéines.

Achats de produits alimentaires dans les pays en développement

93. Grâce à la proportion croissante de contributions reçues en espèces, le PAM a été mieux à même d'acheter de manière efficiente les produits alimentaires dont il a besoin. En 2010, il a acheté pour 1,25 milliard de dollars de produits alimentaires, dont 975 millions de dollars dans les pays en développement, deuxième montant le plus élevé de l'histoire du PAM (voir la figure 5).

Figure 5: Achats de produits alimentaires dans des pays en développement



94. Par le biais de cet investissement, le PAM a pu exploiter son pouvoir d'achat pour investir directement dans le potentiel agricole des pays en développement. Au Libéria, par exemple, l'achat aux agriculteurs du riz devant être distribué sous forme de rations familiales aux élèves des écoles de filles participant au programme d'alimentation scolaire a accru la production de riz dans trois districts, et la saison maigre annuelle a également été raccourcie de deux mois, ce qui s'est traduit par une plus grande sécurité alimentaire dans les régions ciblées.

95. En 2010, les achats réalisés dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès ont représenté 14 pour cent du total des produits alimentaires achetés dans 20 pays, soit 5 pour cent de plus qu'en 2009. Depuis que l'initiative a été lancée, en 2009, 150 000 tonnes de produits ont été achetées localement et le PAM a économisé 22,6 millions de dollars sur ce qu'aurait coûté l'importation des mêmes produits de l'étranger. Cette économie montre clairement les avantages que peuvent avoir pour le PAM et pour les autres acteurs sur les marchés les achats de produits alimentaires aux petits exploitants.

Les Achats au service du progrès en 2010: enseignements tirés et problèmes restant à résoudre

Les enseignements tirés de l'expérience acquise sont les suivants:

- Les petits exploitants comprennent les normes de qualité du PAM et peuvent y répondre pour peu qu'il leur soit fourni une formation adéquate et le matériel nécessaire et que la qualité soit récompensée.
- En effectuant ses achats par le biais des bourses de produits naissantes, le PAM catalyse les investissements de ses partenaires et des gouvernements dans ces circuits commerciaux.
- Dans les pays sortant d'un conflit où le secteur privé n'est guère encouragé à agir, le PAM et ses partenaires peuvent contribuer à revivifier les marchés. En République démocratique du Congo, par exemple, de nouveaux marchés de produits alimentaires et d'articles non-alimentaires sont apparus à proximité des points où sont rassemblés les achats effectués par le PAM.
- En vendant leur production au PAM, les femmes ont vu leur statut rehaussé aux yeux de la communauté. Elles sont également devenues plus autonomes, grâce à la rémunération de travaux de nettoyage et de tri de leurs récoltes au Burkina Faso, au Libéria, au Mali et au Rwanda, et du fait du ciblage des achats sur la production de groupes exclusivement féminins et sur les produits, généralement cultivés par les femmes.

Les problèmes qui restent à résoudre, avec le concours des partenaires, sont les suivants:

- améliorer l'accès des petits exploitants aux services financiers et à des crédits abordables;
- veiller à ce que les femmes participent à l'initiative Achats au service du progrès en qualité de membres des associations d'agriculteurs et tirent un bénéfice économique de cette participation en accroissant leurs contributions aux ventes du groupe; et
- renforcer la présence sur le terrain des partenaires pour faciliter la mise en œuvre de l'initiative.

Interventions dans le domaine de la nutrition

96. Le programme "Renforcer la nutrition" entrepris avec la participation de multiples parties prenantes s'est accéléré en 2010 et a contribué à centrer l'attention des milieux politiques et des responsables nationaux sur la nutrition. Ce programme permet au PAM, en distribuant les bons aliments au moment voulu et aux groupes appropriés, d'optimiser l'impact nutritionnel de son assistance alimentaire et de combattre la faim et la dénutrition chez les enfants dans le cadre du partenariat REACH. Conscient de l'impact irréversible qu'a à long terme la dénutrition pendant les 1 000 premiers jours suivant la conception, le PAM est résolu à faire en sorte que les aliments distribués aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux enfants de moins de 2 ans répondent à leurs besoins nutritionnels pour éviter que soit entravé leur développement physique, intellectuel et social. Cet investissement dans la nutrition des nouveau-nés et des enfants produit des dividendes significatifs pour ce qui est de réduire la morbidité et la mortalité infantiles, d'alléger la

charge qui pèse sur les systèmes de santé publique, d'améliorer les résultats scolaires et d'accroître la prospérité économique dans les pays en développement.

97. Le PAM s'est attaché, dans sa programmation, à introduire de nouveaux produits plus nutritifs comme les suppléments nutritionnels prêts à consommer et les micronutriments en poudre pour combattre la malnutrition aiguë modérée chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les jeunes enfants. Le PAM a également arrêté définitivement une formulation améliorée du mélange maïs-soja appelé à remplacer le produit actuellement distribué dans le cadre de l'assortiment alimentaire, dans le but d'améliorer son impact sur la nutrition. En 2010, le PAM a distribué deux nouveaux produits nutritifs à 3,7 millions d'enfants vulnérables de moins de 2 ans, soit six fois plus qu'en 2009.

98. Le PAM a également approuvé en 2010 une nouvelle politique qui reflète l'importance capitale qu'il y a à intégrer l'alimentation et la nutrition aux programmes de lutte contre le VIH et le sida et la tuberculose. Il ressort d'une étude réalisée à Madagascar en 2010 que l'assistance alimentaire fournie aux tuberculeux avait accru le taux de guérison de 7 pour cent et réduit de 6 pour cent le nombre de patients cessant de suivre leur traitement. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et les autres partenaires du PAM ont reconnu qu'une bonne alimentation et une bonne nutrition contribuaient beaucoup à améliorer l'état nutritionnel et les résultats du traitement des personnes vivant avec le VIH et souffrant de malnutrition modérée; c'est là une raison supplémentaire pour laquelle une place de plus en plus large est faite, dans les programmes, à la lutte contre le VIH et à la nutrition. Les produits nouvellement mis au point peuvent également faciliter la récupération nutritionnelle des adultes souffrant de malnutrition qui suivent un traitement contre le VIH ou la tuberculose. Au niveau des pays, le PAM a incorporé les composantes Alimentation et Nutrition aux projets soumis au Fonds mondial en vue d'obtenir un financement au Burkina Faso, à Djibouti, en Guinée, au Mali, au Libéria et au Swaziland.

99. En Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est, le partenariat mondial REACH a continué d'offrir un cadre pour les efforts entrepris sous la direction des gouvernements afin de réduire la malnutrition chronique tout en satisfaisant les besoins alimentaires immédiats. Entre autres exemples significatifs, on peut citer les suivants:

- En Sierra Leone, un projet de recherche financé par la Fondation Bill et Melinda Gates analyse l'interaction entre la chaîne de valeur des petits exploitants et les interventions nutritionnelles.
- Au Bangladesh, le partenariat REACH et la Banque mondiale ont entrepris ensemble d'élaborer un modèle de simulation pour évaluer l'impact et le coût d'un élargissement des interventions nutritionnelles.
- En Mauritanie, la nutrition est devenue une priorité nationale lorsque le Premier Ministre a accepté de présider le Conseil national pour l'amélioration de la nutrition, chargé de définir les grandes orientations et de prendre les décisions concernant la politique à suivre dans ce domaine.
- En République démocratique populaire lao, le partenariat REACH a facilité l'intégration des interventions nutritionnelles dans le plan national quinquennal de développement socioéconomique.

La nutrition: nouveaux produits et nouvelles stratégies

En 2010, le PAM a lancé le mélange maïs-soja enrichi et amélioré (CSB++), version dérivée de l'aliment composé enrichi le plus communément utilisé, caractérisée par un meilleur dosage en micronutriments. L'adjonction de sucre, d'huile et –surtout – de lait en poudre en a fait un produit approprié pour traiter les enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et les enfants de moins de 2 ans exposés à un retard de croissance. Cet aliment a été mis à l'essai au Malawi en 2010, et il est apparu que les aliments prêts à consommer et le CSB++ avaient des effets analogues s'agissant de traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants. Cela est important pour le PAM car, dans certaines situations, le CSB++ peut être un produit plus économique.

Les résultats donnés par l'utilisation à titre pilote de micronutriments en poudre au Bangladesh, au Kenya et au Népal ont permis de tirer plusieurs enseignements pour ce qui est de l'intégration systématique à plus grande échelle de ces nutriments en poudre aux programmes de nutrition, par exemple au Népal et aux Philippines.

Le PAM a été appelé à faire face à trois crises majeures en 2010 (en Haïti, au Niger et au Pakistan) et des programmes de nutrition ont été mis en œuvre pour prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 2 ans, ou de moins de 3 ans, selon la situation régnant dans le pays. Des stratégies novatrices en matière de distribution de produits alimentaires selon différentes modalités ont été mises à l'essai, et les enseignements tirés de l'expérience sont utilisés pour actualiser les instructions applicables à ce type d'intervention.

En 2010, le PAM a également mis à l'essai l'outil fondé sur le "coût du régime", moyen novateur de comprendre la corrélation entre l'accès à l'alimentation et la malnutrition. Les partenariats établis par le PAM avec le secteur privé et avec Save the Children Royaume-Uni lui ont permis de calculer le coût minimum d'un régime alimentaire nutritif à Djibouti, au Mozambique et en Zambie, et il est ressorti de ce calcul que les obstacles économiques qui empêchaient les populations d'avoir accès à des aliments nutritifs constituaient dans ces pays la principale cause de la malnutrition. L'intégration de ce type d'analyse à l'évaluation des besoins alimentaires d'urgence réalisée à Djibouti en 2010 a beaucoup contribué à rehausser l'élément Nutrition des outils ACV du PAM: d'après l'analyse, pour plus de la moitié de la population essentiellement urbaine de Djibouti, le coût théorique minimum d'un régime alimentaire adapté sur le plan nutritionnel était prohibitif.



PARTIE II – BILAN DES RÉSULTATS PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE

Aperçu général

100. La partie II du Rapport annuel sur les résultats de 2010 rend compte des réalisations globales des opérations du PAM, à la fois en ce qui concerne les produits et les effets directs, par rapport aux Objectifs stratégiques énoncés dans le Plan stratégique pour 2008-2013; elle s'appuie sur les informations suivantes:

- des données recueillies au niveau du Programme concernant les indicateurs figurant dans le Cadre de résultats stratégiques;
- des évaluations indépendantes des opérations;
- des exemples de réussites obtenues et de difficultés rencontrées.

101. Les données recueillies à l'échelle du Programme sont issues des résultats par indicateur figurant dans les rapports normalisés sur les projets présentés chaque année. Tous les projets du PAM ont fait rapport sur un ou plusieurs des 25 indicateurs contenus dans le Cadre de résultats stratégiques, qui a été approuvé par le Conseil d'administration en février 2009⁸. Les rapports d'activité⁹ sur les effets directs des projets font état des changements survenus pendant l'année à l'étude, pour différents indicateurs.

102. En 2010, 208 projets étaient en cours (51 opérations d'urgence, 68 interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR), 29 programmes de pays, 24 projets de développement et 36 opérations spéciales). Des exemples tirés de divers pays illustrent bien les différents aspects des interventions du PAM.

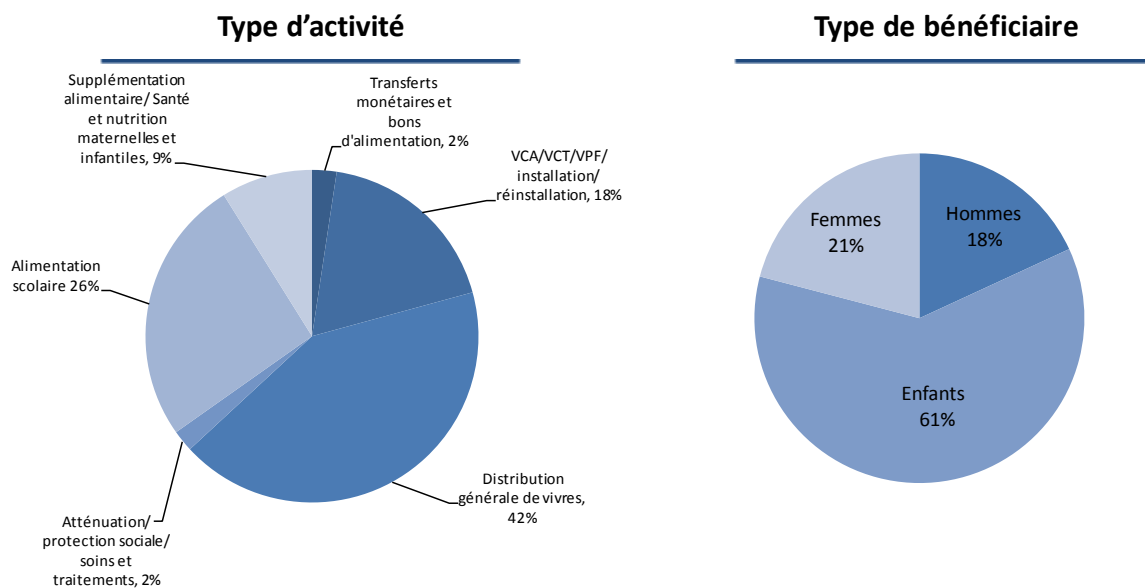
103. En 2010, le PAM a distribué 4,6 millions de tonnes de produits alimentaires à 109,2 millions de personnes¹⁰. Les dépenses directes se sont chiffrées au total à 3,7 milliards de dollars. Comme lors des années précédentes, le PAM a continué à intervenir à l'issue de crises de grande ampleur: les opérations d'urgence ont absorbé 45 pour cent des dépenses directes et les IPSR, 42 pour cent.

⁸ À la suite de l'examen des catégories d'activités (WFP/EB.A/2010/11/Rev.1), le Cadre de résultats stratégiques a été modifié en novembre 2010 (voir annexe II A). Il s'agissait principalement d'ajouter des indicateurs: cela aura des incidences sur les rapports établis après 2010, qui devront se conformer au Cadre de résultats stratégiques, tel qu'il a été modifié.

⁹ Tous les projets du PAM n'ont pas communiqué de renseignements sur tous les indicateurs, et tous les résultats indiqués ne sont pas entièrement comparables - certains peuvent, par exemple, se fonder sur des sources incohérentes ou rendre compte d'une seule et même valeur (voir annexe II B).

¹⁰ Les quantités livrées aux partenaires coopérant en 2010 représentaient 4,6 millions de tonnes (voir les États financiers du PAM pour 2010).

Figure 6: Bénéficiaires, par activité et par type



104. Les distributions générales de vivres ont intéressé 40 pour cent des bénéficiaires, l'alimentation scolaire 26 pour cent et les programmes VCT et VPF 18 pour cent¹¹. Les enfants sont restés les principaux destinataires de l'aide du PAM, puisqu'ils ont représenté 61 pour cent de tous les bénéficiaires; ensemble, les femmes et les enfants ont constitué 82 pour cent de tous les bénéficiaires (voir la figure 6).

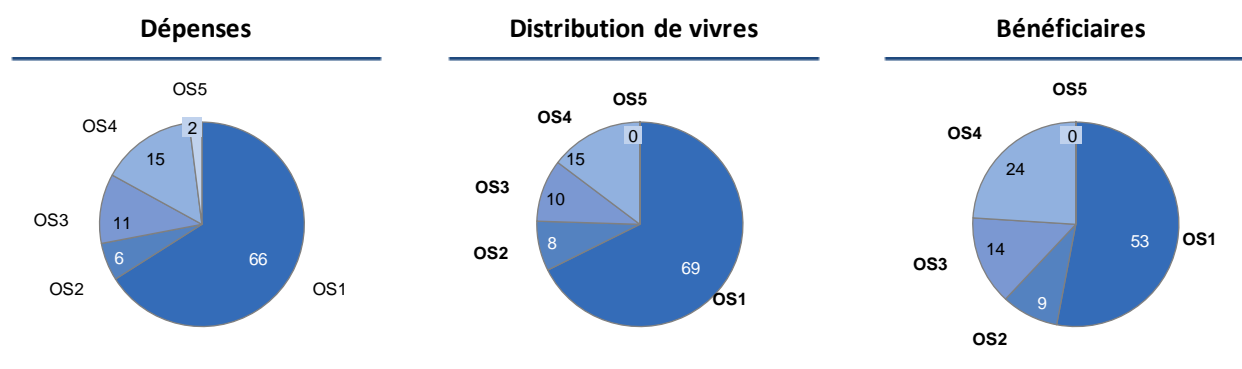
105. Quarante-vingt-quatorze pour cent des bénéficiaires des programmes VCT et VPF ont également profité d'activités ayant trait au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe, menées dans les secteurs suivants: gestion de l'eau, foresterie, agriculture, construction d'infrastructures, renforcement des capacités, programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation, et fourniture de fourneaux économes en combustible.

¹¹ Le nombre de bénéficiaires par Objectif stratégique est comptabilisé à l'échelle des projets.

Résultats par Objectif stratégique

Résultats (produits)¹¹

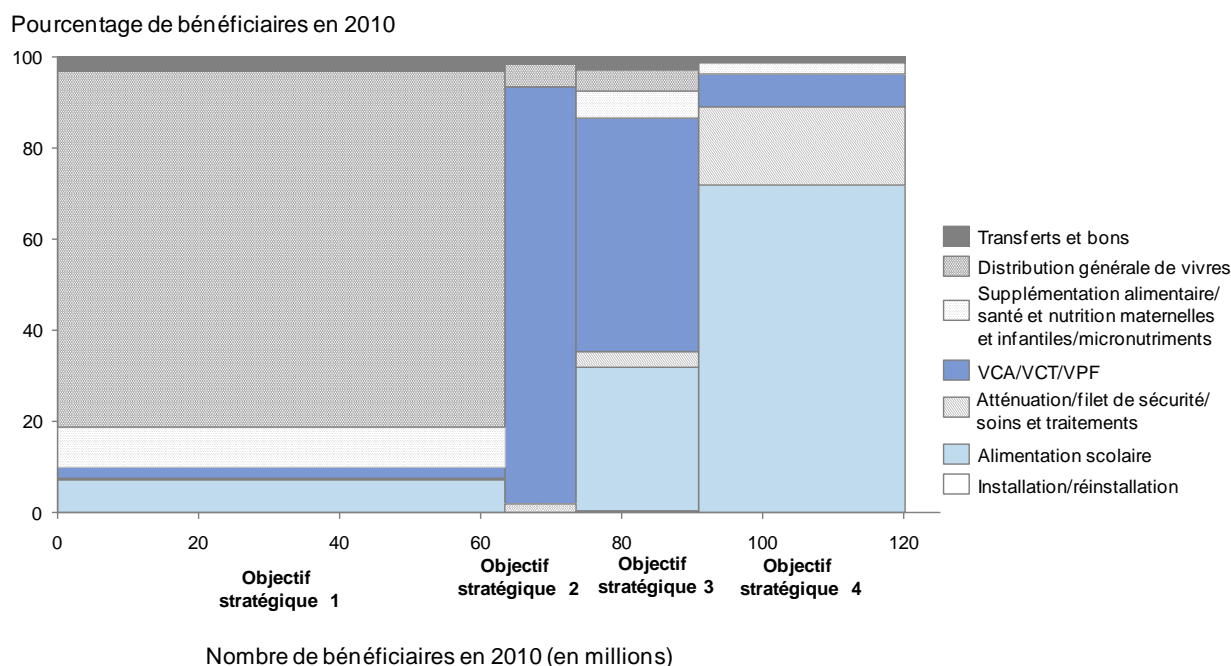
Figure 7: Produits par Objectif stratégique



106. En 2010, les opérations de secours ont absorbé les deux tiers de tous les aliments distribués et des dépenses directes totales, comme en 2009. Si une part importante des vivres a été distribuée au titre de l'Objectif stratégique 1, c'est parce que de nombreux bénéficiaires étaient visés par les interventions correspondantes et que les opérations de secours du PAM cherchent à satisfaire pratiquement la totalité des besoins alimentaires des bénéficiaires pendant une période donnée, ce qui exige des volumes importants. Dans d'autres types d'intervention, l'assistance du PAM ne couvre qu'une partie des besoins alimentaires des bénéficiaires: le Programme s'attache alors à "combler le déficit vivrier".

107. En 2010, les activités relevant de l'Objectif stratégique 3 ont absorbé 10 pour cent des produits alimentaires distribués, contre 4 pour cent en 2009, et 11 pour cent de l'ensemble des dépenses directes, contre 4 pour cent en 2009. Le nombre d'activités relevant de l'Objectif stratégique 4 a diminué en 2010, du point de vue tant de la proportion d'aliments distribués (15 pour cent contre 20 pour cent en 2009) que de la proportion des dépenses directes totales (15 pour cent contre 23 pour cent en 2009). En 2010, les activités relevant de l'Objectif stratégique 5 ont absorbé 2 pour cent des dépenses directes totales, contre 3 pour cent en 2009 (voir la figure 7).

Figure 8: Nombre de bénéficiaires par Objectif stratégique et par type d'activité



108. Comme en 2009, la plupart des bénéficiaires ont reçu une assistance qui leur a sauvé la vie, sous la forme de distributions générales de vivres, dans le cadre de l'Objectif stratégique 1 (voir la figure 8). Le deuxième plus grand groupe de bénéficiaires a reçu une assistance dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire relevant des Objectifs stratégiques 1, 3 et 4.

Résultats (effets directs)

Tableau 1: Bilan général par Objectif stratégique

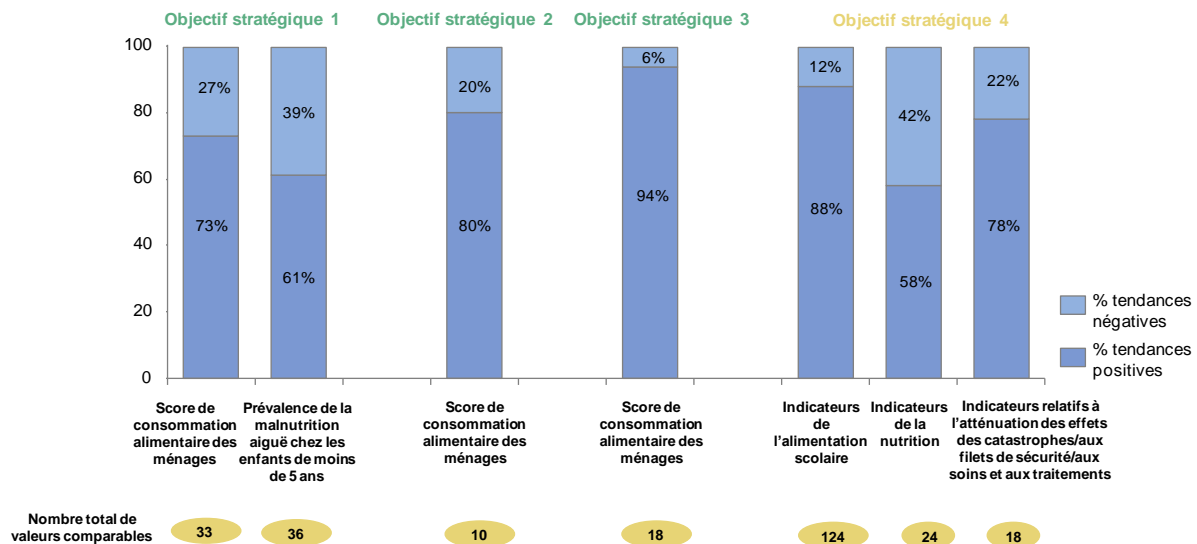
Objectifs stratégiques	Résultats
1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence	Progrès importants
2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets	Progrès importants
3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition	Progrès importants
4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition	Progrès modérés
5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux	Données insuffisantes

109. Les informations fournies par les projets sur divers indicateurs, pour chacun des cinq Objectifs stratégiques, ont montré que dans l'ensemble le PAM avait beaucoup progressé en 2010 sur la voie de

la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 2 et 3¹². Ensemble, ces trois Objectifs stratégiques ont englobé 77 pour cent des bénéficiaires des activités du PAM en 2010. La moitié des projets qui ont fourni des informations sur l'Objectif stratégique 4 ont fait état d'une amélioration de la situation en 2010. De nombreux indicateurs sont toutefois restés stables: l'Objectif stratégique 4 affichait un taux de stabilisation pondéré de 29 pour cent, ce qui indique que les projets étaient sur le point d'obtenir les effets directs escomptés. Le nombre de projets ayant rendu compte d'activités menées au titre de l'Objectif stratégique 5 était insuffisant pour permettre une évaluation globale des résultats¹³.

110. Le PAM est conscient du fait que l'assistance alimentaire n'est qu'un volet des efforts à consentir pour réaliser les objectifs du Plan stratégique pour 2008–2013, et souligne l'importance des partenariats et des engagements multisectoriels sur le terrain pour atteindre les résultats souhaités. Les indicateurs du Cadre de résultats stratégiques servent à suivre l'évolution des réalisations des programmes, comme le nombre de bénéficiaires et de non-bénéficiaires, de sorte que les effets directs ne reflètent pas uniquement le nombre de bénéficiaires de l'assistance alimentaire. Comme le montant des financements reçus a également une incidence sur le degré de réalisation des objectifs des programmes, il faut revoir régulièrement les plans et les activités. Malgré ces difficultés, le PAM continue à progresser sur la voie de la présentation d'informations concernant des indicateurs se rapportant à des effets directs de niveau supérieur. Lors de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique du PAM, on examinera le Cadre de résultats stratégiques et toute modification susceptible d'être apportée, compte tenu de la nécessité de suivre les progrès réalisés ainsi que de rendre compte des résultats plus spécifiques obtenus grâce aux interventions du PAM.

Figure 9: Effets directs par Objectif stratégique: tendances¹⁴



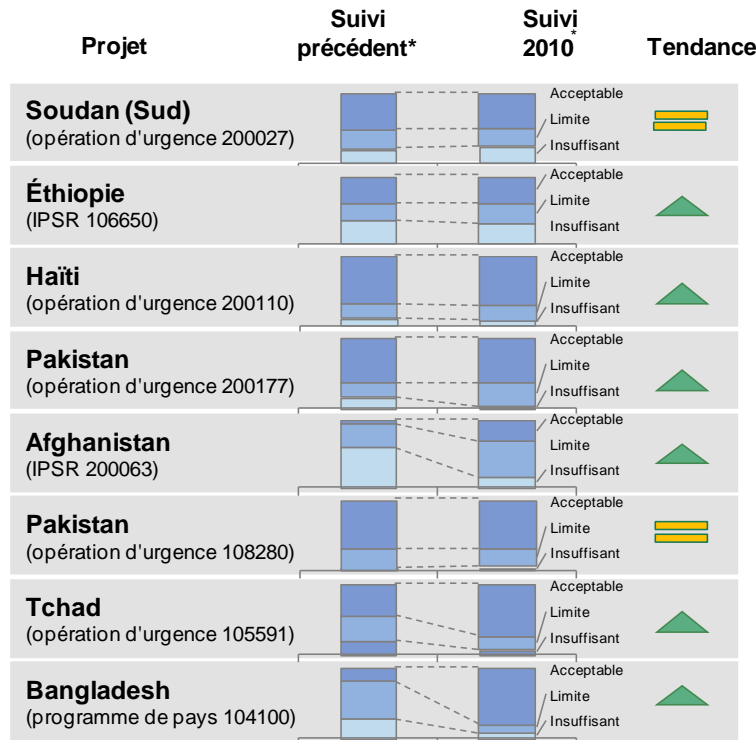
¹² Pour qu'un indicateur soit inclus dans l'analyse globale, il faut qu'au moins 10 projets communiquent des informations à ce sujet; le taux de présentation d'informations, c'est-à-dire le nombre de projets présentant des informations sur l'indicateur en question, en pourcentage du nombre total de projets ayant inscrit l'indicateur dans leur cadre logique, doit être égal ou supérieur à 50 pour cent (voir l'annexe II C).

¹³ Voir l'annexe II B.

¹⁴ L'analyse repose sur des indicateurs choisis selon la méthode d'évaluation des Objectifs stratégiques (voir l'annexe II C). Les indicateurs présentés à la figure 9 sont des mesures types de l'état nutritionnel ou de la consommation alimentaire d'une population dans une zone donnée et rendent donc compte de l'évolution de la situation des personnes aidées par le PAM. Les évolutions positives comprennent les cas d'amélioration et de stabilisation.

111. Le score de consommation alimentaire des ménages a été l'indicateur le plus fréquemment utilisé (voir la figure 9), et 78 pour cent des projets ont signalé une amélioration de la situation à cet égard en 2010. Huit des 15 principales opérations du PAM¹⁵ ont fait état de scores de consommation alimentaire comparables, et toutes ont signalé une amélioration ou une stabilisation de la consommation alimentaire (voir la figure 10). En 2010, ces huit projets représentaient 35 pour cent des bénéficiaires des opérations du PAM.

Figure 10: Score de consommation alimentaire des ménages, pour les principales opérations du PAM



* Suivi effectué en 2009 ou début 2010

Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence

Progrès importants

Montant estimé des dépenses directes de 2010: 2,3 milliards de dollars

112. Les interventions du PAM relevant de l'Objectif stratégique 1 font normalement suite à des événements tels que des catastrophes naturelles ou des conflits, qui mettent en danger la vie des personnes et leurs moyens de subsistance: elles visent à sauver des vies en préservant ou en améliorant la capacité des populations de satisfaire dignement leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

113. En 2010, les informations fournies par les projets sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 1 ont de nouveau confirmé que son aptitude à intervenir rapidement en cas de crise était

¹⁵ L'Afghanistan (104270), la Somalie (108120), le Pakistan (107680), le Niger (200170), le Kenya (106660), la République démocratique du Congo (106080) et le Zimbabwe (105950) ne sont pas pris en compte ici. Les précédentes enquêtes avaient été effectuées en 2009 ou début 2010.

l'un des atouts du PAM: le taux global pondéré d'amélioration était de 63 pour cent¹⁶. Cela indique que de gros progrès ont été faits en matière de réduction du nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans les communautés bénéficiant de l'aide du PAM: 70 pour cent des projets ayant communiqué des informations sur les scores de consommation alimentaire des ménages ont signalé une amélioration de la situation, ce qui signifie que la consommation alimentaire de 24 millions de bénéficiaires s'est améliorée en 2010, même si les progrès ont été en partie entravés par des contextes en mutation et par l'insuffisance des moyens financiers.

114. Les conclusions des évaluations menées par le PAM en 2010 ont aussi confirmé les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de l'Objectif stratégique 1. La plupart des évaluations ont mesuré les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et de scores de consommation alimentaire des ménages: il en est ressorti que les opérations d'urgence étaient généralement bien menées et parvenaient à fournir les rations prévues au nombre de bénéficiaires visé, et aussi que le PAM arrivait à bien travailler dans des environnements difficiles.

115. En 2010, 60 pour cent des projets qui avaient signalé des cas de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ont fait état de tendances positives au niveau des effets directs. Il convient toutefois de ne pas oublier que l'indicateur mesure l'évolution des résultats globaux obtenus. Quelques évaluations seulement ont pu mesurer l'efficacité des interventions du PAM destinées à lutter contre la malnutrition aiguë globale chez l'enfant, mais elles ont constaté que l'efficacité des activités nutritionnelles était entravée par les difficultés suivantes:

- les problèmes faisant obstacle à l'adoption d'une stratégie multisectorielle passant par la coordination de l'action menée avec les pouvoirs publics et d'autres partenaires;
- le manque d'analyse des causes de la malnutrition;
- l'absence de données de référence et la dilution des responsabilités s'agissant de la réalisation d'enquêtes nutritionnelles et de la collecte de données;
- les incohérences entre les zones et les périodes à l'étude pour la collecte de données sur la nutrition et les besoins des programmes;
- l'insuffisance de la couverture du programme, qui ne contribue de ce fait pas de manière significative à l'amélioration de l'état nutritionnel des populations visées.

116. Toutefois, les données agrégées ne rendent que partiellement compte de la situation, et des études de cas permettent d'affiner la description.

117. En 2010, plus de la moitié des programmes du PAM menés en République démocratique du Congo étaient concentrés dans la région du Kivu, où l'assistance alimentaire a permis de maintenir le taux de malnutrition aiguë globale en dessous du seuil critique de 10 pour cent. Cette assistance a également beaucoup contribué à accroître la consommation alimentaire des populations déplacées et des personnes de retour chez elles.

118. Dans la région du Turkana, au Kenya, l'augmentation de la production de lait et d'autres produits de l'élevage, après deux bonnes saisons des pluies, conjuguée aux vastes interventions nutritionnelles du PAM, comprenant une supplémentation alimentaire généralisée et une autre ciblée, a permis d'améliorer sensiblement l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans. Il est

¹⁶ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance servant à évaluer les effets directs, voir l'annexe II B.

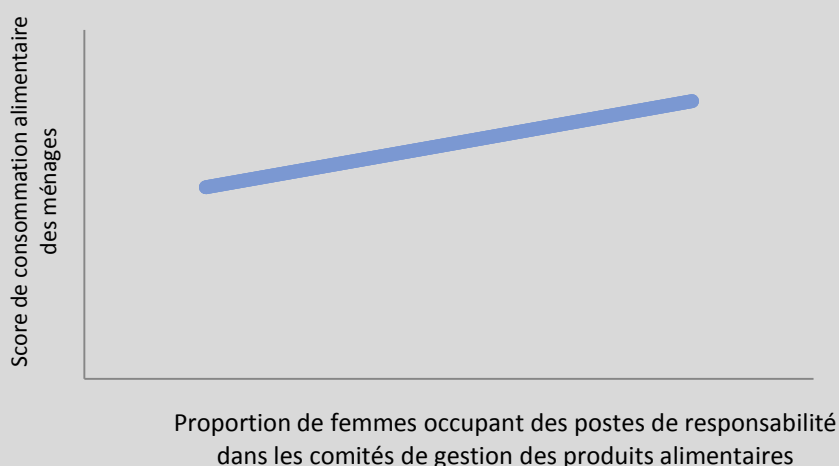
ressorti d'enquêtes nutritionnelles que les taux de malnutrition aiguë globale étaient tombés à leur niveau le plus bas depuis dix ans.

119. En Ouganda, la prévalence de la malnutrition aiguë s'est stabilisée à un niveau acceptable dans la région d'Acholi en 2010: cette situation était due en partie à l'amélioration de la diversité du régime alimentaire des bénéficiaires, qui avaient pu accéder plus facilement à leurs terres et avaient bénéficié d'importants investissements consacrés par le Gouvernement et les partenaires à des programmes sociaux dans le cadre du Plan de paix, de redressement et de développement.

120. L'enquête nutritionnelle réalisée au Tchad en août 2010 a constaté une augmentation de la malnutrition au cœur de la période de soudure, aggravée dans les zones les plus pauvres par des épidémies de choléra. Le taux de malnutrition est demeuré supérieur au seuil critique de 15 pour cent, mais on a noté une tendance négative en fin d'année, malgré le travail mené par le Gouvernement, le PAM, l'UNICEF, la FAO et les ONG partenaires dans la zone sahélienne.

L'accroissement de la proportion de femmes occupant des postes de responsabilité dans des comités de gestion des produits alimentaires est lié à l'amélioration des scores de consommation alimentaire des ménages

En 2010, 48 pour cent des postes de responsabilité dans les comités de gestion des produits alimentaires établis pour les distributions générales de vivres, étaient occupés par des femmes. Les hommes et les femmes étant désormais représentés de manière équitable, le PAM était mieux à même de prendre en compte leurs besoins, priorités et préoccupations respectifs lors des distributions de vivres. L'augmentation du nombre de femmes occupant des postes de responsabilité dans les comités de gestion des produits alimentaires a été associée à l'amélioration des scores de consommation alimentaire des ménages¹⁷; ainsi, au Yémen, où les normes culturelles s'opposent généralement à la participation des femmes, le PAM a réussi à accroître la proportion de femmes occupant des postes de responsabilité, passée de 9 à 33 pour cent; les scores de consommation alimentaire se sont également améliorés.



¹⁷ N'ont été pris en compte que les projets dans lesquels plus de 50 pour cent des bénéficiaires ont reçu une assistance sous la forme de distributions générales de vivres.

Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets

Progrès importants

Montant estimatif des dépenses directes de 2010: 226 millions de dollars

121. Les informations fournies par les projets à propos des indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 2 ont révélé un taux global pondéré d'amélioration de 85 pour cent en 2010. Quatre-vingts pour cent des projets ayant communiqué des informations sur le score de consommation alimentaire des ménages ont fait état d'une amélioration de la situation¹⁸, ce qui revient à dire que la consommation alimentaire de 3,6 millions de personnes s'est améliorée. Il est ressorti d'évaluations réalisées en 2010 que si les activités VCT contribuaient beaucoup à la réalisation de l'Objectif stratégique 2, celles-ci étaient pourtant les premières à être réduites lorsque les fonds venaient à manquer.

122. Plusieurs évaluations ont montré que le PAM avait joué un rôle positif dans le renforcement des capacités des pouvoirs publics en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, à l'appui de la préparation aux catastrophes et de l'atténuation de leurs effets. Ainsi, le *Khadhya Surakshya Anugaman Pranali* du Népal est un système de suivi de la sécurité alimentaire qui a été mis au point en collaboration avec le Gouvernement, la société civile, des experts du Ministère de l'agriculture et des coopératives et l'Office népalais des produits alimentaires. Ce système recueille des informations sur le terrain et les analyse, et celles-ci sont prises en compte lors de l'élaboration des politiques alimentaires; les réseaux chargés de la sécurité alimentaire au niveau des districts et les donateurs utilisent également ces données pour cibler leurs programmes. S'agissant de la réduction des risques de catastrophe, l'évaluation menée au Mali a fourni des illustrations des activités VCT contribuant à la prévention de la désertification.

123. Au Kenya, le PAM a adopté une stratégie plus globale eu égard à la réduction des risques de catastrophe en 2010: les activités VCT étaient axées sur les districts arides et semi-arides en vue de doter les ménages ou les communautés d'avoirs tels que des ouvrages de récolte de l'eau ou de petits dispositifs d'irrigation, de remettre en état les routes de desserte et d'assurer la conservation des sols de manière à atténuer les effets de la sécheresse. Chaque avoir créé a donné lieu à d'autres activités destinées à améliorer la sécurité alimentaire des communautés ciblées, comme la construction de vasques pour la collecte de l'eau dans les villages, la production de cultures résistantes à la sécheresse et l'organisation de stages de formation consacrés à de meilleures méthodes de plantation d'arbres et de culture. Les ouvrages de récolte de l'eau étaient associés à des jardins potagers créés à proximité, à des initiatives d'apiculture et de pisciculture et à des activités de formation à la gestion des points d'eau. D'après les enquêtes, 45 pour cent des communautés s'étaient dotées de davantage d'avoirs et 44 pour cent des ménages avaient acquis un plus grand nombre d'avoirs de base, d'où une amélioration du score de consommation alimentaire des ménages.

124. En Éthiopie, le PAM fournit des aliments pour six mois aux populations chroniquement exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones pastorales et agropastorales; cette mesure est assortie de ressources en espèces fournies à la faveur du Programme de protection sociale fondé sur des activités productives, mis en place par le Gouvernement (PPSAP). Cette stratégie permet d'aider les

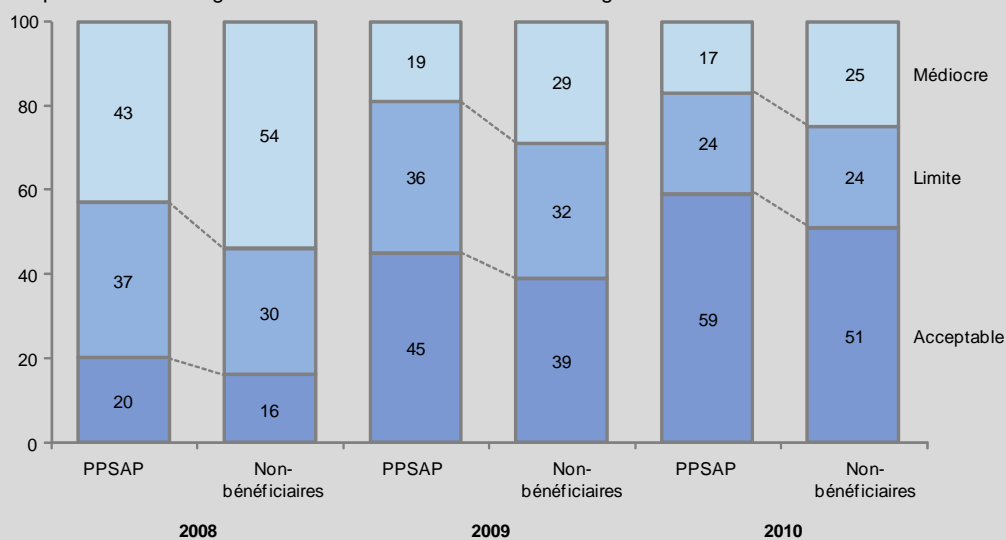
¹⁸ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance servant à évaluer les effets directs, voir l'annexe II B.

personnes pauvres à résister aux chocs, à assurer la soudure pendant les périodes de déficit vivrier, à accroître leurs avoirs et à réaliser des activités de production et d'investissement, améliorant ainsi leur pouvoir d'achat; ils devraient, à terme, devenir autosuffisants sur le plan alimentaire. Un suivi régulier des scores de consommation alimentaire des ménages a permis de constater que l'apport alimentaire s'était beaucoup amélioré chez les ménages bénéficiant du PPSAP, dont le régime alimentaire était nettement meilleur que celui des non-bénéficiaires. L'assistance fournie par le PAM pendant la période de soudure est venue étayer la constitution d'avoirs productifs.

Catégories de scores de consommation alimentaire: ménages d'Éthiopie

La proportion de bénéficiaires du PPSAP ayant un score de consommation alimentaire médiocre était sensiblement plus faible que celle relevée parmi les non-bénéficiaires. Le pourcentage de ménages présentant un score acceptable a presque triplé entre 2008 et 2010 chez les bénéficiaires du PPSAP.

Proportion des ménages s'inscrivant dans les différentes catégories de score de consommation alimentaire



Objectif stratégique 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les situations de transition

Progrès importants

Montant estimatif des dépenses directes de 2010: 392 millions de dollars

125. Les informations fournies par les projets à propos des indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 3 ont fait apparaître un taux global pondéré d'amélioration de 80 pour cent en 2010. Des améliorations ont été signalées par 94 pour cent des projets ayant communiqué des informations sur les scores de consommation alimentaire des ménages¹⁹, ce qui revient à dire que la consommation alimentaire de 2,6 millions de personnes s'est améliorée.

126. Au Népal, le PAM a appuyé le processus de paix et de redressement en venant en aide aux populations des régions du Centre-Ouest et de l'Extrême-Ouest, où était né le conflit, de manière à permettre aux plus vulnérables d'accéder à la nourriture. L'évaluation de l'assistance du PAM

¹⁹ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance servant à mesurer les effets directs, voir l'annexe II B.



effectuée en 2010 a noté une amélioration des indicateurs ayant trait aux revenus et aux moyens de subsistance, à l'apport alimentaire et au recours à des stratégies de survie dangereuses.

127. En Afghanistan, les programmes d'alimentation scolaire lancés dans le contexte délicat de l'après-conflit ont eu un effet positif sur l'instruction des filles appartenant à la population ciblée, leur taux de fréquentation scolaire ayant progressé de 9 pour cent par an, contre 1 pour cent pour les garçons. Toutefois, il reste encore des problèmes à résoudre: les livraisons de vivres ont été fréquemment perturbées par le climat d'insécurité et écolières et enseignantes ont été la cible d'agressions. Ces attaques ont incité le PAM à procéder à une évaluation pour déterminer si les aliments donnés aux parents pour les encourager à envoyer leurs filles à l'école avaient exposé les filles à des violences; aucun élément de preuve n'est allé dans ce sens, mais le PAM a continué à négocier avec les autorités des districts pour trouver des moyens de permettre à tous les écoliers d'accéder sans danger à l'école.

128. Au Burundi, où l'on assiste à un retour progressif de la sécurité et de la stabilité, le PAM a travaillé avec des partenaires comme la FAO à des activités de relèvement, de manière à accroître la production vivrière et à dissiper les tensions engendrées par les pénuries alimentaires. La proportion de personnes ayant un score de consommation alimentaire médiocre a reculé, passant de 18 pour cent à 15 pour cent, tandis que l'indice des stratégies de survie est passé de 54 en 2009 à 17 en 2010, indiquant ainsi un recul du recours à des mécanismes de survie préjudiciables.

129. Dans le Puntland, en Somalie, 97 pour cent des ménages bénéficiaires avaient un score de consommation alimentaire acceptable, à l'issue de la mise en œuvre d'activités VCA et de formation; à titre de comparaison, le chiffre de référence de 2009 était de 75 pour cent. Les bénéficiaires ont toutefois signalé que le PAM était leur principale source d'approvisionnement en céréales, en légumes secs et en huile, ce qui met bien en évidence le degré de dépendance à l'égard de l'appui offert par le PAM.

130. Au Yémen, la sécurité alimentaire est tributaire de l'aptitude du PAM à assurer sans interruption la distribution des rations et de l'assistance fournie par les partenaires. Il est ressorti d'une évaluation menée en octobre 2010 que la sécurité alimentaire s'était détériorée à la suite de la réduction des rations en mai, causée par le manque de ressources. D'autres données de suivi ont montré que cette tendance négative était principalement due au fait que les personnes déplacées revendaient une partie de leurs rations pour satisfaire d'autres besoins, notamment payer leur loyer.

131. Les évaluations des activités du PAM relevant de l'Objectif stratégique 3 réalisées en 2010 ont suscité des préoccupations quant à l'efficacité de ces activités; on s'est notamment demandé si l'assistance durait assez longtemps pour rétablir les moyens de subsistance et les pérenniser. La difficulté consiste à négocier un accès sans danger pour les bénéficiaires et à établir une programmation et des partenariats fiables.

Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition

Progrès modérés

Montant estimatif des dépenses directes de 2010: 519 millions de dollars

132. Cinquante-quatre pour cent des projets ayant communiqué des informations sur les indicateurs relevant de l'Objectif stratégique 4 ont fait état d'une amélioration globale pondérée et 29 pour cent

ont signalé une stabilisation.²⁰ Cela montre bien à quel point il est difficile de continuer à progresser lorsque les interventions ont déjà produit des effets directs positifs.

Alimentation scolaire

133. L'alimentation scolaire a été le principal type d'intervention au titre de l'Objectif stratégique 4. Une amélioration a été signalée par 83 pour cent des projets ayant fourni des informations sur les taux de fréquentation scolaire; parmi les projets ayant communiqué des données sur les taux de fréquentation scolaire, le ratio garçons/filles et les taux de réussite scolaire, 90 pour cent ont fait état de tendances positives, qu'il s'agisse d'une amélioration ou d'une stabilisation de la situation. Les interventions du PAM ont permis de maintenir les enfants à l'école pendant 90 pour cent de l'année scolaire.

134. Les évaluations d'impact réalisées en 2010 ont permis de mieux comprendre les effets positifs de l'alimentation scolaire sur les taux d'inscription et de rétention ou sur les résultats scolaires. Toutes les évaluations ont lancé une mise en garde, en précisant que l'alimentation scolaire ne pouvait pas à elle seule donner des résultats sur le plan éducatif et qu'il fallait établir des partenariats afin de fournir des contributions complémentaires aux écoles bénéficiant d'une assistance. L'efficacité de l'alimentation scolaire, en tant que filet de protection sociale fondée sur un transfert de valeur, était particulièrement marquée lorsque ce type d'assistance visait les ménages les plus vulnérables.

135. À Djibouti, la persistance du niveau élevé des prix des produits alimentaires a réduit la capacité des ménages vulnérables de se procurer de la nourriture et augmenté la probabilité que les enfants soient retirés de l'école. L'assistance alimentaire offerte par le PAM a toutefois permis de maintenir les taux d'inscription et de fréquentation scolaires. Les livraisons régulières de vivres incitaient les familles à maintenir les enfants à l'école, notamment dans le cas des ménages nomades, peu conscients de l'importance de l'instruction. Le suivi a confirmé que les rations à emporter contribuaient à changer l'attitude des parents à l'égard de l'éducation des filles.

Améliorer l'instruction des filles

Les taux de fréquentation, d'inscription et de réussite scolaires et le ratio garçons/filles dans les écoles sont tous des indicateurs de l'impact qu'ont les programmes d'alimentation scolaire du PAM sur l'instruction des filles. En 2010, une évaluation des projets qui avaient communiqué des données sur ces indicateurs a montré que 44 pour cent des projets avaient constaté une amélioration et 40 pour cent une stabilisation. L'instruction des filles est l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages à long terme, et elle a des effets positifs sur les perspectives économiques qui s'offrent aux filles.

Une évaluation indépendante réalisée au Cambodge a permis de constater que la distribution régulière de repas scolaires composés de riz et de poisson encourageait fortement les parents à envoyer leurs enfants à l'école, surtout les filles; les rations à emporter destinées aux filles ont contribué de manière particulièrement efficace à améliorer la fréquentation scolaire. Les taux d'abandon ont fortement baissé, notamment en deuxième, troisième et quatrième années. Le programme d'alimentation scolaire a aidé à réduire la morbidité parmi les élèves et à faire diminuer l'absentéisme des filles lié à la maladie. Il est ressorti des enquêtes que le statut en vitamine A s'était amélioré chez les élèves bénéficiant de l'alimentation scolaire, ce qui était étroitement lié à l'accroissement des scores de diversité alimentaire, indicateur supplétif de la valeur nutritionnelle.

²⁰ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance applicables aux effets directs, voir l'annexe II B.

Nutrition

136. Les programmes nutritionnels, qui sont l'autre grande activité relevant de l'Objectif stratégique 4, ont eu du mal à obtenir des résultats positifs, car leur portée était faible par rapport aux besoins. Le PAM a envisagé de ne pas mesurer la nutrition, en raison de facteurs complexes échappant à son contrôle, mais compte tenu de sa détermination à mener des interventions nutritionnelles, il a finalement décidé de prendre le risque de paraître moins efficace pour pouvoir progresser. Les évaluations de 2010 ont noté que le PAM avait également apporté des contributions sous la forme de travaux d'analyse et de sensibilisation, qui soulignaient l'importance des questions nutritionnelles au niveau des politiques et des programmes.

137. Pour lutter comme il se doit contre la malnutrition chez l'enfant, le PAM doit impérativement collaborer avec ses partenaires. Les évaluations effectuées en 2010 ont montré que les interventions nutritionnelles n'avaient pas atteint leurs objectifs car les conditions sanitaires et hygiéniques n'avaient pas été suffisamment prises en considération: ainsi, au Bangladesh et en Namibie, la prévalence de l'insuffisance pondérale et de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans recevant une assistance du PAM a augmenté, à cause de l'incidence élevée de la diarrhée. Sans une stratégie globale visant à éliminer les causes de la dénutrition et à traiter la diarrhée, l'assistance du PAM risque de n'avoir que peu d'incidence sur la réduction de la malnutrition chronique.

138. Certaines interventions à long terme ont permis de réduire la malnutrition. La composante Nutrition du programme de pays du PAM au Ghana prévoyait des activités ciblées d'alimentation de supplémentation pour réduire la malnutrition chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de 5 ans. En 2010, la plupart des indicateurs d'effet direct ont fait apparaître une amélioration, avec des taux de retard de croissance passés de 26 pour cent en novembre 2009 à 22 pour cent en décembre 2010; la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 2 ans est passée de 24 pour cent en 2009 à 23 pour cent en 2010, ce qui montre que les mères ont mis en pratique les connaissances acquises en matière d'alimentation des enfants.

Mesures d'atténuation, filets de protection sociale/soins et traitements

139. Peu de projets ont fourni des informations sur le taux de survie des patients sous traitement antirétroviral ou sur le taux de réussite du traitement contre la tuberculose. On dispose toutefois de plus en plus d'informations montrant qu'un appui alimentaire et nutritionnel est indispensable pour permettre aux personnes vivant avec le VIH de vivre plus longtemps en bonne santé et pour améliorer l'efficacité du traitement. Il est essentiel d'assurer une bonne nutrition car les personnes vivant avec le VIH ont besoin de plus de calories que les autres. Plus de la moitié des projets ayant communiqué des données sur ces indicateurs ont fait état d'une amélioration de la situation. En 2010, le PAM est venu en aide à 2,5 millions de personnes touchées par le VIH et le sida, grâce à des programmes de distributions de vivres ou de bons d'alimentation et d'appui à la nutrition.

140. La Zambie est l'un des pays dans lesquels la prévalence du VIH chez la population adulte est la plus forte, un adulte sur cinq étant atteint. En 2010, le PAM a fourni une assistance aux patients sous traitement antirétroviral: les effets de cette assistance sur la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires ont été contrôlés tous les six mois afin d'évaluer l'évolution de l'indice des stratégies de survie, qui est normalement plus élevé au mois de mars, qui est une période de soudure. Cet indice était moins élevé pour les ménages bénéficiaires que pour les autres, et les premiers risquaient moins

de sauter des repas, de manger des nourritures sauvages, de récolter du maïs encore vert ou d'envoyer des membres du ménage mendier des aliments.

Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert de responsabilités et aux achats locaux

Données
insuffisantes

Montant estimatif des dépenses directes de 2010: 80 millions de dollars

141. Les activités réalisées au titre de l'Objectif stratégique 5 visent à renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim. Plusieurs pays ont fait état de progrès accomplis s'agissant du transfert des responsabilités²¹ dans toutes les catégories d'activités, mais principalement dans le cadre des programmes de pays et des projets de développement.

142. Les activités axées sur le renforcement des capacités nationales consistaient principalement à fournir une assistance technique et une formation pour donner aux partenaires nationaux les moyens de prendre en main des programmes gérés jusque là avec l'appui direct du PAM. La formation était la principale composante de ce processus: en 2010, pas moins de 90 000 employés des partenaires ont participé à 600 stages appuyés par le PAM. La formation des partenaires nationaux était axée sur les domaines de compétence du PAM: gestion de la filière d'approvisionnement, analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition, alerte rapide, gestion des catastrophes, ciblage des bénéficiaires, gestion des projets, et suivi et évaluation. Souvent, les stages étaient initialement organisés pour améliorer la mise en œuvre des programmes appuyés par le PAM, mais ils ont également contribué à la prise en charge progressive des programmes par les pays.

143. Le renforcement des capacités a été réorienté vers l'amélioration des institutions nationales: en coopération avec des partenaires nationaux dans plusieurs pays, le PAM a conçu un ensemble de mesures d'assistance technique, dans l'optique d'un engagement à moyen terme avec les organismes de contrepartie, afin de mettre en place des institutions et des mécanismes nationaux pour appuyer le renforcement des capacités.

144. La plupart des progrès ont été accomplis en Amérique latine, où depuis 2005, le PAM aide les gouvernements à mettre en œuvre des plans nationaux pour éliminer la dénutrition chez les enfants et réduire les carences en micronutriments. Ce programme a largement reposé sur l'échange de pratiques optimales, grâce au site Nutrinet.org, la tenue de réunions techniques et l'organisation d'activités de formation destinées au personnel de contrepartie. L'expérience acquise montre que le renforcement des capacités nationales est un processus participatif qui, pour être efficace et durable, requiert du temps et du soutien. Pour promouvoir les résultats et en assurer le suivi, il est essentiel d'établir des plans d'action et des budgets et de définir clairement les rôles, les responsabilités et les mécanismes d'obligation redditionnelle. L'étude sur le coût de la faim, qui a été publiée dans 11 pays en 2010, préconisait d'investir dans des programmes sociaux fondés sur une aide alimentaire pour éviter que des sociétés tout entières ne subissent les conséquences de la dénutrition chez les enfants.

²¹ Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs de performance servant à mesurer les effets directs, voir l'annexe II B.

145. L'assistance fournie par le PAM pour renforcer les capacités des gouvernements était axée sur les activités suivantes:

- formulation de politiques nationales pour remédier aux carences en vitamines et en minéraux chez les nourrissons, les jeunes enfants et les femmes;
- établissement de réseaux destinés à appuyer les politiques et les programmes encourageant les apports en micronutriments;
- renforcement des capacités techniques, de manière à produire et à distribuer des aliments nutritifs destinés aux enfants;
- augmentation des financements publics en faveur de programmes intégrés d'apport en micronutriments.

146. Le Gouvernement du Panama a investi 4 millions de dollars en 2010 pour établir un programme national d'enrichissement du riz; les Gouvernements de Cuba, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Pérou ont accru les financements alloués aux programmes d'apport en micronutriments relevant de leurs plans nationaux. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud et grâce à l'assistance technique directement offerte par le PAM, la Bolivie, l'Équateur, le Panama et le Pérou ont amélioré leurs systèmes de mise au point, de production et de distribution d'aliments nutritifs destinés aux enfants et aux femmes. En 2010, la Colombie, le Costa Rica, le Nicaragua et le Panama se sont dotés de plans nationaux relatifs aux apports en micronutriments, à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

147. Plusieurs pays ont commencé à suivre la nouvelle stratégie prônée par le PAM en matière d'alimentation scolaire, qui prévoit des consultations avec les gouvernements et les partenaires en vue de l'établissement des programmes nationaux. Ainsi, le Gouvernement bangladais, après que des analyses avaient démontré que des nombreux écoliers souffrant de la faim n'étaient pas couverts par les programmes, s'est inspiré du modèle d'alimentation scolaire du PAM, qui prévoit l'utilisation de biscuits enrichis pour remédier aux carences en micronutriments. En Haïti, le PAM et ses partenaires aident le Ministère de l'éducation à améliorer la qualité du programme national d'alimentation scolaire.

148. Le PAM continue à renforcer les capacités et à établir des partenariats pour accroître la production locale d'aliments nutritifs. Dans le cadre d'un partenariat avec le Gouvernement du Timor-Leste, une société privée a mis sur pied une installation qui a produit, en 2010, 513 tonnes d'aliments composés pour le programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles appuyé par le PAM. Cela a contribué à améliorer la mise en œuvre du programme et jeté les bases pour la prise en charge et la gestion du programme par le Gouvernement.

149. Compte tenu du succès de la production locale de farine enrichie, le PAM et le Gouvernement égyptien ont lancé, en 2010, un projet d'enrichissement de l'huile végétale, avec un financement de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition: 20 000 tonnes d'huile enrichie ont ainsi été produites chaque mois et distribuées à 18 millions de bénéficiaires.

150. Au Cameroun, les achats locaux ont permis de répondre en 2010 à tous les besoins en maïs et en sorgho du programme de pays au titre de l'alimentation scolaire et de l'approvisionnement des greniers de village; il n'a pas été nécessaire de procéder à des achats internationaux et les achats locaux ont encouragé les agriculteurs à produire des céréales, largement consommées dans les régions du Nord.

151. En Inde, le PAM fournit une assistance technique au Gouvernement pour appuyer les dispositifs fondés sur une aide alimentaire, de manière à améliorer les filières d'approvisionnement du système de distribution de produits alimentaires. Il s'agit du plus grand programme de secours alimentaires au monde, qui fournit des céréales subventionnées à 400 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Le PAM et son partenaire, la société Boston Consulting Group, ont conçu une stratégie faisant intervenir des cartes de rationnement biométriques et des bons d'alimentation à codes-barres pour la distribution des céréales, ce qui devrait considérablement réduire les pertes au niveau de la filière d'approvisionnement. Grâce aux économies réalisées, le Gouvernement pourra élargir ce programme à davantage un nombre accru de bénéficiaires.

Prise en main par le Cap-Vert du programme d'alimentation scolaire

En septembre 2010, le Cap-Vert est devenu le premier pays d'Afrique de l'Ouest à avoir pris en main un programme d'alimentation scolaire appuyé jusque là par le PAM. L'organisme chargé d'exécuter le programme bénéficie de l'assistance technique du PAM en ce qui concerne la gestion de la filière d'approvisionnement, la gestion financière, les achats, la mobilisation de ressources et les jardins scolaires. Après la fermeture du bureau de pays du PAM, l'assistance technique était fournie par d'autres organismes des Nations Unies, dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action" des Nations Unies, mais les faits semblent montrer que le programme aurait été géré plus efficacement si le PAM avait maintenu sa présence dans le pays.

Enseignements tirés

152. Le PAM a tiré les enseignements ci-après de la mise en œuvre de programmes d'assistance alimentaire en 2010; ceux qui s'appliquent à la plupart, voire à l'ensemble des Objectifs stratégiques.

- Le suivi des projets a révélé que la détérioration de la sécurité alimentaire des bénéficiaires était due au manque de ressources et à des interruptions de la filière d'approvisionnement, qui entravaient la réalisation des activités: cela montre bien combien il importe d'établir des prévisions précises concernant les financements et de planifier les opérations en tenant compte de ces prévisions.
- Il est essentiel de conclure des partenariats, au niveau tant mondial que national, pour optimiser les effets de l'assistance du PAM, notamment en ce qui concerne la lutte contre la malnutrition chez l'enfant et l'amélioration de la fréquentation scolaire. Depuis 2008, le PAM accueille le partenariat REACH, initiative du système des Nations Unies qui vise à réduire la dénutrition chez les enfants en suivant une stratégie multisectorielle en vue d'englober dans les interventions nutritionnelles des activités ayant trait à l'alimentation, à la santé et aux soins. Les évaluations menées par le PAM en 2010 ont confirmé qu'il fallait que les partenaires renforcent leur appui dans les secteurs de la santé et de l'assainissement pour que les programmes d'alimentation scolaire aient des avantages à long terme.
- Les programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation sont venus s'ajouter à la panoplie d'outils utilisés par le PAM dans les zones où les aliments sont disponibles et où les marchés fonctionnent. De bons résultats ont été obtenus dans le cadre de projets pilotes, et il faut désormais consentir des investissements pour que ces programmes puissent être transposés à plus grande échelle, notamment pour affiner les évaluations, adapter les outils d'analyse de façon à garantir l'obligation redditionnelle, élaborer des solutions technologiques et améliorer la gestion axée sur les résultats. Il est primordial de collaborer avec des partenaires tels que les institutions financières et les sociétés de communication.

- Enfin, pour que les capacités et les responsabilités puissent être transférées efficacement aux gouvernements, il faut que le PAM maintienne une certaine présence, notamment pour veiller à ce que son assistance technique soit efficace. Jusqu'à présent, le PAM s'est progressivement retiré après le transfert aux pouvoirs publics des activités appuyées par une aide alimentaire.



PARTIE III – RÉSULTATS INSTITUTIONNELS PAR PRIORITÉ DE GESTION

Aperçu général

153. En 2009, le PAM a établi cinq priorités de gestion pour permettre aux cadres de détecter les problèmes et d'y remédier de façon plus structurée et pour évaluer dans quelle mesure les systèmes de gestion et les structures financières appuyaient efficacement la réalisation des Objectifs stratégiques: si les résultats stratégiques mettent l'accent sur ce que fait le PAM, les résultats de gestion concernent principalement la manière d'y parvenir. La Partie III du présent rapport rend compte des résultats obtenus en 2010 dans le contexte de chacune des priorités de gestion.

154. Pour ce qui est de la mesure des résultats au regard des priorités de gestion, 2010 a été une année d'évolution et de consolidation. De nouveaux objectifs ont été fixés pour chaque priorité de gestion, de sorte qu'il n'a pas été possible de présenter une vue d'ensemble des tendances. En conséquence, il est rendu compte des résultats obtenus en 2010 en fonction de leur contexte et, lorsque cela est possible, ils sont comparés à ceux de 2009 et des années précédentes.

Résultats par priorité de gestion

Priorité de gestion 1: Mobilisation de ressources

155. Cette priorité concerne tout ce qui a trait à la capacité du PAM de se procurer les ressources dont il a besoin pour s'acquitter de sa mission, à savoir ressources financières, produits alimentaires et ressources humaines.

Ressources financières

156. En 2010, les recettes se sont chiffrées au total à 4 266,2 millions de dollars, soit 107,1 millions de dollars ou 2 pour cent de moins que les 4 373,3 millions de dollars de recettes enregistrés en 2009. Les contributions effectivement reçues en 2010 ont dépassé les prévisions de 3 700 millions de dollars figurant dans la troisième mise à jour du Plan de gestion pour l'exercice biennal 2010-2011.

157. Ces contributions comprenaient 3 546,7 millions de dollars de contributions en espèces et 583,1 millions de dollars de contributions en nature. Le montant total des recettes provenant des contributions, soit 4 129,8 millions de dollars, est inférieur de 75,4 millions de dollars (2 pour cent) au montant des contributions confirmées en 2009, à savoir 4 205,2 millions de dollars.

158. Les recettes provenant des contributions ont couvert 62 pour cent des besoins estimatifs du PAM, qui se sont chiffrés à 6,7 milliards de dollars en 2010, contre 65 pour cent en 2009. Les crises de grande ampleur survenues en Haïti, au Niger et au Pakistan ont beaucoup sollicité les capacités de mobilisation de ressources et d'intervention de la communauté humanitaire et en 2010, les appels humanitaires lancés à l'échelle mondiale n'ont permis de réunir que la moitié des ressources demandées. La collaboration qui s'est instituée entre les antennes locales du PAM et les missions des

donateurs ont constitué un puissant moyen de plaidoyer aux fins de la mobilisation de ressources, par exemple auprès des fonds de financement commun des Nations Unies.

159. L'augmentation de la proportion représentée par les contributions en espèces par rapport aux contributions en nature a eu un effet positif sur l'efficacité des opérations du PAM: les contributions en espèces ménagent au Programme la flexibilité nécessaire pour distribuer les bons aliments à l'endroit approprié et au moment voulu (voir le tableau 3). La durée moyenne d'entreposage des stocks du PAM est tombée de 4,3 à 3,7 mois principalement grâce à la flexibilité accrue offerte par l'augmentation des contributions en espèces par rapport aux contributions en nature.

Contributions confirmées

160. En 2010, le Conseil d'administration a été saisi d'un document intitulé "Mobilisation des ressources dans un environnement en mutation", l'objectif étant d'énoncer la marche que devrait suivre le PAM dans les domaines ci-après:

- mobilisation de ressources auprès des gouvernements hôtes;
- économies émergentes: Brésil, Chine, Moyen-Orient, Inde, République de Corée et Fédération de Russie;
- sources de financement du système des Nations Unies et sources multi-donateurs: le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le Fonds central d'intervention pour les interventions d'urgence (CERF), le Fonds pour l'environnement mondial de la Banque mondiale et le Fonds pour la consolidation de la paix;
- nouveaux mécanismes des pays donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): la Facilité alimentaire de l'Union européenne et le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire de la Banque mondiale; les sections chargées du financement et de l'appui bilatéral, les échanges de créances et les mécanismes de jumelage des missions des donateurs dans les pays;
- maintien de la base existante de donateurs et réduction de la conditionnalité imposée par les donateurs; et
- secteur privé.

161. En 2010, il a été reçu de 23 gouvernements hôtes des contributions en espèces et en nature d'un montant de 129 millions de dollars, soit 15 millions de dollars de plus qu'en 2009. Les contributions en nature, d'un montant de 115 millions de dollars, ont été couplées à des fonds provenant de contributions en espèces et du Fonds de complément des contributions des nouveaux donateurs. En 2010, trois pays (l'Algérie, le Népal et la République arabe syrienne), ont versé leur plus grosse contribution en dix ans, et deux autres (le Bénin et la Lettonie), ont pour la première fois versé une contribution au PAM.

162. Le PAM a établi de nouveaux partenariats avec des pays émergents. Ainsi, des pays du Moyen-Orient et des États du golfe ont contribué à doubler les contributions dans cette catégorie par rapport à 2009. D'importantes contributions ont été reçues du Royaume d'Arabie saoudite et du Sultanat d'Oman, dont la contribution de 26 millions de dollars destinée aux opérations du PAM en République arabe syrienne a constitué un record. Cinq donateurs (l'Andorre, le Brésil, El Salvador, Oman et la Thaïlande) ont versé leur plus grosse contribution en dix ans.

163. Le resserrement de la coordination et de la collaboration au niveau du système des Nations Unies a permis au PAM de mobiliser en 2010 196 millions de dollars provenant de fonds thématiques et de fonds multi-donateurs. Les ressources provenant de fonds de financement commun des Nations Unies ont englobé: i) une première contribution du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, d'un montant de 2,9 millions de dollars, pour les activités immédiates de consolidation de la paix et de relèvement menées en Guinée, en Ouganda, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo; ii) une contribution de 10 millions de dollars du CERF destinée aux opérations spéciales mises sur pied à la suite du séisme en Haïti; et iii) une contribution du CERF de 120 millions de dollars qui a servi à appuyer les opérations menées en République populaire démocratique de Corée et au Yémen, pour lesquelles le financement disponible était insuffisant, ainsi qu'à faciliter les premières opérations organisées à la suite des inondations au Pakistan et du tremblement de terre en Haïti.

164. Le PAM continue d'explorer les possibilités d'utiliser les circuits de financement offerts par les pays du CAD de l'OCDE, en particulier en mobilisant un appui accru dans le cadre des budgets pour l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et la lutte contre le VIH et le sida. Le PAM collabore avec la Commission européenne dans le cadre de l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire lancée en 2009, à laquelle la Commission verse la contribution la plus élevée.

165. En dépit du ralentissement de l'économie mondiale, 143 millions de dollars de contributions en espèces ont été mobilisés en 2010 auprès du secteur privé, contre 104 millions de dollars en 2009; en outre, les dons en nature ont représenté 11 millions de dollars. Collectivement, les donateurs privés ont été en 2010, par ordre d'importance, le sixième donateur du PAM. Dans le cas de l'intervention mise sur pied à la suite du séisme qui a secoué Haïti, ils se sont placés au deuxième rang, avec 17 pour cent du total des fonds mobilisés. Le PAM a resserré ses partenariats à long terme avec le secteur privé, ce qui lui a notamment permis de mobiliser en ligne 8,7 millions de dollars.

166. En 2010, les cinq principaux donateurs du PAM (tous pays membres du CAD de l'OCDE) ont été à l'origine des deux tiers des 4 129,8 millions de dollars de contributions reçus pendant l'année. En outre, 4 des 20 plus gros donateurs ont accru leurs contributions de 10 pour cent au moins par rapport à 2009. Parmi les principaux donateurs du PAM, le Canada, le Japon, le Royaume-Uni et la Suède ont versé leur plus grosse contribution en dix ans. Le PAM s'emploie à améliorer la flexibilité, la prévisibilité et la rapidité de versement des contributions ainsi qu'à minimiser ou éliminer les conditions dont les contributions sont assorties en présentant les dons inconditionnels comme faisant partie des bonnes pratiques des donateurs en matière d'aide humanitaire dans ses accords de partenariat stratégique.

Ressources humaines

167. Au 31 décembre 2010, 12 390 employés du PAM, dont 2 408 dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et 9 982 dans la catégorie des agents des services généraux, étaient titulaires d'engagements d'un an ou plus. Comme les années précédentes, 92 pour cent des agents du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus étaient sur le terrain.

168. Le nombre de femmes occupant le poste de directeur de pays est passé de 20 en 2009 à 22 en 2010; la proportion de femmes occupant un poste de directeur de pays adjoint est passée de 13 pour cent en 2002 à 36 pour cent en 2010. Le pourcentage de femmes titulaires d'un contrat d'un an ou plus était de 29 pour cent en 2010, chiffre inchangé par rapport à l'année précédente. Dans la

catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, les femmes occupaient 39 pour cent des postes en 2010, contre 40 pour cent en 2009. La proportion de femmes occupant des postes de direction au PAM a continué d'augmenter pendant l'année, atteignant 36 pour cent, soit un pourcentage comparable à celui enregistré dans d'autres organismes des Nations Unies, mais le PAM n'a toujours pas réussi à assurer la parité à cet égard (voir la figure 11).

Figure 11: Pourcentage de postes de responsabilité occupés par des femmes

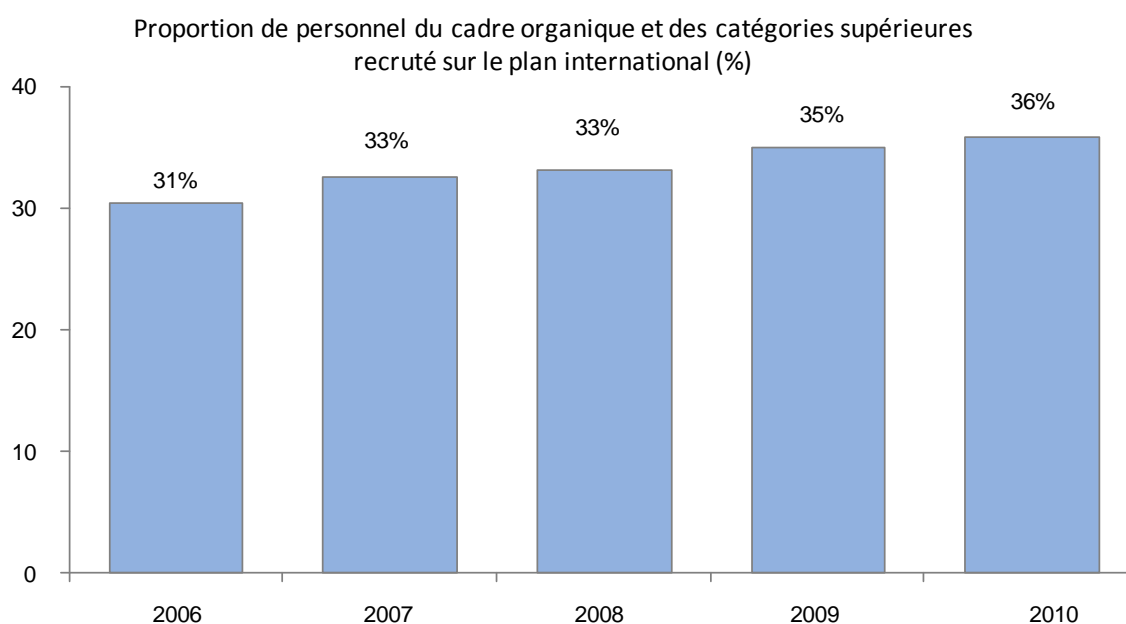


Tableau 2: Mobilisation de ressources

	2010	2009	Résultat comparatif
% des 20 premiers donateurs ayant accru leurs contributions de plus de 10 pour cent	20	15	●
% de couverture des besoins prévus par rapport au financement reçu	58	58	●
% des postes de responsabilité occupés par des femmes (à la classe P-5 et au-dessus)	35,9	35,1	●

Priorité de gestion 2 – Gestion des ressources

169. Cette priorité concerne toutes les questions liées à la gestion efficace des ressources mises à la disposition du PAM: gestion des dépenses, réduction des pertes, garantie de la sécurité et du bien-être des employés, gestion des installations et préservation de l'image de marque et de la réputation du PAM.

Dépenses

170. En 2010, les dépenses du PAM se sont chiffrées à 4 237,7 millions de dollars, soit 9,6 millions de dollars (0,2 pour cent) de plus qu'en 2009. Les quantités de produits alimentaires distribuées pendant l'année ont baissé de 4 pour cent, pour se situer à 4,6 millions de tonnes contre 4,8 millions de tonnes en 2009, ce qui tient en partie au recours accru à de nouvelles modalités d'assistance alimentaire comme les transferts monétaires et les bons d'alimentation.

171. Le coût total par tonne de produits distribués²² ne s'est accru que de 4,6 pour cent en 2010 par rapport à 2009. Ce résultat positif a été obtenu grâce à une gestion efficace des ressources tandis que les prix des produits alimentaires et des carburants fluctuaient pendant l'année, et à la mise au point de nouvelles modalités d'assistance alimentaire comme les transferts monétaires et les bons d'alimentation.

172. En 2010, le PAM a distribué en moins de temps qu'en 2009 des quantités de produits alimentaires presque identiques: la durée moyenne de détention des stocks a été de 3,7 mois en 2010, contre 4,3 mois en 2009, et ce malgré l'allongement du délai moyen de recouvrement des contributions (7,6 mois en 2010 contre 6,3 mois en 2009 [voir le tableau 3]) et l'instabilité des prix des produits alimentaires et des carburants.

Tableau 3: Ratios financiers

	2010	2009
Délai moyen de recouvrement des contributions à recevoir (en mois)	7,6	6,3
Durée de détention des stocks (en mois)	3,7	4,3

173. L'excédent des recettes sur les dépenses s'est rétréci en 2010 pour tomber à 28,5 millions de dollars, contre 145,2 millions de dollars en 2009, essentiellement du fait:

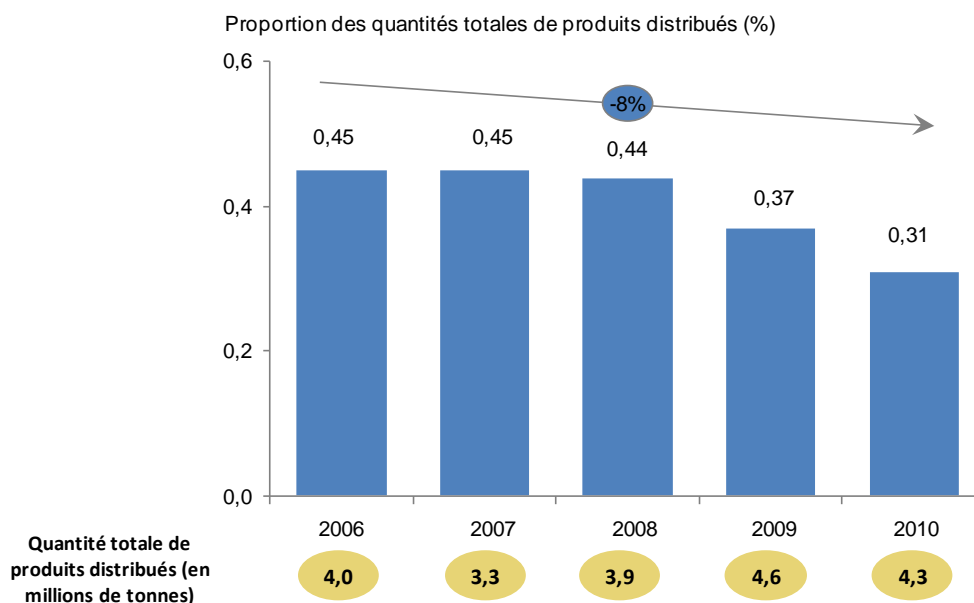
- d'une diminution de 75,4 millions de dollars des recettes provenant des contributions, dont le montant est tombé de 4 205,2 millions de dollars en 2009 à 4 129,8 millions de dollars en 2010;
- d'un accroissement de 9,6 millions de dollars des dépenses, lesquelles sont passées de 4 228,1 millions de dollars en 2009 à 4 237,7 millions de dollars en 2010;
- d'une augmentation des recettes accessoires d'un montant de 21,3 millions de dollars, imputable principalement à la multiplication des activités financées au titre des comptes spéciaux; et
- d'une diminution des autres recettes non opérationnelles de 53,0 millions de dollars: baisse de 36,9 millions de dollars des gains de change imputable au renforcement du dollar des États-Unis enregistré en 2010 par rapport à l'euro (principale monnaie autre que le dollar utilisée par le PAM), et une diminution de 16,1 millions de dollars du rendement des placements détenus par le PAM.

²² Dépenses totales de l'exercice divisées par les quantités de produits distribués.

Réduction des pertes de ressources

174. Les pertes après livraison sont tombées en 2010 à leur niveau le plus bas depuis cinq ans (voir la figure 12), à savoir 0,31 pour cent des quantités de produits manutentionnées, et ont, globalement, reculé de 8 pour cent. Les pertes enregistrées pendant l'année ont été les plus élevées en Haïti (0,9 pour cent), en République démocratique du Congo (0,7 pour cent), au Soudan (0,6 pour cent) et en Somalie (0,4 pour cent).

Figure 12: Pertes après livraison



175. Comme suite aux recommandations formulées par le Commissaire aux comptes, le Secrétariat a adopté un cadre intégré de contrôles internes afin d'améliorer le contrôle de la gestion et la reddition de compte concernant le fonctionnement des processus internes du PAM. Les mesures adoptées en 2010 dans le cadre du programme de renforcement du contrôle de la gestion et de l'obligation redditionnelle ont notamment consisté à:

- élaborer un cadre de principes de contrôle interne à appliquer à tous les aspects des activités du PAM;
- réaliser une analyse des lacunes des principes proposés;
- mettre au point une approche intégrée de la gestion des résultats et de la gestion des risques conformément aux principes ainsi établis;
- actualiser totalement les instructions du Programme concernant la gestion des ressources financières (activité qui doit être achevée en 2011);
- étudier l'exactitude et l'efficacité de la structure existante en matière de délégation de pouvoirs pour les questions financières et les achats;
- revoir les structures de prise de décisions, les propositions de rationalisation des comités internes et la création du Haut-Comité de gestion;
- élaborer de nouveaux processus de suivi de la gestion afin de veiller à ce que les recommandations formulées par les organes de contrôle internes et externes soient appliquées.

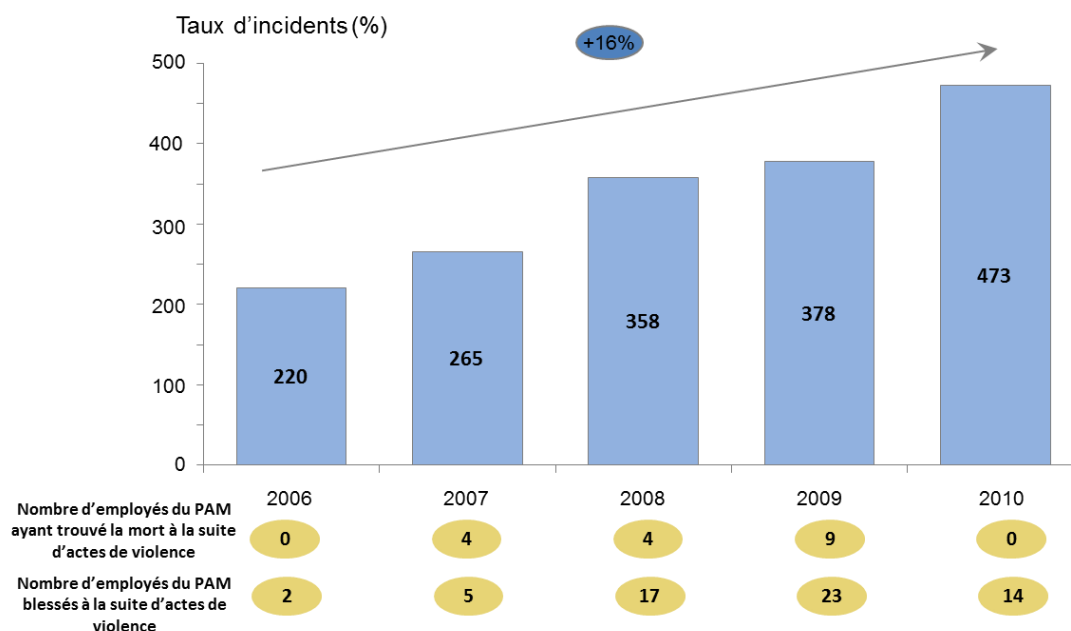
176. Le nombre de recommandations issues des audits internes qui n'ont pas été appliquées est une indication des améliorations apportées aux dispositifs de contrôle interne. Le nouveau processus de suivi de l'application des recommandations issues des audits internes a permis à la direction de donner suite aux 591 recommandations concernant des questions présentant des risques moyens et élevés qui étaient en suspens début 2010. Chacune de ces recommandations a été analysée et des plans d'action ont été élaborés, dont la mise en œuvre a été suivie de près, pour chaque recommandation touchant des questions présentant des risques élevés. Pendant l'année, 400 recommandations ont été réglées, dont 18 des 20 recommandations touchant des questions à haut risque encore non appliquées. Au cours des deux dernières semaines de décembre, 14 rapports d'audit interne ont été publiés; ils contenaient des recommandations touchant 18 questions à haut risque et 105 questions à risque moyen, auxquelles il sera donné suite en 2011. Au 31 décembre 2010, 324 recommandations concernant des questions à haut risque ou à risque moyen étaient encore en suspens, soit 45 pour cent de moins qu'au début de l'année (591 recommandations demeuraient alors inappliquées).

177. Le Système de gestion de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments mis en place en 2010 a pour but de garantir que les produits achetés aux agriculteurs et aux fournisseurs puis distribués aux bénéficiaires du PAM soient sûrs, nutritifs et de bonne qualité. Tous les produits alimentaires doivent être conformes aux normes nationales de santé et de sécurité, lesquelles ont été prises en compte en 2010, lorsque le PAM a mis à jour ses propres spécifications concernant les produits alimentaires. Au niveau des pays, l'on s'est attaché tout d'abord à vérifier la fiabilité des fournisseurs, les bureaux d'inspection utilisés et les laboratoires chargés d'analyser les produits; toutes les entreprises de transformation et tous les fournisseurs et négociants, bureaux d'inspection et laboratoires ont été notés selon des critères précis. L'on s'emploiera dorénavant à constituer une base de données concernant les infractions aux normes de qualité et la performance des fournisseurs afin d'améliorer la gestion de la qualité à long terme.

Sécurité et bien-être des employés

178. Les agents du PAM ont continué d'être victimes de l'insécurité, le nombre d'incidents étant passé de 378 en 2009 à 473 en 2010 (voir la figure 13), soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis que le PAM a commencé à en tenir un décompte, en 2005, année pendant laquelle 231 incidents avaient été signalés. Les incidents touchant la sécurité dont ont été victimes les agents du PAM ont augmenté de 16 pour cent en moyenne au cours des cinq dernières années; une des raisons de l'augmentation du nombre d'incidents déclarés est le fait que les dispositifs permettant de rendre compte de l'insécurité sur le terrain ont été améliorés. L'on continuera à rassembler des informations sur ces incidents et à les analyser pour réduire les risques auxquels sont exposés les fonctionnaires et les avoirs du PAM et faciliter l'adoption de décisions reposant sur des données probantes.

Figure 13: Incidents déclarés touchant la sécurité des employés



179. Du matériel de sécurité supplémentaire a été distribué en 2010 aux bureaux de pays du PAM, compte tenu des menaces et des risques répertoriés dans chaque pays, pour que tous appliquent les Normes minimales de sécurité opérationnelle des Nations Unies; le taux d'application de ces normes a continué de s'améliorer pendant l'année, atteignant 92 pour cent, ce qui traduit la détermination de respecter la politique de sécurité des Nations Unies, fondée sur le principe "pas de programme sans sécurité et pas de sécurité sans ressources". Conformément à sa détermination de renforcer la sécurité, notamment dans le cadre de son approche consistant à savoir "comment rester", le PAM a entrepris un vaste programme de renforcement des mesures de sécurité, qui ont notamment consisté, à la lumière de la tragédie survenue au Pakistan en 2009, à doter différentes installations de dispositifs visant à les protéger contre l'effet de souffle.

Le suivi par satellite des véhicules, facteur de sécurité

En 2010, il a été mis en place dans 12 pays à haut risque un système de suivi des véhicules par satellite: 950 localisateurs permettant d'assurer un suivi en temps réel ont été installés, tout comme des dispositifs d'alarme silencieux à activer en cas d'urgence. Au Soudan, le nouveau système a permis de récupérer cinq véhicules en 2010, dont la valeur dépassait le budget total du système. Tous les véhicules utilisés dans les pays à haut risque et à risque moyen devraient être équipés de dispositifs de localisation d'ici à la fin de 2011.

180. En 2010, le Bureau de la déontologie et la Division des achats ont mis au point un cours de formation intitulé "La déontologie dans les achats" à l'intention de tous les agents du PAM appelés à participer aux achats et ont collaboré avec la Division des ressources humaines pour informer tous les nouveaux employés du PAM des normes d'intégrité attendues d'eux. S'agissant du dispositif de transparence financière, 2 000 demandes de renseignement ont été faites en 2010 par courriel, par téléphone ou en personne. Il se peut que le rôle de conseil et d'orientation du Bureau de la déontologie doive être élargi, celui-ci ayant reçu 67 demandes d'avis en 2010, contre 38 en 2009; ces questions ont porté notamment sur les conflits d'intérêt effectifs ou potentiels (33 pour cent), les

activités menées à l'extérieur (25 pour cent), le Code de conduite ou le Code de déontologie des Nations Unies (16,4 pour cent) et l'acceptation de dons ou de faveurs (13,4 pour cent).

181. Les services du Médiateur ont été sollicités par 264 membres du personnel en 2010, dont la plupart, comme en 2009, étaient en poste sur le terrain. La plupart des problèmes concernaient des agents touchés par les changements résultant d'examens ayant débouché sur des compressions budgétaires ou des modifications des programmes. Suscitaient des préoccupations la façon dont les examens en question étaient gérés et rendus publics, les critères appliqués et la transparence du processus. Les fonctionnaires intéressés avaient le sentiment qu'il n'était pas tenu compte de l'expérience, des compétences et des connaissances. Les fonctionnaires qui avaient quitté le Programme à la suite d'un examen avaient été déçus par les conditions dans lesquelles il avait été mis fin à leur service, car ils pensaient que la durée de leur service se traduirait par des conditions plus généreuses. Les autres problèmes signalés au Médiateur tenaient notamment: i) au fait que les promotions dépendaient des rapports d'évaluation professionnelle et de renforcement des compétences qui n'étaient fréquemment pas dûment établis; et ii) au fait qu'il était difficile d'obtenir des contrats de longue durée donnant droit à une certaine sécurité de l'emploi et à des prestations améliorées, même après avoir accompli plusieurs années de service sur la base de contrats de courte durée en remplissant des fonctions essentielles.

Gestion des installations

182. Le PAM est l'un des organismes des Nations Unies qui émettent les plus grandes quantités de gaz à effet de serre. Cela est dû à l'envergure et à la portée de ses opérations et à l'utilisation considérable qu'il fait de navires, de camions et d'aéronefs. Nombre d'opérations du PAM ont réussi à réduire leur bilan carbone, et l'on s'attache à améliorer les résultats du PAM à cet égard. En 2011, le Programme publiera une stratégie qui aidera tous les bureaux à réduire les émissions, par exemple en optant pour des sources d'énergie renouvelables à la place des combustibles fossiles ou en compensant leurs émissions. Les responsables des opérations menées dans les pays seront encouragés à rendre compte chaque année de leurs émissions de carbone afin de promouvoir une meilleure gestion du carbone et de protéger l'environnement.

183. Afin d'appuyer la gestion de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, la Division de la logistique a conçu un projet visant à incorporer le système de soutien logistique basé sur le système SAP à la deuxième édition du Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS II) afin de normaliser les pratiques opérationnelles, notamment dans les domaines comme la gestion des stocks de produits alimentaires, ainsi que de définir les responsabilités en ce qui concerne tous les mouvements logistiques, qui pourront faire l'objet d'un suivi dans le système. La mise en service de ce système améliorera l'efficacité opérationnelle grâce à une intégration accrue et à une meilleure visibilité de l'information, tout en accroissant la transparence et la cohérence des données. Le projet pilote doit démarrer en juillet 2011.

Image de marque et réputation du PAM

184. En 2010, le PAM a multiplié les activités d'information par le biais de la presse écrite et audiovisuelle et sur le Web: pendant l'année, la presse a mentionné les activités du PAM à 57 534 reprises sur les marchés ciblés faisant l'objet d'un suivi (Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède), soit 10 pour cent de plus qu'en 2009 (52 600).

Tableau 4: Gestion des ressources

	2010	2009	Résultat comparatif
Achats de produits alimentaires: Dépenses prévues et dépenses effectives (%)	57	54	●
Pertes après livraison (%)	0,31	0,34	●
Incidents de sécurité touchant des employés du PAM	378	358	●
Application des normes MOSS (%)	92	90	●

Priorité de gestion 3 – Apprentissage et innovation

185. Il s'agit d'évaluer la façon dont le PAM crée, applique et documente de nouvelles idées, les enseignements tirés de l'expérience et les compétences nécessaires pour améliorer ses résultats, notamment grâce à la conclusion d'accords avec de nouveaux donateurs, la gestion des connaissances, le perfectionnement des compétences du personnel et le développement des capacités de recherche.

Accords avec de nouveaux donateurs

186. Des accords concernant de nouvelles modalités et sources de financement ont été conclus avec 19 donateurs en 2010, contre 7 en 2009. À la fin de l'année, le Brésil a annoncé une contribution en nature de 500 000 tonnes de différents produits alimentaires, qui seront distribués aux populations vulnérables des pays touchés par des situations d'urgence, des catastrophes naturelles ou des conflits, principalement en Afrique et en Amérique latine.

Accord de partenariat stratégique conclu entre le PAM et l'Australie

L'accord de partenariat stratégique conclu entre le PAM et l'Australie pour une durée de quatre ans a commencé à être appliqué en 2010. Il prévoit un financement assuré de 45 millions de dollars australiens (46 millions de dollars É.-U.) par an: 35 millions sous forme de financement multilatéral et 10 millions pour des programmes d'alimentation scolaire. L'accord prévoit également la possibilité d'un financement supplémentaire pour faire face à des situations d'urgence, dont le montant a atteint 40 millions de dollars E.-U. en 2010. La contribution annuelle aux programmes d'alimentation scolaire présente un caractère novateur en ce sens qu'elle comprend un montant de 1 million de dollars australiens par an devant être affecté à l'amélioration des programmes et au renforcement de la capacité du PAM et de ses partenaires d'appuyer les programmes nationaux.

187. Les financements extrabudgétaires provenant de fonds d'affectation spéciale ont beaucoup contribué à l'innovation et à l'apprentissage dans le cadre de la transition de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. En 2010, 36 nouveaux fonds d'affectation spéciale, d'une valeur de 29 millions de dollars, ont été établis pour l'initiative Achats au service du progrès, les transferts monétaires et les distributions de bons d'alimentation, la prise en compte de la problématique hommes-femmes, les solutions au problème de la faim, la réduction des risques de catastrophe, le

changement climatique, les nouvelles stratégies en matière d'alimentation scolaire et de nutrition, les analyses de la sécurité alimentaire, les études de marché et les programmes "Unis dans l'action". Les fonds d'affectation spéciale constitués par les donateurs ont permis aux bureaux de pays de mettre au point de nouvelles modalités de mise en œuvre et d'évaluation des programmes de transferts monétaires et de distribution de bons d'alimentation: au Burkina Faso, par exemple, les enseignements tirés d'un programme pilote de bons d'alimentation ont débouché sur l'élaboration, pour les programmes de transferts monétaires en milieu urbain, d'une nouvelle stratégie destinée à appuyer la conception de programmes de protection sociale dont d'autres bureaux de pays pourraient s'inspirer.

Gestion des connaissances

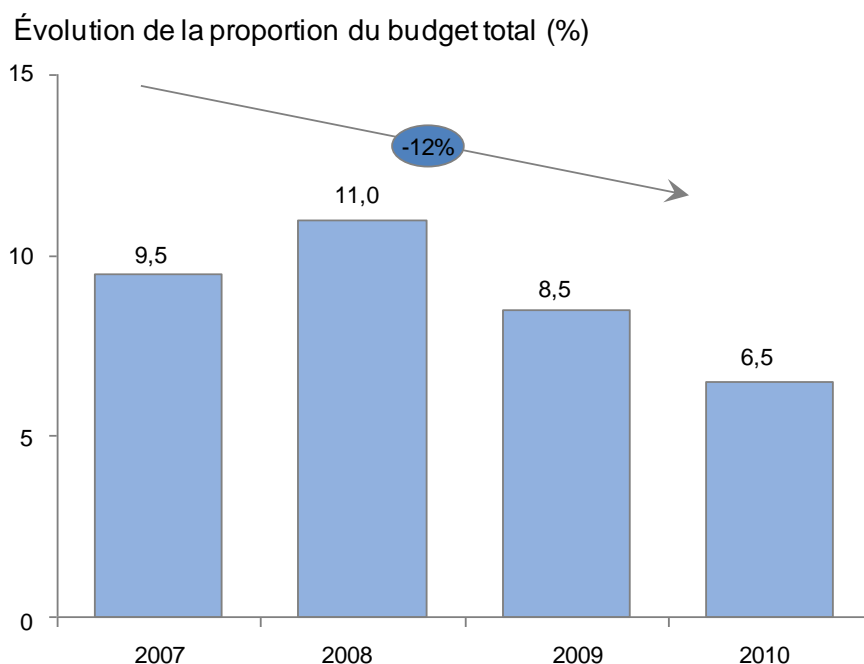
188. En 2010, le PAM a entrepris de moderniser sa structure de technologies de l'information et des communications (TIC) en ayant recours à des innovations techniques et à de nouvelles modalités de prestation de services, afin d'améliorer la flexibilité et l'efficacité opérationnelles et de rehausser le niveau des services fournis sur le plan mondial. Les quatre initiatives concernant les TIC menées pendant l'année sont les suivantes:

- FoodLink. Il s'agit d'améliorer l'infrastructure technique des communications en élargissant la couverture et en étoffant les capacités des systèmes de télécommunications du PAM grâce aux systèmes les plus modernes de connectivité par fibre optique, qui sont plus économiques.
- Connect. Service mondial de communication en temps réel intégrant courriel, transmissions vocales et vidéo, ce système permet d'assurer des communications plus efficaces et moins coûteuses grâce à l'utilisation de l'informatique en nuage, au regroupement des technologies et des serveurs et à une meilleure exploitation des services du Centre international de calcul des Nations Unies.
- Plateforme intégrée pour la préparation aux situations d'urgence (EPIC). Cette plateforme, qui prend le relais d'initiatives précédentes, renforce les capacités opérationnelles d'intervention en mettant des TIC de la dernière génération à la disposition des acteurs humanitaires participant aux interventions d'urgence et aux opérations sur le terrain.
- One Truth. Ce système, fondé sur les plates-formes susmentionnées, a pour objet de renforcer la transparence et les capacités de gestion en offrant une seule et même source conviviale d'information sur les opérations.

189. Ces nouvelles solutions sont fondées, conformément aux pratiques optimales suivies dans le secteur, sur un modèle de prestation individuelle qui convertit les coûts indirects en coûts directs; cela donne aux directeurs de programmes la possibilité de contrôler leurs dépenses et de les relier aux utilisations effectivement faites des systèmes, et permet de gérer les installations informatiques selon le principe du coût de possession.

190. La part de son budget que le PAM a investie dans les TIC en 2010 était de 6,7 pour cent, soit moins que les années précédentes, ce qui correspond à une période de consolidation après les investissements consacrés aux nouvelles technologies. Au cours des quatre dernières années, la part de son budget que le PAM a investie dans les TIC a diminué de 12 pour cent en moyenne (voir la figure 14).

Figure 14: Investissements dans les TIC



191. En 2010, le Conseil d'administration a approuvé de nouveaux investissements pour renforcer le système de gestion de la trésorerie du PAM. Le Programme a modernisé sa plate-forme SAP et l'a installée dans presque tous les bureaux de pays. Cet investissement dans la gestion de la trésorerie et l'intégration au système de gestion électronique des comptes bancaires aura pour effet: i) d'améliorer les mécanismes de contrôle financier des bureaux extérieurs grâce à un chargement automatisé des fichiers concernant les paiements et des relevés bancaires; ii) de réduire les commissions bancaires; iii) de réduire le nombre de comptes bancaires et les soldes des liquidités détenues par les bureaux extérieurs; et iv) d'effectuer des paiements importants aux fournisseurs, employés et bénéficiaires des projets de transferts monétaires et de bons d'alimentation. Au Siège, près de 100 pour cent des opérations ont été traitées électroniquement, et il devrait bientôt en être de même sur le terrain. Ces fonctionnalités amélioreront la gestion interne des fonds de roulement, ce qui permettra d'en accroître les taux de rendement et de réduire les commissions perçues sur les placements sans pour autant accroître le profil de risque des soldes de trésorerie du Programme. Jusqu'à présent, le PAM a pu obtenir des taux de change compétitifs pour la conversion d'une monnaie forte en monnaie locale (opération sur laquelle les banques perçoivent des commissions élevées) et il pourra ainsi automatiser ses opérations en devises afin d'en améliorer l'efficacité.

192. L'on a commencé en 2009 à améliorer la qualité et le flux de l'information entre les bureaux de pays, les bureaux extérieurs, les bureaux de liaison et le Siège afin de veiller à ce que le personnel comprenne bien l'ampleur et la complexité des activités du PAM. À cette fin, on a notamment créé sur l'Intranet du PAM une section consacrée aux nouvelles et aux messages concernant le Programme, un forum de discussion en ligne en temps réel a été organisé, et des mécanismes ont été mis en place en vue de faciliter les échanges de vues et d'information. En ce qui concerne les usagers extérieurs, le nombre de consultations du site Web du PAM (wfp.org), dans ses différentes versions linguistiques, a augmenté de 35 pour cent pour atteindre 3,9 millions de visites, contre 2,9 millions

en 2009. Le PAM a accru de 515 pour cent sa présence sur Facebook, Twitter et YouTube: il a eu en 2010 337 000 abonnés, contre 54 845 en 2009.

Perfectionnement du personnel

193. À l'appui du Plan stratégique pour 2008–2013, quatre modules de formation ont été organisés pour les cadres à la faveur de 18 programmes d'apprentissage en ligne. Ces cours ont été les suivants: i) une formation en salle, achevée par 54 des 55 participants ii) un programme de perfectionnement des cadres, achevé par 131 des 157 participants; iii) des cours organisés par le Centre commun de perfectionnement des cadres, suivis jusqu'au bout par les 154 participants; et iv) un programme destiné aux cadres intermédiaires élaboré par le PAM et le Centre européen de gestion à l'intention des cadres des classes P-3 et P-4, qu'ont achevé les 144 participants.

194. La mise en place du système de gestion de l'apprentissage a permis de donner accès à 261 cours de formation en ligne. Ce système a suscité des appréciations positives de 11 476 usagers (soit 77 pour cent du personnel du PAM) de 6 bureaux régionaux, 75 bureaux de pays et 17 bureaux de liaison et bureaux auxiliaires.

195. En réponse à l'augmentation du nombre d'accidents de la route impliquant des membres du personnel et des biens du PAM, la Division des services de sécurité du PAM a organisé une formation à l'intention des chauffeurs et a mis en place un système de suivi des véhicules par satellite. La formation des chauffeurs est dispensée en collaboration avec le Programme mondial de location de véhicules et se poursuivra pendant toute l'année 2011; 1 500 véhicules seront équipés de dispositifs de localisation par satellite, et une formation sera dispensée à 75 pour cent des chauffeurs du PAM.

Recherche

196. Le PAM souhaite disposer de chaînes d'approvisionnement fiables, flexibles et extensibles ou compressibles pouvant s'adapter efficacement à l'évolution des besoins des bénéficiaires, qu'il s'agisse de la nature ou des quantités de produits alimentaires à distribuer. À cette fin, il est indispensable de pouvoir exploiter efficacement l'information disponible, et le PAM a donc publié en 2010 un ouvrage intitulé *Revolution: from Food Aid to Food Assistance*, qui analyse les solutions novatrices élaborées pour lutter contre la faim.

197. Aucune institution n'a le monopole des connaissances au sujet des solutions au problème de la faim. Aussi le PAM s'emploie-t-il, entre autres, à catalyser les échanges de connaissances et de données d'expérience. Le Brésil compte ainsi parmi les nouveaux pays donateurs qui aident à combattre la faim partout dans le monde en partageant l'expérience et les compétences qu'ils ont acquises avec les pays en développement et en encourageant les pays à prendre en main les solutions au problème de la faim. Ainsi, le Centre d'excellence en matière d'alimentation scolaire, de sécurité alimentaire et de nutrition, financé au titre de la phase III du Fonds d'affectation spéciale brésilien, collabore avec le Fonds national brésilien pour le développement de l'éducation et le Bureau de la coordination générale de l'action humanitaire au service de la lutte contre la faim du Ministère brésilien des affaires étrangères.

198. En mai 2010, le PAM et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont publié une étude conjointe de 37 projets pilotes d'assurance indexée sur les conditions météorologiques afin de déterminer comment pourraient être organisés des projets durables d'assurance à grande échelle.

Tableau 5: Apprentissage et innovation

	2010	2009	Résultat comparatif
Nombre d'accords avec des donateurs prévoyant de nouveaux mécanismes ou sources de financement	19	7	●
Investissements dans les TIC en % du budget du PAM	6,7	8,5	●

Priorité de gestion 4 – Processus opérationnels internes

199. Les processus internes sont les systèmes qui permettent d'assurer la continuité des opérations du PAM, s'agissant notamment de l'allocation des ressources, de la budgétisation, des achats, de la comptabilité, de l'appui informatique et du partage de l'information.

Allocation des ressources et budgétisation

200. En 2010, 85 pour cent des ressources du PAM ont été allouées aux pays représentant les quatre cinquièmes du total des besoins, contre 83 pour cent en 2009. Conformément à la décision du Conseil d'administration, selon laquelle au moins 90 pour cent des ressources multilatérales disponibles pour des activités de développement devraient être allouées aux pays les plus pauvres, 94 pour cent de ces ressources ont été allouées à ces pays en 2010.

201. En 2010, le Conseil a approuvé 124 avances d'un montant total de 586,2 millions de dollars, chiffre record pour ce qui est aussi bien du nombre que de la valeur des prêts. La même année, 59 bureaux de pays ont eu recours aux mécanismes de préfinancement du PAM (mécanisme de financement anticipé, CII et Mécanisme d'avance au titre des coûts d'appui directs (CAD) et des autres coûts opérationnels directs [Autres COD]). Ces prêts ont aussi été utilisés pour des services tels que le Programme mondial de location de véhicules et ont permis aux bureaux de pays et aux bureaux régionaux de demander de fonds avant que ne soient confirmées les contributions prévues afin de pouvoir assurer opportunément les livraisons de produits alimentaires et ainsi éviter des ruptures de la filière d'approvisionnement.

202. Lors des trois grandes situations d'urgence survenues en 2010 en Haïti, au Niger et au Pakistan, les bureaux de pays ont pu secourir immédiatement les populations sinistrées grâce aux avances d'un montant de 163,9 millions de dollars obtenues au titre du préfinancement, lequel a beaucoup contribué à garantir la continuité de toutes les opérations.

203. En 2010, les 37 000 tonnes de produits alimentaires achetés grâce au Mécanisme d'achat anticipé à la suite de la sécheresse qui a sévi au Niger ont permis au PAM d'intervenir immédiatement et ont contribué à raccourcir les délais de livraison, et donc à favoriser la ponctualité des distributions de vivres.

Achats

204. En 2010, le PAM a acheté 3,2 millions de tonnes de produits alimentaires dans 76 pays (voir l'annexe VI); ces produits ont représenté une valeur de 1,25 milliard de dollars, chiffre qui n'avait été dépassé qu'en 2008 (1,4 milliard de dollars). Cette année-là, les quatre cinquièmes des vivres achetés

l'avaient été dans des pays en développement, ce qui avait injecté 925 millions de dollars dans leur économie.

205. En janvier 2010, le PAM a signé avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement un mémorandum d'accord concernant l'assistance aux pays de la Corne de l'Afrique, qui représente 40 pour cent des quantités de produits alimentaires livrées par le PAM.

206. En 2010, le PAM a acheté 1,2 million de tonnes de blé, chiffre qui n'avait été égalé qu'en 2004, lors de la crise en Iraq. Le blé et la farine de blé ont représenté 44 pour cent des achats de produits alimentaires, le maïs et la farine de maïs 21 pour cent et les aliments composés 11 pour cent; le riz et les légumes secs ont représenté chacun 9 pour cent des achats. Les quantités considérables de blé nécessaires en 2010 ont tenu aux besoins supplémentaires liés aux secours aux populations sinistrées par les inondations au Pakistan, et 560 000 tonnes ont été achetées dans le pays.

207. En 2010, le PAM a acheté sept fois plus d'aliments enrichis qu'en 2009; il est en effet fermement résolu à lutter contre la malnutrition pendant les 1 000 jours allant de la conception à l'âge de 24 mois.

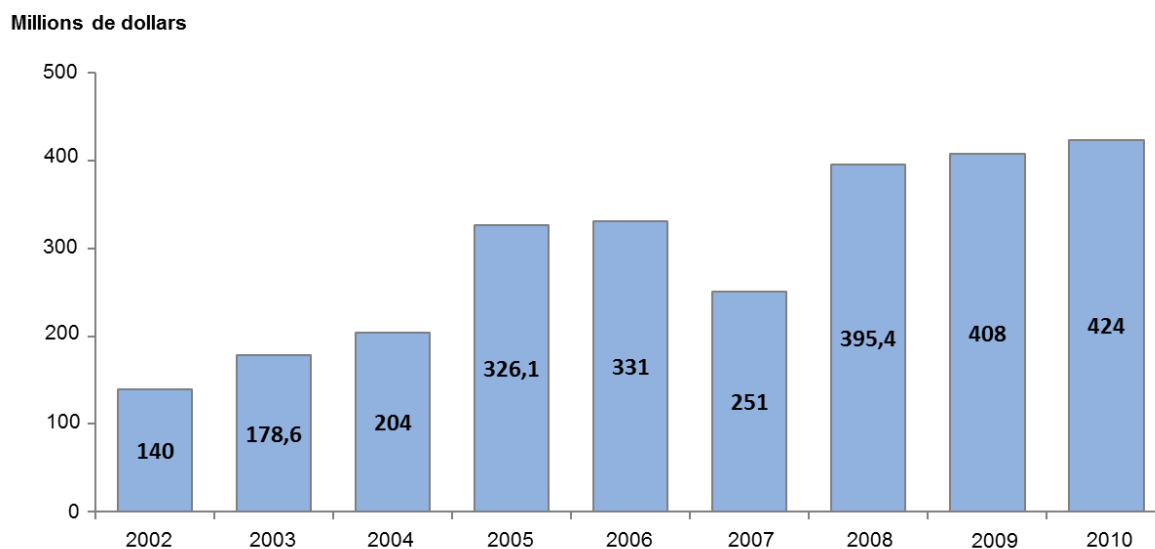
208. La majeure partie des produits alimentaires sont venus d'Asie, où ont été achetées 1,28 million de tonnes de produits d'une valeur de 540 millions de dollars, suivie par l'Afrique, avec 985 000 tonnes, d'une valeur de 329 millions de dollars. En 2010, le PAM s'est engagé à acheter 13 000 tonnes de blé (soit suffisamment pour nourrir 500 000 personnes pendant trois mois) au Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage de l'Afghanistan, grâce à des fonds fournis par l'Agency for International Development des États-Unis (USAID). Le PAM a également acheté 85 000 tonnes de blé en Éthiopie.

209. Le PAM a acheté 85 000 tonnes de produits alimentaires par le biais du Mécanisme d'achat anticipé sur la base d'une prévision des besoins globaux plutôt que des besoins liés aux projets, essentiellement à l'intention des populations touchées par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et au Sahel. Les délais moyens de livraison, qui étaient de 117 jours en 2008, avant l'introduction du Mécanisme d'achat anticipé, ont été réduits de 30 à 60 jours en 2010.

Préfinancement au Soudan

Un financement anticipé d'un montant de 186,8 millions de dollars a été approuvé pour acheter 182 000 tonnes de produits alimentaires et couvrir les frais de livraison et les dépenses d'appui. Les produits ont pu être prépositionnés avant la saison des pluies au Darfour et au Sud-Soudan, période pendant laquelle ces régions sont inaccessibles par voie terrestre. Ces mesures ont permis de satisfaire les besoins alimentaires de 5 millions de bénéficiaires et ont évité de devoir organiser des ponts aériens, qui coûtent cinq fois plus cher que le transport terrestre.

210. En 2010, le PAM a acheté pour 424 millions de dollars de produits et de services, chiffre record (voir la figure 15). Les dépenses afférentes à l'entreposage, aux services logistiques et aux véhicules ont représenté le quart de ce montant. Les trois quarts des biens et des services achetés l'ont été dans des pays en développement.

Figure 15: Achats de biens et de services par le PAM

211. Le 1^{er} décembre 2009, le Comité interorganisations de coordination du PAM, de la FAO et du FIDA a approuvé le concept d'équipe commune chargée des achats, qui a commencé de fonctionner à titre pilote en janvier 2010. En se fondant sur les règles et procédures standard applicables aux marchés passés conjointement pour l'acquisition commune de biens, de travaux et de services aux sièges de ces institutions, l'équipe a lancé 17 appels d'offres d'une valeur de 22 millions de dollars, et a ainsi pu réaliser plus d'économies que l'objectif fixé, à savoir 3 pour cent ou 660 000 dollars. Un rapport sur cette initiative sera établi en 2011.

Appui informatique et partage de l'information

212. En 2010, 99,8 pour cent des bureaux du PAM avaient pleinement accès aux services informatiques, contre 99,5 pour cent les années précédentes, la politique du PAM étant que le personnel humanitaire doit avoir accès à tout moment aux services de communication. Des communications fiables sont essentielles à toute opération, mais les normes doivent être particulièrement rigoureuses dans les régions peu sûres. Conformément aux politiques et procédures établies de l'ONU, le PAM définit pour toutes les opérations les Normes minimales de sécurité des télécommunications (MISTS) applicables en matière de matériel, de maintenance, de procédures et de personnel chargé du contrôle de la sécurité.

213. En 2010, le PAM a continué de développer les fonctionnalités du système WINGS II après la mise à niveau opérée en juillet 2009. L'on s'est notamment attaché à résoudre les problèmes que soulève habituellement la mise en service d'un nouveau système informatique, à réviser les procédures applicables à la lumière des résultats donnés par les premiers essais et à établir une série plus complète de mécanismes plus robustes de gestion et de rapports aux donateurs. Le système WINGS II est pleinement compatible avec ce qu'exigent les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), sur lesquelles sont fondés les processus usuels de gestion financière. Le Secrétariat

présentera un rapport au Conseil en juin 2011 après qu'un consultant extérieur aura, sur la base d'un audit usuel, évalué les gains d'efficacité rendus possibles par le système WINGS II.

Tableau 6: Processus internes

	2010	2009	Résultat comparatif
% des ressources allouées aux pays les plus aidés dont les besoins cumulés représentent 80% du total	85	83	●
Disponibilité des services informatiques (%)	99,84	99,50	●

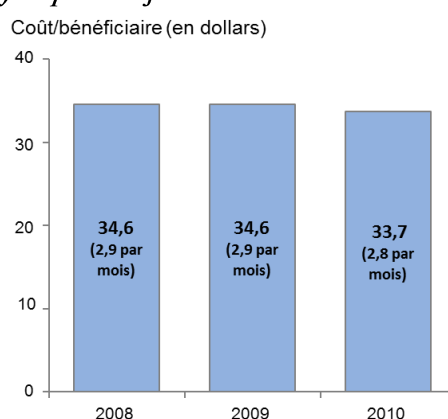
Priorité de gestion 5 – Efficacité opérationnelle

214. Par efficacité opérationnelle, l'on entend les résultats donnés par les services visant directement à permettre une exécution efficace des projets et des programmes. Ces services concernent notamment la conception des projets, la gestion des ressources, l'exécution, les transports, la gestion des distributions et de la filière d'approvisionnement, les partenariats et la participation des parties prenantes.

Conception des projets, gestion des ressources et exécution

215. Le coût moyen par bénéficiaire des opérations du PAM a reculé de 3 pour cent entre 2008 et 2010 pour tomber à 33,7 dollars (voir la figure 16). Cette réduction porte à conclure que l'efficacité opérationnelle s'est améliorée, mais doit être analysée à la lumière de la situation régnant dans chaque pays.

Figure 16: Coûts annuels directs moyens par bénéficiaire²³

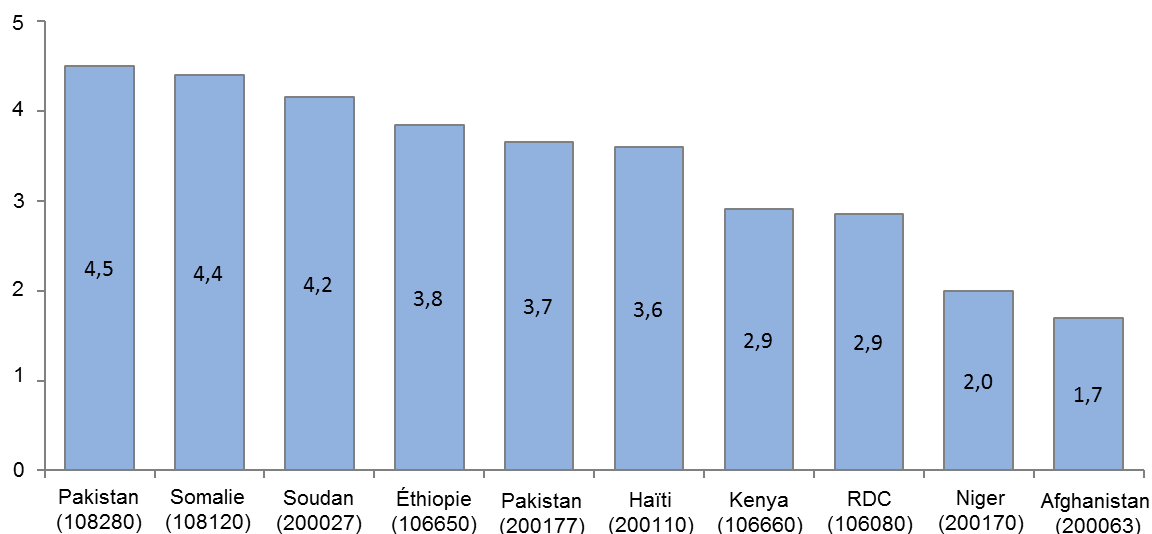


216. Les coûts les plus élevés enregistrés pendant l'année ont été ceux concernant les opérations d'urgence menées dans des régions peu sûres comme certaines régions du Pakistan, de la Somalie et du Soudan (figure 17), par suite des importants obstacles logistiques rencontrés, qui ont rendu très difficile l'accès aux bénéficiaires, et de la nécessité d'adopter des mesures de sécurité supplémentaires.

²³ Coûts directs tels que figurant dans l'État financier V.

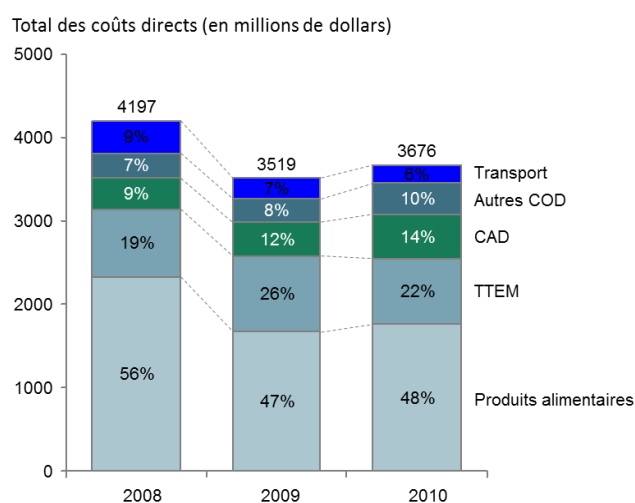
Figure 17: Coûts directs mensuels moyens par bénéficiaire

Coûts directs mensuels moyens par bénéficiaire (en dollars)



217. Les produits alimentaires représentent généralement 50 pour cent des coûts directs du PAM mais en 2009 et vers la fin de 2010, périodes marquées par une hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux, cette proportion est tombée à 48 pour cent. Cela a été dû en partie à la mise en œuvre de programmes de transferts monétaires et de distribution de bons d'alimentation.

218. La proportion accrue représentée par les Autres COD et les CAD s'explique par la multiplication des situations d'insécurité dans lesquelles le PAM doit opérer, le coût de la mise sur pied des opérations d'urgence en Haïti, au Niger et au Pakistan, l'augmentation du nombre d'opérations spéciales ne faisant pas intervenir de distributions de vivres et le passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire. Le transport et le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM) ont constitué une plus faible proportion des coûts directs en 2010 qu'en 2009 (voir la figure 18).

Figure 18: Pourcentage des coûts directs, par composante de coûts

Transports et livraison

219. Dès la survenance des crises qui ont marqué l'année 2010, les services logistiques du PAM sont intervenus dans les 24 à 48 heures pour évaluer la situation et renforcer les moyens logistiques. Les cinq entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies ont facilité le déploiement immédiat de produits alimentaires, d'articles non alimentaires et de matériel d'appui opérationnel dans les 48 heures suivant la demande. Le Service des transports aériens du PAM a trouvé une compagnie commerciale de transport aérien dans les trois heures suivant la demande qui lui avait été faite et il a positionné des hélicoptères et des aéronefs dans les 72 heures. Le PAM a livré de 40 000 à 50 000 tonnes de produits alimentaires par la voie maritime, ce qui lui a offert une possibilité unique d'ordonner rapidement des changements de cap pour faire face aux besoins les plus urgents.

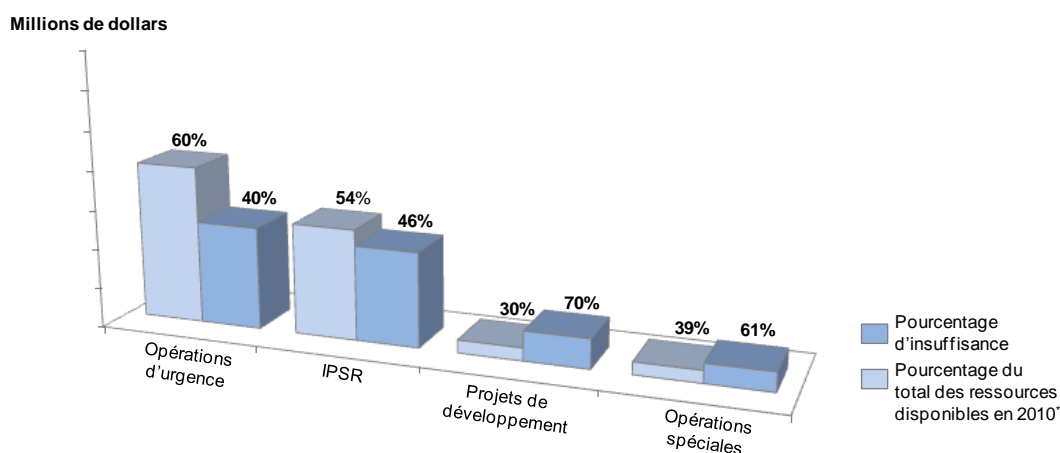
220. Afin d'aider le PAM à mettre en œuvre les moyens supplémentaires nécessaires lorsque sont survenues les crises, 18 partenaires de réserve ont mis à disposition du personnel spécialisé dans les transports aériens, la logistique, l'ingénierie, les programmes et les communications. En 2010, ils ont ainsi fourni les services de 166 agents, dont 52 dans le cadre des modules de services mobilisés en Haïti et au Pakistan ainsi que dans d'autres pays où étaient menées des interventions prolongées. Ainsi, pour faciliter l'intervention au Pakistan, RedR, ONG internationale offrant des services de recrutement, de formation et d'appui aux organismes humanitaires, a déployé dans les 24 heures un spécialiste des transports aériens.

221. Le PAM a utilisé le système GT Nexus de suivi des conteneurs pour surveiller les acheminements dans le monde entier et permettre aux bureaux de pays de mieux savoir où se trouvent les marchandises en cours de transport par mer. Le PAM fait appel à 60 compagnies de transport maritime pour transporter chaque année 55 000 conteneurs de 80 ports de chargement à 70 ports de déchargement. Le suivi des conteneurs est une opération difficile, mais grâce à ce système, les bureaux de pays peuvent recevoir automatiquement chaque semaine des messages indiquant quels conteneurs doivent arriver au cours des 30 jours suivants.

Gestion des distributions et de la filière d'approvisionnement

222. En 2009 et 2010, les quantités de vivres effectivement distribuées ont représenté 70 pour cent des quantités prévues. En 2010, il a été possible de secourir 93 pour cent des bénéficiaires prévus, contre 87 pour cent en 2009. Le manque de ressources a suscité des problèmes majeurs pour nombre d'opérations du PAM: ainsi, 30 pour cent seulement des besoins répertoriés au titre du développement ont pu être couverts en 2010, et 39 pour cent seulement des ressources nécessaires aux opérations spéciales ont pu être mobilisées (voir la figure 19). L'impact du manque de ressources n'a pas été aussi marqué dans le cas des opérations de moindre envergure: dans le cas des 20 pays ayant le plus besoin de ressources, 4 pour cent seulement des besoins n'ont pu être couverts.

Figure 19: Insuffisance des ressources, par catégorie d'activité



*Y compris les reports, les ressources multilatérales à emploi spécifique, les ressources multilatérales, les transferts de ressources et le recouvrement des coûts. Chiffres fondés sur le **Programme de travail pour 2010 WINGS II**

223. La plupart des opérations ayant dû faire face à un déficit important de ressources se sont attachées à continuer de secourir le même nombre de bénéficiaires en réduisant les quantités de vivres distribuées; dans d'autres cas, la priorité a été accordée aux interventions visant à sauver des vies. Parfois, le recours au CII a aidé à éviter des ruptures de la filière d'approvisionnement, par exemple au Soudan, ou bien à faciliter l'assistance du PAM, comme dans le cas des réfugiés au Rwanda et des réfugiés somaliens et des personnes déplacées au Yémen.

Faire face aux ruptures de la filière d'approvisionnement au Soudan

Les ressources ayant manqué au début de 2010, le PAM a dû revoir l'assistance qu'il avait prévu d'apporter au Soudan, afin d'accorder la priorité aux interventions visant à sauver des vies. Même ainsi, il a dû réduire son appui à certaines d'entre elles. Au Sud-Soudan, le PAM s'est attaché à secourir 1,9 million de personnes gravement touchées par l'insécurité alimentaire et il a dû cesser de venir en aide aux 600 000 personnes qui n'étaient que modérément touchées par l'insécurité alimentaire et a suspendu son soutien aux activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration destinées à 30 000 ex-combattants et leur famille. Toutes les activités VPF ont été suspendues au Sud-Soudan, ce qui a touché 57 000 personnes. Les activités Vivres pour l'éducation menées dans le centre et l'est du Soudan ont également dû être suspendus pour 180 000 bénéficiaires, de même que le projet visant à encourager la scolarisation des filles, dont devaient bénéficier 81 000 filles au Sud-Soudan. Le mélange maïs-soja qui devait être distribué dans le contexte des programmes d'alimentation scolaire a été à la place distribué dans le cadre des programmes de supplémentation alimentaire généralisée mis sur pied pendant la saison maigre à l'intention de 450 000 enfants de moins de 5 ans.

Partenariats/Participation des parties prenantes

224. Environ 2,2 millions de tonnes de produits alimentaires du PAM (soit 50 pour cent du total) ont été distribués par l'entremise d'ONG partenaires en 2010; 90 pour cent des bureaux de pays ont signalé avoir noué des partenariats opérationnels avec des ONG, lesquelles ont été particulièrement actives dans le contexte des distributions générales de vivres ainsi que des programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles et des programmes VPF. World Vision International a continué d'être le principal partenaire du PAM, collaborant à l'organisation de 41 projets dans 30 pays. Les autres grandes ONG partenaires étaient Save the Children International, CARE International, Catholic Relief Services et Plan International. En 2010, le PAM a travaillé en partenariat avec 2 000 ONG: 200 ONG internationales et 1 800 organisations locales et communautaires, soit 17 pour cent de moins qu'en 2009.

225. Cette diminution s'explique principalement par le fait que le nombre d'ONG et d'organisations communautaires partenaires du PAM en Colombie est passé de 666 en 2009 à 391 en 2010, principalement par suite des modifications qui ont été apportées aux critères de collecte de données, qui ont conduit à reclasser plusieurs partenaires. En Guinée, le nombre d'ONG partenaires, qui est tombé de 68 à 10 seulement, a été réduit car des contraintes financières et des ruptures de la filière d'approvisionnement ont entravé certaines activités: les activités VCT ont été suspendues, la priorité étant accordée aux programmes d'alimentation scolaire et d'assistance nutritionnelle. Au Soudan, le nombre de partenaires est passé de 174 à 140, en partie parce que certaines ONG ont cessé d'opérer dans les zones peu sûres, auquel cas le PAM a parfois assuré lui-même directement les distributions de vivres, et aussi parce que certaines petites organisations communautaires ne répondaient pas aux critères de performance du PAM. L'on s'emploie à remédier à ce problème en renforçant les capacités de ces organisations et en essayant de créer des coopératives.

226. Au Niger, les distributions de vivres ont été multipliées par dix à la suite de la crise. Pour ce faire, le PAM a accru le nombre de partenariats noués avec des ONG internationales et locales, qui est passé de 36 à 53; cela a permis de disposer des compétences spécialisées nécessaires pour mener à bien des distributions de vivres à grande échelle et à les surveiller.

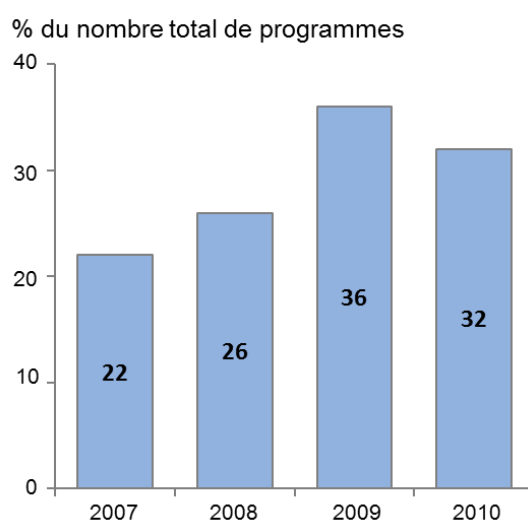
227. Afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité, le PAM s'est attaché, de plus en plus, à planifier et à concevoir conjointement les opérations; il a également conjugué ses efforts de plaidoyer à ceux

d'autres organismes des Nations Unies, avec qui il a en outre harmonisé ses opérations, afin de maximiser l'impact sur le développement. Il s'est employé en particulier à harmoniser et à simplifier les pratiques opérationnelles concernant les achats, les TIC et la politique harmonisée concernant les transferts de fonds. En 2010, le PAM a collaboré avec d'autres organismes des Nations Unies à la mise en œuvre de 71 programmes conjoints²⁴ dans 46 pays; 32 pour cent des projets du PAM ont été réalisés dans le cadre de programmes conjoints des Nations Unies, contre 36 pour cent en 2009, diminution imputable aux ajustements techniques apportés aux programmes conjoints menés en Guinée, au Malawi et au Mozambique (voir la figure 20). En Afrique subsaharienne, 80 pour cent des 35 bureaux de pays du PAM ont participé à au moins un programme conjoint des Nations Unies en 2010. Le rôle de chef de file joué par le PAM dans les modules de la logistique et des TIC a permis d'importantes économies dont a profité l'ensemble de la communauté humanitaire.

228. La collaboration entre la FAO, le FIDA et le PAM a été resserrée à la faveur de projets pilotes conjoints entrepris à la fin de 2009. Le PAM et la FAO ont continué de collaborer à la mise en œuvre de 93 projets dans 56 pays, principalement dans les domaines de l'agriculture, des groupes thématiques sur la sécurité alimentaire et des évaluations. Le PAM et le FIDA ont collaboré à l'exécution de 14 projets dans 15 pays, principalement des activités VCT et VPF et des programmes de microcrédit. Un exemple de la collaboration qui s'est instituée au niveau des pays pour faciliter la transition des secours vers le redressement a été la création par le PAM, la FAO et le FIDA d'une équipe spéciale conjointe sur la sécurité alimentaire, qui a aidé le Gouvernement haïtien à mettre en œuvre des activités d'assistance alimentaire aussi bien immédiates qu'à moyen et à long terme, et à intégrer la production agricole aux programmes de protection sociale.

229. Les cinq principaux organismes des Nations Unies partenaires du PAM pour l'exécution de projets sont demeurés le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF, la FAO, l'OMS et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; les principales organisations internationales partenaires étaient l'Organisation internationale pour les migrations, le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le PAM a signé avec le PNUD un mémorandum d'accord global concernant les moyens de subsistance et le redressement, le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, et le renforcement de la collaboration à la faveur du système d'action groupée. Le PAM a également établi la version définitive d'un mémorandum d'accord avec le Fonds des Nations Unies pour la population visant à favoriser la collaboration dans le cadre des situations d'urgence, des périodes de transition et du développement, compte tenu de la problématique hommes-femmes: i) en accélérant l'accès aux produits de santé procréative grâce à une coopération dans le domaine de la logistique; ii) en utilisant les entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies pour positionner lesdits produits; et iii) en s'attachant à prévenir la violence sexuelle et sexiste parmi les groupes vulnérables.

²⁴ Les programmes ou projets conjoints sont réalisés par au moins deux organismes qui s'emploient à évaluer les problèmes à résoudre et à concevoir des interventions caractérisées par une communauté d'objectifs, d'actions, de délais et de ressources sur la base d'une définition claire des responsabilités respectives. Ces programmes font l'objet d'un descriptif unique indiquant les responsabilités de toutes les parties et les liens entre elles.

Figure 20: Pourcentage de programmes ayant un caractère conjoint**Unis dans l'action: pour une intervention plus efficace**

Plusieurs des pays où a été entreprise l'initiative "Unis dans l'action" ont harmonisé et simplifié leurs pratiques opérationnelles. Au Mozambique, par exemple, il ressort d'un rapport sur l'efficacité de l'aide²⁵ publié en 2010 que les négociations conjointes menées par les organismes des Nations Unies au sujet de la prestation de services de sécurité ont ramené les coûts des mesures de sécurité, initialement estimés à 1 025 dollars par mois, à 780 dollars par mois. La négociation conjointe d'un audit de l'application de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds a réduit les coûts de 15 pour cent. En outre, une analyse des processus opérationnels a révélé que des achats harmonisés permettraient d'économiser de 10 à 15 pour cent sur les coûts de transaction de tous les articles achetés et jusqu'à 10 pour cent des heures de travail; cette analyse a également montré que la conclusion d'accords à long terme avec des fournisseurs, sur la base des mêmes méthodes d'achat, permettrait d'économiser 700 dollars et 17 heures de travail par opération.

Tableau 7: Efficacité opérationnelle

	2010	2009	Résultat comparatif
Quantités de produits alimentaires effectivement distribuées par rapport aux quantités prévues (%)	70	71	●
Nombre de bénéficiaires effectifs par rapport au nombre prévu (%)	93	87	●
% d'opérations dans le cas desquelles le nombre prévu de bénéficiaires a dû être réduit	58	53	●
% de programmes du PAM qui sont des programmes conjoints	32	36	●

²⁵ Numéro de janvier 2010 du bulletin Delivering-as-One paru au Mozambique, pays pilote.

Enseignements tirés

230. Le PAM a tiré des activités menées en 2010 plusieurs enseignements qui s'appliquent à toutes les priorités de gestion et questions qui ont une incidence sur sa capacité de combattre efficacement la faim, ou presque.

- Les niveaux de ressources doivent être maintenus pour permettre au PAM de continuer à progresser dans sa lutte contre la faim: tout porte à penser que la faim risque de s'accroître, tout au moins dans l'immédiat, et, dans la conjoncture économique actuelle, il devient de plus en plus difficile de mobiliser des ressources. La situation a encore été aggravée par le fait que, pour une large part, les ressources du PAM sont liées: des ressources plus flexibles leur permettraient mieux à même d'imaginer des interventions novatrices.
- Les mécanismes de préfinancement tels que le CII et le Mécanisme d'achat anticipé ont beaucoup contribué, en 2010, à dégager immédiatement les ressources financières nécessaires pour faire face aux situations d'urgence et à prévenir les ruptures de la filière d'approvisionnement. Les mécanismes d'achat anticipé ont permis de prépositionner des stocks, d'améliorer la gestion de la filière d'approvisionnement et de réduire de deux à trois mois les délais moyens de livraison. Les mécanismes de préfinancement ont aidé le PAM à faire face à la hausse des prix des produits alimentaires pendant le second semestre de 2010. Appuyer davantage ces mécanismes accroîtrait leur efficacité.
- Le PAM est de plus en plus souvent appelé à opérer dans des régions peu sûres. Nombre des personnes pauvres vulnérables que le PAM cherche à secourir vivent dans des conditions de sécurité difficiles. L'insécurité a exposé les employés et les bénéficiaires du PAM à de gros risques d'attaques en 2010: elle a mis des vies en danger, perturbé des opérations et entraîné des pertes. Une application rigoureuse du système de gestion des risques de sécurité a amélioré la sécurité des employés, des bénéficiaires et des biens du PAM: ce système doit continuer d'être appliqué et prévoir des examens des modes opératoires normalisés et l'échange de données d'expérience entre les bureaux de pays. Une bonne gestion des risques de sécurité permettra de déceler les nouvelles menaces et d'y parer et contribuera à atténuer les risques existants et à réduire au minimum les perturbations et les dommages potentiels.

PARTIE IV – PERSPECTIVES

La pression sur les ressources du PAM monte

Hausse des prix des denrées alimentaires

231. À compter de 2011, divers facteurs, tels que la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, l'instabilité en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ainsi que l'accroissement de la demande de ressources pour le développement, auront pour effet d'augmenter notablement la pression sur les ressources du PAM, qui sont déjà mises à rude épreuve. Compte tenu de ces éléments, le PAM se doit d'être prêt à œuvrer dans un contexte caractérisé par:

- la nécessité de relever les budgets des opérations à mesure que les coûts des produits alimentaires et du transport augmentent pour continuer de secourir le même nombre de bénéficiaires;
- la multiplication des demandes d'assistance qui lui sont adressées en raison du nombre accru de personnes dans l'impossibilité de couvrir leurs besoins alimentaires par suite des hausses de prix; et
- la réduction des contributions résultant des mesures prises par nombre de pays donateurs pour équilibrer leurs budgets.

232. Trois ans après les crises de 2008, les prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux ont recommencé à augmenter. Les effets de ces hausses pénalisent certains pays plus lourdement que d'autres: ainsi dans plusieurs régions d'Afrique, les bonnes récoltes de maïs ont aidé à amortir le choc, mais les pauvres restent ceux qui souffrent le plus de la volatilité des prix, car ils dépensent l'essentiel de leurs revenus pour nourrir leur famille.

233. En février 2010, l'indice FAO des prix des produits alimentaires était en hausse pour le huitième mois consécutif. En février 2011, il s'établissait à 236 points en moyenne, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré depuis son instauration en janvier 1990, et une augmentation de 2,2 pour cent par rapport à janvier 2011. L'indice FAO des prix des céréales se situait en moyenne à 254 points, soit 3,7 pour cent de plus qu'en janvier, et était à son plus haut niveau depuis juillet 2008. Les cours internationaux du blé ont augmenté de 7 pour cent tandis que son prix de référence aux États-Unis d'Amérique affichait une hausse de 75 pour cent par rapport à l'année précédente.

234. La montée des prix des produits alimentaires signifie que la facture des achats du PAM sur le marché est plus élevée. Faute de ressources supplémentaires pour couvrir l'augmentation du coût des vivres, le PAM verra son pouvoir d'achat diminuer, de même que le volume d'aliments dont il dispose pour nourrir ceux qui ont faim. Le PAM estime que chaque augmentation de 10 pour cent du coût de l'assortiment alimentaire se traduit par une charge supplémentaire de 200 millions de dollars à imputer au budget des produits vivriers. Entre novembre 2010 et février 2011, les coûts sont montés de 14 pour cent.

235. Si la hausse se poursuit ou si les prix se maintiennent aux niveaux élevés actuels pour le reste de l'année, le déficit budgétaire sera important. Afin de limiter l'impact de la montée des prix des produits alimentaires sur son budget et sur sa capacité de dispenser une assistance alimentaire, le PAM a déjà pris diverses mesures qui consistent notamment à:

- acheter davantage de denrées sur les marchés locaux: comme la hausse des cours mondiaux des produits vivriers n'a eu qu'un effet limité sur les marchés locaux, l'intensification de l'approvisionnement local a contribué à réduire l'incidence de cette hausse;
- procéder à des achats anticipés sur un marché en hausse afin de profiter de l'intervalle entre les augmentations de prix et leurs répercussions sur les opérations: le PAM a conclu plusieurs opérations d'achat anticipé en 2010 alors que les prix étaient relativement bas et il se penche actuellement sur les options de couverture avec le concours de la Banque mondiale;
- prépositionner des stocks, ce qui permet aussi de tirer parti du laps de temps entre les hausses de prix et leurs répercussions sur les opérations.

Augmentation des prix des carburants

236. La montée des troubles en Afrique du Nord et au Moyen-Orient en 2011 a entraîné une pression à la hausse sur les cours du pétrole. Si l'augmentation de 25 dollars par baril enregistrée depuis le début de l'année 2011 se maintient, elle pourrait avoir de graves répercussions sur les économies avancées. Pour le PAM, la hausse des prix du pétrole comporte trois effets majeurs:

- les coûts du transport maritime et terrestre augmentent, ce qui veut dire que le PAM dépense plus pour atteindre les mêmes bénéficiaires;
- les budgets des gouvernements hôtes sont touchés, ce qui limite l'aptitude de ceux-ci à appuyer les activités du PAM; et
- le coût des intrants agricoles monte, ce qui se traduit par une augmentation des frais des agriculteurs des pays développés, qui sont à leur tour contraints de relever leurs prix en conséquence; par ailleurs les exploitants agricoles marginaux des pays en développement voient s'allonger la liste des intrants qu'ils n'ont pas les moyens de se procurer, de sorte qu'ils produisent moins et se trouvent ainsi privés de la possibilité de profiter de l'embellie des prix du marché.

Instabilité en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

237. Au début de l'année 2011, la hausse des prix des denrées alimentaires et la crainte de manquer de nourriture ont contribué à attiser les mouvements de protestation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient: bien souvent, les manifestants brandissaient du pain ou des banderoles exprimant leur colère face à l'augmentation du coût des aliments de base. Lorsque la nourriture est en jeu, la marge entre stabilité et chaos est très mince, et la volatilité des marchés peut en un rien de temps se transformer en agitation publique. Au cas où l'instabilité persisterait, on pourrait s'attendre en particulier à: i) une augmentation des demandes d'assistance adressées au PAM par des pays qui ne figuraient pas parmi ses bénéficiaires; et ii) une réduction des contributions provenant de pays touchés par les troubles civils, dont bon nombre sont devenus récemment des donateurs du PAM.

Pression accrue sur les ressources consacrées au développement

238. Tandis que les principales opérations d'urgence menées en 2010 font désormais place en 2011 aux activités de secours et de redressement, plusieurs IPSR engagées de longue date dans neuf pays et comptant 4 millions de bénéficiaires devraient se transformer en programmes de développement. Du fait que nombre d'IPSR passent à des activités de développement, la pression exercée sur les ressources déclinantes consacrées au développement se fera plus intense. Ces dernières années, la part consacrée au développement représentait en moyenne 8 pour cent des ressources totales du PAM, et il y a longtemps que les activités de développement sont notoirement sous financées: à moins d'une augmentation sensible de cette catégorie de ressources pour répondre à la demande croissante, le PAM ne sera pas en mesure de mener à bonne fin des interventions destinées à consolider les acquis des programmes de redressement.

Intensifier la mobilisation de ressources

239. Le PAM redoublera d'efforts pour encourager une plus grande souplesse dans son financement en s'appuyant sur la planification des projets, la gestion des ressources et les priorités multilatérales.

240. Le jumelage ouvre de formidables perspectives: une contribution en espèces jumelée pour financer les coûts afférents aux contributions en produits alimentaires permet d'obtenir jusqu'à trois fois la quantité de vivres qu'il aurait été possible d'acheter en couvrant les frais associés. Le jumelage peut aussi réduire les effets de la volatilité des prix sur les marchés internationaux en permettant au PAM de se fournir en produits alimentaires auprès de sources commerciales et non commerciales. En 2010, le PAM a réussi à jumeler 170 000 tonnes de contributions en nature provenant de 11 pays et représentant 115 millions de dollars. En 2011, il lui faut mobiliser des contributions en espèces à hauteur de 287 millions de dollars pour les jumeler aux 620 000 tonnes de contributions en nature qu'il a déjà reçues.

Renforcement des capacités

241. Les activités de renforcement des capacités ne cessent de s'élargir pour couvrir la formation à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'analyse de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle, l'alerte rapide, la gestion des catastrophes, le ciblage des bénéficiaires, la gestion, le suivi et l'évaluation des projets, qui sont autant de domaines d'expertise du PAM, ainsi que l'assistance destinée à permettre aux gouvernements de prendre intégralement en charge les programmes appuyés par le PAM.

242. Le PAM s'emploie à élaborer des outils à l'intention des bureaux de pays pour: i) mieux mesurer les progrès en matière de renforcement des capacités; ii) appuyer le transfert des responsabilités sur la base d'indicateurs solides; iii) détecter les contraintes institutionnelles qui limitent la prise en charge progressive de la responsabilité des programmes et l'initiative de la mise en place de solutions au problème de la faim; et iv) concevoir une assistance technique propre à répondre aux besoins répertoriés. On procède à la sélection des pays pilotes et d'ici la mi-2011 les bureaux de ces pays seront équipés des outils permettant de mesurer l'avancement vers la réalisation de l'Objectif stratégique 5.

Satisfaire aux plus hautes normes de contrôle de gestion, de gestion des risques et d'obligation redditionnelle

243. Le PAM a ouvert la voie aux autres organismes des Nations Unies en appliquant les normes comptables IPSAS les plus rigoureuses et en mettant en place à l'échelle institutionnelle un système de planification des ressources intégré à WINGS II. Le PAM est résolu à tirer parti de ces succès en procédant à une évaluation de l'efficacité des dispositifs de contrôle interne au regard des meilleures pratiques, en renforçant ses systèmes de gestion des risques et en instituant des processus plus clairs de reddition de comptes tant en interne qu'en externe.

244. Le PAM entend réaliser ses Objectifs stratégiques de manière efficiente. Dans le souci d'assurer la solidité et l'efficacité de son cadre de contrôle de gestion, il adapte actuellement ses systèmes pour y intégrer les meilleures pratiques de contrôle interne, de manière à maximiser l'efficacité opérationnelle et à accroître la fiabilité et la conformité des rapports financiers.

245. La gestion des risques est une composante importante du projet de renforcement du contrôle de la gestion et de l'obligation redditionnelle, et elle joue un rôle essentiel pour permettre au PAM de faire face aux incertitudes inhérentes à ses activités. La nature même de la faim, tout comme son rapport avec les crises, rend le travail du PAM tout particulièrement sujet aux aléas, dans la mesure où il lui faut être prêt à répondre à des besoins imprévus en tout lieu et en tout temps. Mais il ne doit pas le faire au détriment des opérations en cours. Même si la majorité du personnel gère déjà au quotidien risques et possibilités, la mise en place d'un système intégré qui ancrera la gestion des risques dans toutes les procédures de gestion du PAM est en cours.

	Page
ANNEXES	
I. CONTRIBUTION DU PAM AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT	89
II. <i>A</i> – CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PAM (PLAN STRATÉGIQUE DU PAM POUR 2008–2013)	91
<i>B</i> – RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)	105
<i>C</i> – MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES	108
<i>D</i> – ENSEIGNEMENTS TIRÉS – COMMUNICATION DES DONNÉES EN 2010	111
III. INDICATEURS DE PERFORMANCE 2010	113
IV. PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS	116
V. PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE	117
VI. ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2010	118
VII. MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES EN 2010 (<i>en milliers de dollars</i>)	122
VIII. <i>A</i> – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2007-2010	125
<i>B</i> – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2007-2010	127
<i>C</i> – VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2007 - 2010	130
IX. <i>A</i> – PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	131
<i>B</i> – ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET SECTEURS DE COOPÉRATION	132
X. NOTES GÉNÉRALES	133
LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT	134



ANNEXE I: CONTRIBUTION DU PAM AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

CHIFFRES CLÉS

2008	2009	2010	
OMD 1 Réduire l'extrême pauvreté et la faim			
BÉNÉFICIAIRES			
102,1	101,8	109,2	millions de personnes souffrant de la faim dans 75 pays (75 pays en 2009, 77 pays en 2008)
83,9	84,1	89,0	millions de femmes et d'enfants
1,9	2,0	2,1	millions de réfugiés
9,5	14,1	15,4	millions de personnes déplacées
0,9	2,1	3,1	millions de rapatriés
N.D.	1,0	2,9	millions de bénéficiaires de programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE			
3,9	4,6	4,6	millions de tonnes d'aliments distribués
2,8	2,6	3,2	millions de tonnes d'aliments achetés
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE DU PAM			
87,7	89,7	94,0	pourcentage des ressources multilatérales affectées au développement parvenu aux pays répondant aux critères de priorité
66,0	70,0	71,0	pourcentage des ressources affectées au développement parvenu aux pays les moins avancés
75,6	82,0	83,0	pourcentage du volume d'aliments achetés dans les pays en développement (en tonnes)
68,0	67,1	61,2	pourcentage des ressources du PAM parvenu aux pays d'Afrique subsaharienne
OMD 2 Rendre l'enseignement primaire universel			
20,5	20,7	21,1	millions d'écoliers ayant reçu des repas scolaires ou des rations à emporter ¹
49,3	46,7	48,5	pourcentage de filles
OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes			
51,9	52,2	51,2	pourcentage de femmes ou filles parmi les bénéficiaires
266	342	264	milliers de femmes occupant des fonctions de responsabilité au sein des comités de gestion des vivres
6,7	6,5	5,2	millions de femmes ayant reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
5,1	5,2	4,9	millions de cartes de ration familiale établies au nom d'une femme dans le cadre des distributions générales de vivres

¹ En outre, 1,2 million d'écoliers bénéficient du fonds d'affectation spéciale géré par le PAM au Honduras.

ANNEXE I: CONTRIBUTION DU PAM AUX OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

CHIFFRES CLÉS

2008	2009	2010	
OMD 4 Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans			
62,2	62,1	66,1	millions d'enfants ayant bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
6,3	5,9	8,5	millions d'enfants souffrant de malnutrition ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial
OMD 5 Améliorer la santé maternelle			
2,8	2,8	2,7	millions de femmes vulnérables ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies			
17	15	16	pays ayant reçu une aide du PAM sur les 25 pays où la prévalence du VIH et du sida est la plus élevée
2,4	2,6	2,5	millions de personnes touchées par le VIH et le sida ayant reçu une assistance alimentaire du PAM
47	43	41	pays ayant reçu une aide au titre d'activités de prévention de la tuberculose et du VIH et du sida
OMD 7 Préserver l'environnement			
21,3	20,4	24,3	millions de personnes ayant reçu une assistance alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à renforcer leur capacité de résistance aux crises et à préserver leurs moyens de subsistance
OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement			
15	18	18	partenaires de réserve
10	9	10	missions d'évaluation conjointe de la production et des disponibilités alimentaires conduites avec la FAO
14	13	7	missions d'évaluation conjointe conduites avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
194,3	145,3	154,6	entreprises et entités privées ayant apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature (en millions de dollars)
2 837	2 398	3 505	organisations non gouvernementales ayant travaillé avec le PAM

ANNEXE II A: CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PAM (PLAN STRATÉGIQUE DU PAM POUR 2008-2013)

Veillez noter que:

le présent cadre se réfère à tous les résultats obtenus grâce à l'aide et au soutien du PAM (au profit des ménages, des communautés, des gouvernements et d'autres entités comme les écoles).

Les divers types d'indicateurs d'effets directs sont reconnaissables grâce aux caractères utilisés:

- caractères normaux: indicateurs reconnus à l'échelon international, fondés sur des normes convenues, et utilisés par les organismes des Nations Unies
- caractères gras: indicateurs conçus en coopération avec les partenaires opérationnels du PAM
- caractères italiques: méthodologies propres au PAM

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 1. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 2. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 3. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ¹	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 1.1: Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë dans les groupes d'enfants et/ou les populations ciblées	1.1.1 Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ² (rapport poids/taille, en pourcentage) ³	Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë Source: données provenant des enquêtes et/ou du suivi
		Stabilisation de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux de prévalence de la malnutrition aiguë au niveau existant avant la crise Source: données provenant des enquêtes et/ou du suivi
	1.1.2 Prévalence d'un faible périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans ⁴	Stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial Source: données provenant des enquêtes ou des évaluations
Effet direct 1.2: Réduction ou stabilisation de la mortalité dans les groupes d'enfants de moins de 5 ans et les populations adultes ciblées ⁵	1.2.1 Taux brut de mortalité	Réduction du taux brut de mortalité dans 100% des projets	Cible: propre à une population donnée – réduction du taux brut de mortalité Source: données provenant des enquêtes annuelles
		Stabilisation du taux brut de mortalité dans 100% des projets	Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux brut de mortalité au niveau existant avant la crise Source: données provenant des enquêtes annuelles
	1.2.2 Taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans ⁷	Réduction du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans dans 100% des projets	Cible: propre à une population donnée – réduction du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans Source: données provenant des enquêtes annuelles

¹ Seuls les projets alignés sur un Objectif stratégique précis sont censés rendre compte des résultats obtenus au regard des indicateurs du PAM. L'analyse des résultats inclura uniquement les données dérivées de ces projets.

² Les projets ciblant les enfants de moins de 2 ans devraient mesurer la prévalence de la malnutrition aiguë dans ce groupe cible.

³ Le taux de prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans est une mesure indirecte de l'état nutritionnel de la population.

⁴ La prévalence d'un faible périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans est une mesure indirecte de l'état nutritionnel de la population.

⁵ Les projets ciblant les enfants de moins de 2 ans devraient mesurer la prévalence d'un faible périmètre brachial dans ce groupe cible.

⁶ Cet effet direct est approprié dans le cas des opérations d'urgence de grande envergure.

⁷ Le taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans indique le risque relativement à une population à la mi-période, tout comme le taux brut de mortalité et les autres taux de mortalité par âge.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 1. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 2. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 3. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ¹	Cibles visées par les projets et source des données
		Stabilisation du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans dans 100% des projets	Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans au niveau existant avant la crise Source: données provenant des enquêtes annuelles
Effet direct 1.3: Amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés pendant la période couverte par l'assistance du PAM ⁸	1.3.1 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i>	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des projets	Cible: score de consommation alimentaire supérieur à 21 ou 28 parmi les ménages ciblés ⁹ Source: données provenant des enquêtes annuelles
Effet direct 1.4: Stabilisation du taux de scolarisation des filles et des garçons très exposés au risque d'abandon dans les écoles primaires ciblées	1.4.1 <i>Taux de rétention scolaire</i>	Taux de rétention scolaire atteint dans 80% des projets	Cible: taux de rétention scolaire atteint 70% pour les filles et les garçons dans des situations de crise Source: données provenant des enquêtes
Effet direct 1.5: Maintien de l'accès aux services assurant les traitements antirétroviraux, les traitements antituberculeux et/ou la prévention de la transmission de la mère à l'enfant	1.5.1 <i>Taux d'abandon</i> ¹⁰	Cible atteinte dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – maintien de l'accès aux services au niveau existant avant la crise Source: données provenant des enquêtes et/ou du suivi

⁸ Les résultats seront ventilés par groupe cible: personnes déplacées, réfugiés et ménages victimes d'un conflit et/ou d'une catastrophe ayant des enfants d'âge scolaire ou accueillant des orphelins ou d'autres enfants vulnérables.

⁹ La valeur seuil dépend des habitudes alimentaires locales et de la composition du régime alimentaire.

¹⁰ Cet indicateur rendra compte de l'accès généralisé aux services assurant le traitement antirétroviral, le traitement contre la tuberculose et/ou la prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 1. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 2. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 3. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ¹	Cibles visées par les projets et source des données
Produits	Indicateurs		
Produit 1.1.¹¹ : Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés (à utiliser pour les Objectifs stratégiques 1 à 4)	1.1.1 Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des articles alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus 1.1.2 Quantités de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues ¹² 1.1.3 a) Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues 1.1.3 b) Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions effectives 1.1.4 Quantités d'articles non alimentaires distribués, par type d'article, en pourcentage des distributions prévues 1.1.5 Nombre d'incidents de sécurité		
Produit 1.4 : Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conforme au programme de travail	1.4.1	Nombre d'écoles appuyées par le PAM	

¹¹ Cette rubrique, qui concerne le produit au niveau de l'institution, sert à rendre compte de l'ensemble des activités qui comprennent la distribution d'aliments et/ou d'articles non alimentaires. Les autres produits doivent être mentionnés au titre de l'Objectif stratégique auquel ils correspondent.

¹² Quantité, qualité et ponctualité incluses.

OBJECTIF STRATEGIQUE 2: PRÉVENIR LA FAIM AIGUË ET INVESTIR DANS LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Appuyer et renforcer les capacités des gouvernements de se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, de les évaluer et de réagir en conséquence 2. Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'emplois			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 2.1: Mise en place et amélioration, avec l'aide au renforcement des capacités du PAM, de systèmes d'alerte rapide, de plans d'intervention d'urgence ¹³ et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire	2.1.1 Indice de préparation aux catastrophes	Renforcement des capacités du gouvernement conformément aux prévisions dans 80% des pays recevant une aide	Cible: l'indice de préparation aux catastrophes est égal ou supérieur à 7, montrant que les capacités du gouvernement de se préparer aux catastrophes et de gérer les informations relatives à la sécurité alimentaire ont été renforcées grâce à l'aide du PAM Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
Effet direct 2.2: Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés risquant de connaître une faim aiguë, pendant la période couverte par l'assistance du PAM	2.2.1 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i>	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des projets	Cible: le score de consommation alimentaire est stabilisé à 35/42 ou plus pour les ménages ciblés Source: données provenant des enquêtes annuelles
Effet direct 2.3: Réduction des risques de catastrophe à l'échelon communautaire dans les communautés ciblées	2.3.1 <i>Score des ménages en termes d'avoirs</i> ¹⁴	Augmentation du nombre d'avoirs utilisés pour prévenir les catastrophes et en atténuer les effets dans 80% des projets	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs (créés ou remis en état) des ménages utilisés pour atténuer les effets des catastrophes par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes
	2.3.2 <i>Score des communautés en termes d'avoirs</i> ¹⁵	Augmentation du nombre d'avoirs utilisés pour prévenir les catastrophes et en atténuer les effets dans 80% des projets	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs (créés ou remis en état) des communautés utilisés pour atténuer les effets des catastrophes par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes

¹³ Il peut s'agir de plans gouvernementaux ou de plans interorganisations.

¹⁴ Dans ce contexte, les avoirs des ménages susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes sont les avoirs naturels, tels que l'eau et les arbres fruitiers, et les avoirs matériels, tels que les engins de pêche et les charnues.

¹⁵ Dans ce contexte, les avoirs communautaires susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes sont les avoirs naturels, tels que les brise-vents et les arbres plantés, et les avoirs matériels, tels que les digues et les routes résistantes aux chocs.

OBJECTIF STRATEGIQUE 2: PRÉVENIR LA FAIM AIGUË ET INVESTIR DANS LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Appuyer et renforcer les capacités des gouvernements de se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, de les évaluer et de réagir en conséquence 2. Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'emplois			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Produits	Indicateurs		
(pour la distribution de produits alimentaires et d'articles non alimentaires, voir le Produit 1.1)			
Produit 2.1: Mesures mises en place pour atténuer les effets des catastrophes, avec l'aide au renforcement des capacités du PAM	2.1.1	Systèmes de réduction des risques de catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type (systèmes d'alerte rapide, plans d'intervention d'urgence, systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, etc.)	
Produit 2.3: Nombre de dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état par les communautés ciblées	2.3.1	Nombre de dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes qui ont été créés ou remis en état, par type et par unité de mesure (nombre d'hectares protégés/mis en valeur; nombre d'arbres plantés, de digues construites, etc.)	

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: REMETTRE SUR PIED LES COMMUNAUTÉS ET RECONSTITUER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE APRÈS UN CONFLIT OU UNE CATASTROPHE OU DANS LES PÉRIODES DE TRANSITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts			
1. Faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle 2. Aider les communautés et les familles à rétablir leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle après un choc 3. Aider à créer ou à reconstruire les capacités d'approvisionnement ou de livraison des produits alimentaires des pays et des communautés touchés par une crise et contribuer à empêcher la reprise des conflits			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 3.1: Consommation alimentaire suffisante des ménages, des communautés, des personnes déplacées et des réfugiés ciblés, pendant la période couverte par l'assistance du PAM ¹⁶	3.1.1 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i>	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des projets	Cible: score de consommation alimentaire supérieur à 35/42 pour les ménages ciblés Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
	3.1.2 Indicateur des stratégies de survie	Moindre recours à des expédients dangereux dans 80% des projets	Cible: stabilisation ou baisse de l'indicateur des stratégies de survie pour les communautés ciblées ¹⁷ Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
Effet direct 3.2: Meilleur accès des communautés ciblées à des avoirs dans les situations fragiles et les périodes de transition	3.2.1 <i>Score des communautés en termes d'avoirs</i> ¹⁸	Augmentation du nombre d'avoirs productifs fonctionnels et utiles dans 80% des projets	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs productifs fonctionnels communautaires (créés ou remis en état), par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes
Effet direct 3.3: Stabilisation au niveau enregistré avant la crise de la scolarisation des filles et des garçons, y compris de ceux qui sont déplacés et réfugiés, dans les écoles appuyées par le PAM	3.3.1 <i>Taux de rétention scolaire</i>	Objectif atteint dans 80% des projets	Cible: taux de rétention scolaire de 85 % atteint pour les filles et les garçons dans les situations postérieures à une crise Source: données provenant des enquêtes
	3.3.2 Taux de scolarisation: taux annuel moyen ¹⁹ de variation du nombre de filles et de garçons inscrits	Taux annuel d'augmentation de 5% atteint ou dépassé dans 80% des projets	Cible: taux annuel d'augmentation du nombre de filles et de garçons inscrits égal à 5% Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
Effet direct 3.4 a): Réduction de la malnutrition aiguë dans les groupes cibles d'enfants et/ou parmi les populations ciblées	3.4.1 Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage)	Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	3.4.2 Prévalence d'un faible	Stabilisation de la prévalence d'un faible	Cible: propre à une population donnée – stabilisation de la

¹⁶ Les résultats seront ventilés par groupe cible: personnes déplacées, réfugiés et ménages victimes d'un conflit et/ou d'une catastrophe ayant des enfants d'âge scolaire ou accueillant des orphelins ou d'autres enfants vulnérables.

¹⁷ Indicateur fixé sur la base des avoirs productifs et des avoirs des ménages, des enfants scolarisés et du niveau d'endettement.

¹⁸ Dans ce contexte, les avoirs communautaires sont les avoirs naturels, tels que les étangs et les sources, les avoirs matériels, tels que les barrages et les routes d'accès aux marchés, et les avoirs sociaux, tels que les écoles et les dispensaires.

¹⁹ Cette moyenne est obtenue en divisant la somme des taux annuels de variation de toutes les écoles ayant fait l'objet de l'enquête par le nombre total d'écoles ciblées.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: REMETTRE SUR PIED LES COMMUNAUTÉS ET RECONSTITUER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE APRÈS UN CONFLIT OU UNE CATASTROPHE OU DANS LES PÉRIODES DE TRANSITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts			
1. Faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle 2. Aider les communautés et les familles à rétablir leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle après un choc 3. Aider à créer ou à reconstruire les capacités d'approvisionnement ou de livraison des produits alimentaires des pays et des communautés touchés par une crise et contribuer à empêcher la reprise des conflits			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
	périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans	périmètre brachial dans 80% des projets	prévalence d'un faible périmètre brachial Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Effet direct 3.4 b): réduction du retard de croissance chez les enfants/populations ciblées dans les situations postérieures à une crise	3.4.3 Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans (rapport taille/âge, en pourcentage)	Réduction de la prévalence du retard de croissance obtenue chez les enfants de moins de 2 ans dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – réduction de la prévalence du retard de croissance Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Effet direct 3.5: Amélioration de l'observance du traitement antirétroviral et/ou du traitement contre la tuberculose	3.5.1 Taux d'observance ²⁰	Taux d'observance atteint dans 80% des projets	Cible: propre à une population donnée – taux d'observance du traitement antirétroviral et/ou du traitement contre la tuberculose Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Produits	Indicateurs		
(pour la distribution des produits alimentaires et d'articles non alimentaires, voir le Produit 1.1)			
Produit 3.2: Avoirs créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées pour garantir leurs moyens de subsistance	3.2.1 Nombre d'avoirs communautaires créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées 3.2.2 Nombre de femmes et d'hommes formés sur les questions d'appui aux moyens de subsistance		
Produit 3.3: Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conforme au programme de travail	3.3.1 Nombre d'écoles appuyées par le PAM		

²⁰ Il sera rendu compte séparément de cet indicateur pour le traitement antirétroviral et/ou le traitement contre la tuberculose.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.1 a): Augmentation de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux, dans les pays recevant une aide du PAM	4.1.1 <i>Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux</i>	Objectif de production atteint dans 80 % des pays recevant une aide du PAM	Cible: hausse en pourcentage de la production, pendant la période couverte par l'assistance du PAM par type de produit pour chaque pays bénéficiant de l'aide du PAM Source: évaluation des capacités
Effet direct 4.1 b): Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés pendant la période couverte par l'assistance du PAM ²¹	4.1.2 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i>	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des projets	Cible: le score de consommation alimentaire est supérieur à 35/42 parmi les ménages ciblés Source: enquête annuelle auprès des ménages ou données provenant du suivi
Effet direct 4.1 c): Accroissement du capital humain des ménages ciblés pour briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération ²²	4.1.3 <i>Score des ménages en termes de capital humain</i> ²³	Accroissement du capital humain dans 80 % des projets	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'accroissement du capital humain par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes
Effet direct 4.2 a): Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM	4.2.1 Taux de scolarisation: taux annuel moyen ²⁴ de variation du nombre de filles et de garçons inscrits	Augmentation d'au moins 6 % par an du taux dans 80% des projets	Cible: augmentation de 6 % par an du taux Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
	4.2.2 Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe	Taux de fréquentation égal ou supérieur à 90% dans 80% des projets	Cible: taux de fréquentation égal à 90% Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
	4.2.3 Ratio garçons/filles parmi les enfants inscrits	Ratio garçons/filles égal à 1 dans 95% des projets	Cible: ratio garçons/filles égal à 1 Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes

²¹ Les programmes de protection sociale en faveur des ménages touchés par le sida, y compris les enfants isolés, contribuent à cet effet direct.

²² Y compris les personnes vivant avec le VIH et la promotion des moyens de subsistance.

²³ Dans ce contexte, ce score prend en compte les éléments constitutifs du capital humain, tels que la lecture et le calcul, la connaissance des modes de transmission du VIH et les compétences en gestion des petites entreprises. L'utilisation de cet indicateur a été reportée à 2011.

²⁴ Cette moyenne est obtenue en divisant la somme des taux annuels de variation de toutes les écoles ayant fait l'objet de l'enquête par le nombre total d'écoles ciblées.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
	4.2.4 <i>Taux de passage dans la classe supérieure des filles et des garçons</i>	Taux de passage égal ou supérieur à 50% dans 80% des projets	Cible: taux de passage dans la classe supérieure égal à 50% Source: données provenant des enquêtes auprès des écoles échantillonnées
Effet direct 4.2 b): Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain des orphelins et des autres enfants vulnérables (filles et garçons) recevant une aide dans les établissements scolaires et dans le cadre de l'instruction non scolaire	4.2.5 Taux de scolarisation des orphelins et autres enfants vulnérables (filles et garçons): taux annuel moyen de variation du nombre d'orphelins et d'autres enfants vulnérables inscrits	Taux annuel d'augmentation des inscriptions égal ou supérieur à 4% dans 80% des projets	Cible: taux annuel d'augmentation des inscriptions égal à 4% Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
	4.2.6 Taux de fréquentation des orphelins et autres enfants vulnérables (filles et garçons): nombre de jours pendant lesquels les orphelins et autres enfants vulnérables vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe	Taux de fréquentation égal ou supérieur à 80% dans 80% des projets	Cible: taux de fréquentation égal à 80% ²⁵ Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes

²⁵ Ce chiffre (80 %) est le nombre minimum de jours d'école requis pour que les enfants réussissent leurs examens et passent dans la classe supérieure. Cependant, il se peut que les orphelins et autres enfants vulnérables manquent des jours de classe s'ils doivent accomplir d'autres tâches, comme s'occuper de leurs parents malades; le taux pourrait donc être ajusté en fonction du contexte du pays.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.3: Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, filles et garçons ciblés	4.3.1 Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans ciblés (rapport taille/âge, en pourcentage) ²⁶	Objectif nutritionnel atteint dans 80% des projets	Cible: réduction de 10% ²⁷ par an de la prévalence du retard de croissance Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	4.3.2 Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants ciblés ²⁸	Objectif nutritionnel atteint dans 80% des projets	Cibles: – réduction de 10% par an de la prévalence de l'anémie ferriprive si des aliments enrichis sont fournis – réduction de 20% par an de la prévalence de l'anémie ferriprive si des micronutriments en poudre sont fournis Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	4.3.3 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans ciblés ²⁹ (rapport poids/âge, en pourcentage)	Objectif nutritionnel atteint dans 80% des projets	Cible: réduction de 10% par an de la prévalence de l'insuffisance pondérale Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Effet direct 4.4: Amélioration de la réussite du traitement contre la tuberculose pour les patients ciblés ³⁰	4.4.1 Taux de réussite du traitement contre la tuberculose	Taux de réussite du traitement contre la tuberculose ³¹ de 85% dans 65% des projets	Cible: taux de réussite de 85 % du traitement contre la tuberculose ³² Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes

²⁶ Pour les projets d'une durée de cinq ans, il convient d'utiliser la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans ciblés (exprimé en pourcentage du rapport taille/âge) (voir les indicateurs spécifiques par type de projet dans le *Indicator Compendium*).

²⁷ Indique une réduction en pourcentage et non une réduction en points de pourcentage.

²⁸ <110 g/l pour les femmes enceintes; <120 g/l pour les femmes qui ne sont pas enceintes; <110 g/l pour les enfants entre 6 et 59 mois; <115g/l pour les écoliers âgés de 5 à 11 ans; <120g/l pour les écoliers âgés de 12 à 14 ans.

²⁹ Le groupe cible peut aussi comprendre des enfants de moins de 2 ans ou de moins de 3 ans.

³⁰ Les patients tuberculeux sont ceux pour lesquels le diagnostic de tuberculose a été confirmé par une analyse bactériologique ou par un examen clinique (OMS, 2007).

³¹ Le taux de réussite du traitement correspond au pourcentage de patients tuberculeux guéris par le traitement plus le pourcentage de ceux ayant terminé leur traitement (OMS 2007).

³² Objectif international de l'OMS pour les patients mis sous traitement contre la tuberculose (OMS 2007); Global tuberculosis control: surveillance, planning, financing (Rapport mondial 2008 sur la lutte contre la tuberculose) (OMS 2008).



OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.5: Meilleure probabilité de survie des adultes et des enfants vivant avec le VIH après 6 et 12 mois de thérapie antirétrovirale ³³	4.5.1 Taux de survie 6 à 12 mois après le début du traitement antirétroviral	Objectif atteint pour les adultes et les enfants dans 80% des projets	Cibles: – 75% des adultes et des enfants toujours sous thérapie antirétrovirale 12 mois après le début du traitement – 79% des adultes et des enfants toujours sous thérapie antirétrovirale 6 mois après le début du traitement Source: données provenant du suivi effectué tous les deux ans (session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies ³⁴)
Produits	Indicateur		
(pour la distribution de produits alimentaires et d'articles non alimentaires, voir le Produit 1.1)			
Produit 4.1 c): Capital humain créé et/ou amélioré au profit des ménages ciblés	4.1.1 c) Nombre de ménages ciblés dans lesquels du capital humain a été créé ou amélioré, par type		
Produit 4.2 a): Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conforme au programme de travail	4.2.1 a) Nombre d'écoles appuyées par le PAM		

³³ Le PAM incite ses bureaux de pays à mesurer et communiquer le taux de survie au bout de 6 mois et de 12 mois séparément. Le calendrier et la durée du soutien alimentaire et nutritionnel peuvent varier en fonction de la situation et des objectifs du programme.

³⁴ Conformément à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida.

OBJECTIF STRATEGIQUE 5: RENFORCER LES CAPACITÉS DES PAYS DE LUTTER CONTRE LA FAIM, NOTAMMENT GRACE À UNE STRATÉGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITES ET AUX ACHATS LOCAUX			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 8
Buts 1. Utiliser le pouvoir d'achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales 2. Élaborer des stratégies de transfert des responsabilités claires pour trouver des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale 3. Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 5.1: Nouvelles possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses	5.1.1 <i>Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays</i>	Objectif atteint dans 80% des pays recevant une aide du PAM	Cible: objectif établi pour le pays– augmentation en pourcentage de la quantité de produits alimentaires achetés sur les marchés locaux à des conditions avantageuses Source: données provenant du suivi annuel et de l'analyse du rapport coût-efficacité
Effet direct 5.2: Progrès réalisés vers la recherche de solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale ³⁵	5.2.1 <i>Stratégie de transfert des responsabilités élaborée et mise en œuvre</i>	Accord sur le transfert des responsabilités mis en œuvre conformément à la stratégie dans 50% des pays	Cible: stratégie de transfert des responsabilités mise en œuvre conformément aux jalons et au calendrier fixés par le gouvernement et le PAM – "oui" ou "non" Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Effet direct 5.3: Élargissement du cadre directeur national afin d'intégrer des solutions au problème de la faim	5.3.1 <i>Pourcentage d'augmentation du financement d'outils offrant des solutions au problème de la faim figurant dans les plans d'action nationaux</i> ³⁶	Solutions au problème de la faim financées dans 15% des pays	Cible: dans les pays où le PAM mène des campagnes de sensibilisation, les outils offrant des solutions au problème de la faim figurant dans les plans d'action nationaux sont financés – "oui" ou "non" (on veille à l'augmentation progressive du décaissement des fonds) Source: données provenant des rapports officiels établis par l'administration du pays, du suivi et des enquêtes

³⁵ Les solutions au problème de la faim, qui ont trait à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, comprennent, sans s'y limiter, l'alimentation scolaire, les évaluations des besoins, le ciblage, la gestion des vivres en termes quantitatifs et qualitatifs, l'analyse des marchés, la gestion de l'information, l'analyse de la problématique hommes-femmes et les procédures locales de soumission des appels d'offres.

³⁶ Les plans d'action nationaux se réfèrent aux documents relatifs à la législation, aux grandes orientations ou à la planification du développement, qui ont été établis par des gouvernements, eu égard en particulier au problème de la faim et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



OBJECTIF STRATEGIQUE 5: RENFORCER LES CAPACITÉS DES PAYS DE LUTTER CONTRE LA FAIM, NOTAMMENT GRACE À UNE STRATÉGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITES ET AUX ACHATS LOCAUX		Contribution à la réalisation des OMD 1 et 8
Buts 1. Utiliser le pouvoir d'achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales 2. Élaborer des stratégies de transfert des responsabilités claires pour trouver des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale 3. Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévoir et à atténuer la faim		
Produits	Indicateur	
Produit 5.1: Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux	5.1.1 a) Quantité de produits alimentaires achetés localement, exprimée en tonnes, par type et par catégorie de pays 5.1.1 b) Produits alimentaires achetés localement, exprimés en pourcentage de la quantité totale de produits alimentaires achetés	
Produit 5.2: Stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et le gouvernement mises en place	5.2.1	Nombre de stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et le gouvernement
Produit 5.3: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux mesures/programmes de formation du PAM	5.3.1 5.3.2 5.3.3 5.3.3	Nombre d'outils offrant des solutions au problème de la faim financés au titre des plans d'action nationaux Nombre de personnes ayant reçu une formation dans les domaines suivants: évaluation des besoins, ciblage, gestion des vivres sur les plans quantitatif et qualitatif, analyse des marchés, gestion de l'information et procédures locales de soumission des appels d'offres, ventilées par sexe et par type d'intervenant (PAM, gouvernement du pays et partenaires) a) Pourcentage de pays pour lesquels le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) comprend une stratégie de lutte contre la faim et de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ³⁷ b) Pourcentage de pays pour lesquels la stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP) comprend une stratégie de lutte contre la faim et de renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

³⁷ Les résultats seront ventilés selon les catégories suivantes: faim, accès à la nourriture, disponibilités alimentaires et nutrition.

ANNEXE II B: RAPPORTS SUR LA PERFORMANCE (EFFETS DIRECTS)

INDICATEURS	Taux de communication des données (%) ¹	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de valeurs ²	Nombre de valeurs comparables ³	Amélioration Valeur (%)	Stabilisation Valeur (%)	Taux d'amélioration pondéré
Objectif stratégique 1							
Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage) ⁴	70	37	67	36	21 (58)	1 (3)	63%
Prévalence du faible périmètre brachial ⁵	38	8	8	3	1 (33)	1 (33)	
Taux brut de mortalité	88	7	7	5	4 (80)	0 (0)	
Taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans	50	4	7	2	1 (50)	0 (0)	
Score de consommation alimentaire des ménages	56	40	40	33	23 (70)	1 (3)	
Objectif stratégique 2							
Indice de préparation aux catastrophes	12	2	2	1	1 (100)	0 (0)	85%
Score de consommation alimentaire des ménages	54	13	13	10	8 (80)	0 (0)	
Score des ménages relatif aux avoirs	15	3	3	0	0 (0)	0 (0)	
Score des communautés relatif aux avoirs	29	5	5	2	2 (100)	0 (0)	

¹ Ce pourcentage est calculé comme suit: nombre de rapports normalisés sur les projets contenant des données sur les indicateurs applicables à l'ensemble du PAM divisé par le nombre total de projets dont le cadre logique mentionne ces indicateurs, le tout multiplié par 100.

² Pour la majeure partie des indicateurs, à un projet correspond une valeur; font exception les indicateurs nutritionnels (qui peuvent être ventilés selon le lieu: par exemple, pour un projet portant sur plusieurs camps de réfugiés on obtiendra plusieurs valeurs pour le même indicateur).

³ À l'exclusion des valeurs non comparables (lorsqu'il n'y a pas de valeur de référence ou qu'aucun suivi n'est effectué) ou des valeurs uniques.

⁴ Pour les projets ciblant les enfants de moins de 2 ans on a mesuré la prévalence de la malnutrition aiguë chez ces enfants.

⁵ Y compris chez les enfants de moins de 5 ans ou de moins de 2 ans, selon le ciblage effectué pour le projet.

INDICATEURS	Taux de communication des données (%) ¹	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de valeurs ²	Nombre de valeurs comparables ³	Amélioration Valeur (%)	Stabilisation Valeur (%)	Taux d'amélioration pondéré
Objectif stratégique 3							
Score de consommation alimentaire des ménages	51	20	20	18	17 (94)	0 (0)	80%
Indicateur des stratégies de survie	67	8	8	8	6 (75)	0 (0)	
Score des communautés relatif aux avoirs	15	4	4	2	1 (50)	1 (50)	
Taux de rétention scolaire	45	10	10	7	4 (57)	2 (29)	
Objectif stratégique 4							
Augmentation, en pourcentage, de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux	50	2	2	2	1 (50)	0 (0)	54%
Score de consommation alimentaire des ménages	44	4	4	4	3 (75)	0 (0)	
Taux de scolarisation	56	24	24	24	20 (83)	0 (0)	
Taux de fréquentation	86	49	49	47	23 (49)	19 (40)	
Ratio filles/garçons	98	45	45	40	15 (38)	21 (53)	
Taux de passage dans la classe supérieure	81	13	13	13	6 (46)	5 (38)	
Taux de scolarisation pour les orphelins et les autres enfants vulnérables	33	1	1	1	1 (100)	0 (0)	
Taux de fréquentation pour les orphelins et les autres enfants vulnérables	100	3	3	2	1 (50)	0 (0)	
Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (rapport taille/âge, en pourcentage) ⁶	40	10	11	6	3 (50)	0 (0)	

⁶ La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans ciblés (rapport taille/âge en %) est utilisée pour les projets d'une durée de cinq ans.



INDICATEURS	Taux de communication des données (%) ¹	Nombre de projets ayant mesuré l'indicateur	Nombre de valeurs ²	Nombre de valeurs comparables ³	Amélioration Valeur (%)	Stabilisation Valeur (%)	Taux d'amélioration pondéré
Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants	50	13	13	8	4 (50)	0 (0)	
Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (rapport poids/âge, en pourcentage) ⁷	62	18	19	8	4 (50)	1 (13)	
Taux de réussite du traitement contre la tuberculose	55	11	11	9	5 (56)	1 (11)	
Taux de survie associé au traitement antirétroviral	38	8	8	6	5 (83)	1 (17)	
Objectif stratégique 5							
Achats de produits alimentaires sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays	36	9	9	5	1 (20)	3 (60)	Données insuffisantes pour porter une appréciation
Élaboration et mise en œuvre de stratégies de transfert des responsabilités	15	3	3	3	3 (100)	0 (0)	
Accroissement, en pourcentage, des fonds publics consacrés aux solutions au problème de la faim dans le cadre des plans d'action nationaux	25	2	2	2	2 (100)	0 (0)	

⁷ Les enfants de moins de 2 ans ou de moins de 3 ans peuvent aussi constituer un groupe cible.

ANNEXE II C: MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Méthodologie

Le modèle adopté pour l'évaluation des Objectifs stratégiques du PAM permet d'établir un constat final des réalisations synthétisé par les formules "progrès importants" en vert, "progrès modérés" en orange, "pas de progrès" en rouge et "données insuffisantes" en gris ¹ (voir ci-dessous).

Progrès importants	Si $\geq 60\%$ des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Progrès modérés	Si de 40% à 59% des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Pas de progrès	Si $< 40\%$ des valeurs de l'indicateur se sont améliorées
Données insuffisantes	Les informations ne sont pas suffisantes pour porter une appréciation

Premières phases de l'évaluation des Objectifs stratégiques

1. Recenser les indicateurs d'effet direct applicables à l'ensemble du PAM pour chaque Objectif stratégique.
2. Noter le nombre de projets correspondant aux indicateurs dont il a été rendu compte dans les rapports normalisés sur les projets.
3. Établir et analyser le taux de communication des données.

Selon le premier critère utilisé dans le Rapport annuel sur les résultats de 2009, il faut qu'au moins un indicateur ait été mesuré dans au moins 10 projets.

Exemple: Les conclusions préliminaires dégagées des rapports normalisés sur les projets en 2010 pour les Objectifs stratégiques 3 et 5 sont comme suit:

Objectif stratégique 5

Indicateur	Nombre de projets ayant rendu compte de l'indicateur dans le rapport normalisé 2010
Achat de produits alimentaires sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays	9
Élaboration et mise en oeuvre de stratégies de transfert des responsabilités	3
Accroissement en pourcentage des fonds publics consacrés aux solutions au problème de la faim dans le cadre des plans d'action nationaux	2

Objectif stratégique 3

Indicateur	Nombre de projets ayant rendu compte de l'indicateur dans le rapport normalisé 2010
Score de consommation alimentaire des ménages	20
Indicateur des stratégies de survie	8
Score des communautés relatif aux avoirs	4
Taux de rétention scolaire	10

¹ L'évaluation des Objectifs stratégiques du PAM est "concluante" quand au moins un indicateur a été mesuré dans 10 projets ou plus et que le taux de communication des données est supérieur à 50 pour cent (voir annexe II B). Pour l'heure, l'évaluation des résultats par priorité de gestion est en GRIS, les valeurs cibles devant être fixées en 2011.

ANNEXE II C: MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Analyse:

Aucun des indicateurs correspondant à l'Objectif stratégique 5 n'a été mesuré par au moins 10 projets. C'est pourquoi ils ne feront pas l'objet d'une évaluation. On trouvera à l'annexe II B des informations détaillées. Au titre de l'Objectif stratégique 3, deux indicateurs ont été mesurés dans au moins 10 projets: le "score de consommation alimentaire des ménages" et le "taux de rétention scolaire".

1. La performance globale de l'Objectif stratégique 3 doit être évaluée en fonction du poids relatif des 20 projets ayant rendu compte du score de consommation alimentaire des ménages et des 10 projets ayant transmis des informations sur le taux de rétention scolaire – c'est-à-dire en fonction du taux de communication des données: à savoir, le nombre de projets ayant communiqué des données sur des indicateurs applicables à l'ensemble du PAM dans les rapports normalisés, divisé par le nombre de projets qui incluaient ces indicateurs dans leur cadre logique.
2. Le deuxième critère vise à établir si le taux de communication des données est égal ou supérieur à 50 pour cent pour au moins un des indicateurs.

Exemple: Noter le nombre de projets pour lesquels l'indicateur figure dans le cadre logique et le nombre de projets ayant rendu compte de cet indicateur dans les rapports normalisés.

Objectif stratégique 3

Indicateur	Nombre de projets incluant l'indicateur dans le cadre logique	Nombre de projets ayant rendu compte de l'indicateur dans le rapport normalisé 2010	Taux de communication des données
Score de consommation alimentaire des ménages	39	20	51%
Taux de rétention scolaire	22	10	45%

Avec un taux de communication des données de 51 pour cent, le score de consommation alimentaire des ménages satisfait pleinement au deuxième critère. L'évaluation de l'Objectif stratégique 3 peut donc commencer.

Dernières phases de l'évaluation des Objectifs stratégiques

Les valeurs des indicateurs² communiquées dans les rapports normalisés sur les projets décrivent la situation en termes de réalisations/résultats des projets: amélioration, stabilisation ou recul.

² Pour la plupart des indicateurs, il est attribué une seule valeur par projet, à l'exception des indicateurs nutritionnels, qui sont parfois désagrégés en fonction du lieu (camps de réfugiés par exemple), auquel cas un projet peut communiquer plus d'une valeur pour le même indicateur.

ANNEXE II C: MÉTHODOLOGIE – ÉVALUATION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

ÉTAPE 1: Éliminer les valeurs provenant d'une seule source ou de sources non comparables pour une analyse tendancielle. Exemple: dans le cas de l'évaluation de l'Objectif 3 présentée ci-dessous, à chaque projet correspond une valeur. On obtient ainsi des séries de valeurs comparables qui permettent de procéder à l'analyse de tendance pour tous les indicateurs.

Objectif stratégique 3

Indicateur	Nombre de projets incluant l'indicateur dans le cadre logique	Nombre de projets ayant rendu compte de l'indicateur dans le rapport normalisé 2010	Taux de communication des données	Nombre total de valeurs	Nombre total de valeurs comparables
Score de consommation alimentaire des ménages	39	20	51%	20	18
Indicateur des stratégies de survie	12	8	67%	8	8
Score des communautés relatif aux avoirs	26	4	15%	4	2
Taux de rétention scolaire	22	10	45%	10	7

ÉTAPE 2: Analyser les indicateurs ci-dessus en utilisant le nombre total de valeurs comparables et en pondérant les résultats de la performance en fonction de la fréquence de la communication des données.

Exemple: Les conclusions préliminaires dégagées des rapports normalisés sur les projets en 2010 font apparaître un pourcentage plus élevé de valeurs attestant d'une amélioration:

Objectif stratégique 3

Indicateur	Nombre total de valeurs comparables	Résultats			Taux d'amélioration (pondéré)	
		Amélioration	Stabilisation	Recul		
Score de consommation alimentaire des ménages	A 18	1 94%	0%	6%	80%	Progrès importants
Indicateur des stratégies de survie	B 8	2 75%	0%	25%		
Score des communautés relatif aux avoirs	C 2	3 50%	50%	0%		
Taux de rétention scolaire	D 7	4 57%	29%	14%		

Analyse:

A, B, C et D représentent le nombre total de valeurs comparables communiquées permettant de procéder à une analyse de tendance. 1, 2, 3 et 4 représentent les résultats indiqués dans les rapports normalisés sur les projets en 2010. Sur 18 projets, 94 pour cent ont signalé une amélioration du score de consommation alimentaire des ménages.

A, B, C et D ont servi à pondérer les résultats de la performance de cet Objectif stratégique spécifique. Le taux global pondéré obtenu, soit 80 pour cent d'amélioration pour l'objectif stratégique 3, a été calculé comme suit:

$$(A*1 + B*2 + C*3 + D*4)/\text{somme (A+B+C+D)}.$$

Conclusion: En 2010 le PAM a enregistré des **PROGRÈS IMPORTANTS** pour l'Objectif stratégique 3.

ANNEXE II D: ENSEIGNEMENTS TIRÉS – COMMUNICATION DES DONNÉES EN 2010

Le PAM comptait au total 208 projets en cours en 2010: 51 opérations d'urgence, 68 IPSR, 29 programmes de pays, 24 projets de développement et 36 opérations spéciales. La communication des données sur les indicateurs a fait un bond de 18 pour cent par rapport à 2009, l'indicateur du "score de consommation alimentaire des ménages" étant celui dont il a été le plus fréquemment rendu compte avec des notifications émanant de 65 projets.

Nutrition

- Objectif stratégique 1: 58 pour cent des 77 projets comportant des activités nutritionnelles – 45 projets – ont rendu compte des indicateurs d'effet direct du PAM; 37 projets ont rendu compte de la "prévalence de la malnutrition aiguë" et 8 projets de la "prévalence d'un faible périmètre brachial chez les enfants"; pour 72 pour cent de ces indicateurs, des données de référence avaient été communiquées et des valeurs de référence et de suivi avaient été transmises dans 67 pour cent des cas.
- Objectif stratégique 4: 58 pour cent des 52 projets comportant des activités nutritionnelles ont rendu compte des indicateurs d'effet direct du PAM, ce qui fait apparaître une légère augmentation par rapport à 2009 (57 pour cent).

Alimentation scolaire

- Objectif stratégique 4: Pour tous les indicateurs relatifs à l'alimentation scolaire ("taux de scolarisation", "taux de fréquentation", "ratio filles/garçons" et "taux de passage dans la classe supérieure") qui concernaient 64 projets, les taux de communication des données sont élevés, puisqu'ils ont dépassé 50 pour cent.
- Objectif stratégique 3: Sur les 18 projets comportant des activités d'alimentation scolaire, dix ont rendu compte du "taux de rétention scolaire", contre un en 2009; 70 pour cent de ces projets ont communiqué pour ces indicateurs des données de référence et de suivi.

Moyens de subsistance

- Objectif stratégique 2: 81 pour cent des 33 projets comportant des activités relatives aux moyens de subsistance (Vivres ou Espèces pour la création d'avoirs/Vivres ou Espèces contre travail) ont rendu compte d'indicateurs d'effet direct établis par le PAM. Mais le "score des ménages relatif aux avoirs" et le "score des communautés relatif aux avoirs" qui ont été conçus pour mesurer l'impact des activités portant sur les moyens de subsistance, n'ont été utilisés que pour cinq pays.

- Objectif stratégique 3: De même, quatre projets seulement ont utilisé le "score des communautés relatif aux avoirs", et deux ont recueilli des valeurs multiples.

Mesures d'atténuation, filet de sécurité/soins et traitement

- Objectif stratégique 4: 26 projets ont rendu compte des effets directs sur le VIH et la tuberculose, contre 21 en 2009. L'indicateur dont il a été rendu compte le plus souvent était le "taux de réussite du traitement contre la tuberculose", communiqué par 11 projets.

Afin de mieux mettre en évidence l'efficacité, l'efficacités et l'impact de toutes les opérations, le PAM entend définir de manière stratégique les besoins d'information minimum et la manière d'utiliser les données aux différents stades du cycle des projets, de la conception à la gestion puis à l'évaluation. Les premières informations provenant des pays pilotes – Afghanistan, Népal, Philippines et Zambie – sur l'outil de suivi et d'évaluation du PAM (COMET) permettront de suivre et de rendre systématiquement compte de la réalisation des objectifs des projets.

ANNEXE III: INDICATEURS DE PERFORMANCE 2010

	2010	2009	2008
Mobilisation des ressources			
1.1.1 Pourcentage des 20 premiers donateurs dont les contributions ont augmenté dans une proportion > 10 pour cent	20	15	95
1.2.1 Nombre de mémorandums d'accord pluriannuels signés avec des donateurs	5	4	1
1.3.1 Montant fixé pour les ressources en espèces provenant du secteur privé (en %)	119,6	130	179,6
1.4.1 Montants reçus par rapport aux besoins prévus (en %)	58	58	79
1.4.2 Écart entre les fonds mobilisés et les fonds requis au cours des 6 prochains mois (en %)	n/d	n/d	n/d
1.5.1 Financement des réserves assuré (en %)	106,3	109,7	123,3
1.5.2 Ratio de financement des réserves	3,9	4,1	4,9
1.5.3 Passation par pertes et profits des avances (en %)	n/d	n/d	n/d
1.6.1 Postes clés pourvus (en %)	n/d	n/d	n/d
1.7.1 Postes de direction occupés par des femmes (P-5 et rangs supérieurs) (en %)	35,9	35,1	33,2
1.7.2 Postes de direction occupés par des ressortissants de pays en développement (P-5 et rangs supérieurs) (en %)	28,5	28,3	27,5
1.8.1 Pourcentage de contrats d'approvisionnement alimentaire exécutés dans les délais de livraison convenus	78	n/d	n/d
1.8.2 Pourcentage de commandes de produits non-alimentaires livrées au plus tard à la date de livraison souhaitée	n/d	n/d	n/d
Gestion des ressources			
2.1.1 Dépenses en produits alimentaires effectives par rapport aux dépenses prévues (en %)	57	54	83
2.1.2 Solde total non dépensé (en dollars)	3 834,70	3 792,00	3 621,60
2.1.3 Solde total non dépensé (en %)	1	3	28
2.2.1 Valeur des pertes (en dollars) imputables à la fraude et à la négligence	382 458	1 350 000	853 000
2.2.2 Pertes après livraison (en %)	0,31	0,37	0,44
2.3.1 Journées de travail perdues pour cause de maladie ou de blessures (en %)	1,70	1,60	1,70
2.3.2 Pourcentage global des atteintes à la sécurité des installations	n/d	n/d	n/d
2.3.3 Atteintes à la sécurité du personnel du PAM	378	358	265
2.3.4 Respect des normes MOSS (en %)	92	90	n/d
2.4.1 Variation du taux d'émission de CO ² (en %)	n/d	6,50	n/d

ANNEXE III: INDICATEURS DE PERFORMANCE 2010

	2010	2009	2008
2.5.1 Nombre de recommandations importantes issues des audits et/ou des activités de surveillance restant à mettre en application	22	21	42
2.6.1 Nombre d'articles/émissions (presse écrite, télévision et Internet) supervisés ¹	57 534	52 600	11 000
2.6.2 Augmentation de la publicité bénévole (en %)	414	-15	40
2.6.3 Augmentation de la présence dans le cadre des réseaux sociaux en ligne (en %)	515	405	n/d
Apprentissage et innovation			
3.1.1 Nombre d'accords conclus avec des donateurs qui mettent en évidence de nouvelles voies/sources de financement	19	7	26
3.2.2 Membres du personnel ciblés qui ont suivi le Programme de formation destiné aux cadres intermédiaires (en %)	81	n/d	n/d
3.2.2 Membres du personnel ciblés qui ont suivi le Programme de développement des capacités d'encadrement (en %)	82	101 (encadrement stratégique) – 171 (principes généraux d'encadrement)	n/d
3.3.1 Nombre de nouveaux éléments d'information inclus dans la base de connaissances	n/d	n/d	n/d
3.4.1 Investissement dans l'informatique en pourcentage du budget total du Programme	6,7	8,5	11
Processus opérationnels internes			
4.1.1 Ressources allouées aux pays les plus aidés dont les besoins cumulés représentent 80% du total (en %)	85	83	80
4.2.1 Factures réglées après la date convenue (en %)	0,07	n/d	n/d
4.2.2 Coût de la fonction/des règlements relatifs aux comptes créditeurs	n/d	n/d	n/d
4.3.1 Disponibilité des services informatiques (en %)	99,84	99,50	99,50
Efficacité opérationnelle			
5.1.1 Expéditions parvenues à temps au port de déchargement (en %)	38	n/d	n/d
5.1.2 Personnel affecté d'urgence dans les 3 jours suivant la demande de déplacement (en %)	n/d	n/d	n/d
5.2.1 Bureaux de pays disposant d'un document de stratégie et d'un plan opérationnel (en %)	16	4	0
5.3.1 Coût direct annuel moyen par tonne distribuée	855	765	906
5.3.2 Coût direct annuel moyen par bénéficiaire	39,1	34,6	34,6
5.4.1 Quantité effective de produits alimentaires distribués par rapport à la quantité prévue (en %)	70	71	67
5.4.1 Nombre effectif de bénéficiaires par rapport au nombre prévu (en %)	93	87	91

¹ Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

ANNEXE III: INDICATEURS DE PERFORMANCE 2010

	2010	2009	2008
5.5.1 Opérations où la quantité de produits alimentaires distribués est inférieure à la quantité prévue (en %)	n/d	86	n/d
5.5.2 Opérations où le nombre effectif de bénéficiaires est inférieur au nombre prévu (en %)	58	53	n/d
5.5.3 Pourcentage des opérations bénéficiant d'un apport de liquidités suffisant	100	n/d	n/d
5.6.1 Projets pour lesquels des organismes des Nations Unies et des organisations internationales collaborent à la fourniture d'intrants et de services complémentaires (en %)	78	85	83
5.6.2 Projets pour lesquels des ONG collaborent à la fourniture d'intrants et de services complémentaires (en %)	37	41	36
5.6.3 Programmes du PAM qui sont des programmes conjoints (en %)	32	36	26

ANNEXE IV: PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS¹

CATÉGORIE	TOTAL	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES (%)
Catégories supérieures (D-2 et plus)	47	13	28%
Fonctionnaires du cadre organique recrutés au niveau international (P-1 à D-1)	1 396	568	41%
TOTAL PARTIEL	1 443	581	40%
Administrateurs auxiliaires	51	33	65%
Volontaires des Nations Unies	163	59	36%
Administrateurs nationaux	583	219	38%
Contrats de service	168	43	26%
TOTAL, CADRE ORGANIQUE ET CATÉGORIES SUPÉRIEURES	2 408	935	39%
Agents des services généraux	2 903	1 134	39%
Contrats de service	7 079	1 575	22%
TOTAL, AGENTS DES SERVICES GÉNÉRAUX	9 982	2 709	27%
TOTAL, PERSONNEL DU PAM²	12 390	3 644	29%

¹ Ne comprend pas les contrats d'une durée égale ou inférieure à 11 mois, comme les contrats à court terme des administrateurs internationaux, les contrats de consultants, les contrats à court terme du personnel des services généraux, les accords de services spéciaux, les stagiaires, les contrats d'auteur, les boursiers, les volontaires du PAM et les travailleurs occasionnels.

² Données extraites le 13 janvier 2011 de WINGS II.

ANNEXE V: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE

	2006	2007	2008	2009	2010
Livraisons d'aide alimentaire (en millions de tonnes)					
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde	7,0	6,0	6,5	6,0	5,4
Part du total correspondant au PAM	3,8	3,1	4,0	3,8	3,6
Livraisons d'aide alimentaire, par produit					
Céréales	5,9	5,2	5,5	5,2	5,1
Produits autres que les céréales	1,0	0,9	0,9	0,8	0,3
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde (%)					
Achats dans les pays en développement	35	39	33	30	33
Livraisons d'aide alimentaire, par modalité					
Bilatérales	21	22	10	6	5
Multilatérales	54	54	64	67	67
ONG	25	24	26	27	28
Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie					
Opérations d'urgence	61	62	76	76	75
Projets	24	23	19	20	21
Programmes	15	15	5	4	4
Livraisons d'aide alimentaire, par région					
Afrique subsaharienne	57	53	64	65	62
Asie	20	29	23	23	27
Europe orientale et Communauté d'États indépendants	6	5	2	2	1
Amérique latine et Caraïbes	9	6	5	4	6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7	6	6	6	5
Livraisons à destination des					
Pays en développement	99,4	97,7	98,3	97,9	99,6
Pays à faible revenu	58,3	56,5	69,9	66,9	67,3
Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV)	89,1	92,0	92,4	92,8	95,2
Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales, exprimées en pourcentage					
De la production mondiale de céréales	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Des importations mondiales de céréales	2,0	1,7	1,8	1,7	1,7
Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, exprimées en % de leur(s)					
production de céréales	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4
importations de céréales	6,5	6,3	6,9	6,1	6,1

Note: Les données sont provisoires

Source: INTERFAIS, 2 mai 2011

ANNEXE VI: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2010

	Quantités (tonnes)	% du total	En millions de dollars	% du total
Pays en développement				
Pays les moins avancés	751 312	24	271,0	22
Autres pays à faible revenu	855 769	27	272,5	22
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	639 279	20	276,0	22
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	372 537	12	155,7	12
Total partiel	2 618 897	83	975,1	78
Pays développés				
Total partiel	547 423	17	274,9	22
TOTAL	3 166 320	100	1 250,0	100

No	PAYS	(tonnes)	En dollars
Pays en développement			
1	PAKISTAN	675 962	214 355 554
2	ÉTHIOPIE	252 076	88 415 761
3	AFRIQUE DU SUD	207 853	65 738 483
4	UKRAINE	292 912	63 644 410
5	INDONÉSIE	58 161	60 234 906
6	TURQUIE	68 119	40 492 312
7	OUGANDA	126 896	33 445 419
8	TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ	50 639	30 855 695
9	INDE	74 933	29 488 379
10	MALAISIE	22 855	23 454 335
11	VIET NAM	55 261	20 807 641
12	KENYA	75 864	20 141 628
13	MALAWI	40 639	15 911 703
14	KAZAKHSTAN	59 215	14 210 519
15	HONDURAS	21 606	13 911 623
16	YÉMEN	29 057	12 433 256
17	MYANMAR	30 247	12 230 132
18	RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	33 923	11 586 993
19	BÉNIN	28 692	11 224 166
20	CHINE	23 169	10 890 554

ANNEXE VI: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2010

No	PAYS	(tonnes)	En dollars
Pays en développement			
21	GUATEMALA	17 942	10 224 495
22	BURKINA FASO	20 989	8 690 652
23	BANGLADESH	10 358	7 839 071
24	MOZAMBIQUE	20 642	7 591 434
25	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	15 044	7 240 448
26	THAÏLANDE	13 456	6 737 778
27	MALI	16 118	6 690 216
28	AFGHANISTAN	17 605	6 452 003
29	ZAMBIE	21 781	6 262 649
30	NIGÉRIA	20 000	6 020 000
31	BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)	9 329	5 814 551
32	SRI LANKA	12 411	5 617 068
33	NÉPAL	8 253	5 408 872
34	CAMBODGE	14 391	5 338 570
35	PHILIPPINES	9 517	5 252 207
36	MEXIQUE	4 489	5 066 229
37	GHANA	12 701	5 065 934
38	EL SALVADOR	7 310	4 750 169
39	ÉGYPTE	7 401	4 518 743
40	RWANDA	11 124	4 358 985
41	NICARAGUA	5 508	4 256 605
42	ALGÉRIE	8 642	3 855 233
43	NIGER	7 362	3 829 511
44	COLOMBIE	6 777	3 809 456
45	CAMEROUN	7 736	3 802 561
46	KIRGHIZISTAN	7 827	3 770 261
47	ARGENTINE	4 591	3 572 631
48	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	5 875	3 021 425
49	LESOTHO	11 100	2 535 263
50	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	1 550	2 035 038
51	ZIMBABWE	7 337	1 927 795
52	TOGO	5 357	1 869 794
53	MAROC	1 370	1 822 068

ANNEXE VI: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2010

No	PAYS	(tonnes)	En dollars
Pays en développement			
54	TIMOR-LESTE	1 372	1 704 105
55	SOUDAN	12 983	1 689 492
56	HAÏTI	1 695	1 677 636
57	BRÉSIL	2 761	1 627 067
58	MADAGASCAR	2 951	1 324 560
59	IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	2 950	1 181 875
60	ÉQUATEUR	994	1 132 809
61	URUGUAY	1 584	842 040
62	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	1 220	820 395
63	RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	1 702	771 883
64	NAMIBIE	2 648	671 568
65	LIBÉRIA	800	504 000
66	IRAQ	200	500 000
67	SÉNÉGAL	1 884	442 136
68	SIERRA LEONE	765	436 606
69	CUBA	880	422 735
70	CÔTE D'IVOIRE	787	372 136
71	OMAN	189	224 389
72	ARMÉNIE	288	139 629
73	TADJIKISTAN	31	46 182
74	RÉPUBLIQUE DU CONGO	72	27 894
75	GÉORGIE	55	16 500
76	GAMBIE	113	14 733
Total partiel (78% en valeur monétaire)		2 618 897	975 111 549

ANNEXE VI: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2010

No	PAYS	(tonnes)	En dollars
Pays développés			
1	FÉDÉRATION DE RUSSIE	226 866	56 378 270
2	FRANCE	33 640	54 869 896
3	BELGIQUE	85 627	51 272 399
4	ITALIE	70 639	34 385 805
5	CANADA	54 823	22 077 465
6	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	27 481	17 633 606
7	ÉMIRATS ARABES UNIS	16 306	11 838 075
8	PAYS-BAS	9 245	6 709 354
9	IRLANDE	1 481	6 021 800
10	ESTONIE	5 200	3 132 564
11	JAPON	1 276	2 328 237
12	DANEMARK	4 781	1 833 859
13	SINGAPOUR	1 454	1 787 770
14	AUSTRALIE	1 961	1 331 458
15	ESPAGNE	1 085	1 061 705
16	LITUANIE	1 777	781 902
17	ROYAUME-UNI	1 606	578 160
18	ARABIE SAOUDITE	2 000	528 626
19	NOUVELLE-ZÉLANDE	84	323 400
20	ALLEMAGNE	92	63 848
Total partiel (22% en valeur monétaire)		547 423	274 938 198
TOTAL		3 166 320	1 250 049 747

ANNEXE VII: MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES¹ EN 2010*(en milliers de dollars)*

DONATEUR	TOTAL	DÉV.	OPÉR. D'URG.	CII	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
BANQUE AFRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT	508	121			387		
ALGÉRIE	19 070	4 527	2 068		12 292		183
ANDORRE	231	72	98		20		42
ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST	280				280		
AUSTRALIE	83 930	6 964	18 652		13 359	2 165	
AUTRICHE	1 329		1 189		140		
AZERBAÏDJAN	100						
BANGLADESH	3 280	3 280					
BELGIQUE	37 349	341	16 155	5 848	9 376	4 335	
BÉNIN	32		32				
BHOUTAN	5						
BRÉSIL	15 974	1 078	4 725		1 886		
BURKINA FASO	1			1			
CAMBODGE	1 187				1 187		
CANADA	285 529	25 818	91 014	5 322	89 051	16 810	
CHILI	20						
CHINE	4 060		500			500	
COLOMBIE	50		50				
CROATIE	25				25		
CUBA	1 125		608		518		
CHYPRE	690	200	13		471		
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	159		159				
DANEMARK	40 618	6 039	13 819		18 058	2 025	
ÉQUATEUR	248						
ÉGYPTE	386	200					
EL SALVADOR	300						
ESTONIE	94		84			10	
COMMISSION EUROPÉENNE	289 928	6 996	142 525		107 552	27 300	
ÎLES FÉROÉ	123	123					
FINLANDE	26 473	8 075	9 934		7 870	248	
FRANCE	20 684	405	13 023		5 585		
ALLEMAGNE	95 350	28 588	26 295	387	29 376	5 037	

¹ Le montant de 3,8 milliards de dollars représente les contributions que les donateurs se sont engagés à verser au PAM pour l'année 2010, et le total annuel des contributions allouées par les donateurs aux opérations du PAM. Il tient compte des contributions annoncées qui ont été modifiées et de celles qui ont été confirmées pour 2010 uniquement. Cela a une incidence sur la méthode utilisée pour confirmer les contributions pluriannuelles et apporter des ajustements aux contributions, comme la reprogrammation et le remboursement aux donateurs des soldes non dépensés. Le chiffre exclut en outre les contributions allouées à des opérations bilatérales. De ce fait, le chiffre est inférieur de 320 millions de dollars au montant de 4,1 milliards de dollars (recettes en espèces et en nature) figurant dans les États financiers vérifiés du PAM de 2010.

DONATEUR	TOTAL	DÉV.	OPÉR. D'URG.	CII	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
GRÈCE	356		356				
ISLANDE	185		185				
INDE	18 249	3 496	6 094		8 594		
INDONÉSIE	467				467		
IRAQ	18 854	214	1 640		17 000		
IRLANDE	19 318	1 020	9 028	1 973	4 911	1 831	
ITALIE	25 716	3 765	6 244		270	200	
JAPON	214 406	25 078	55 947		112 043	13 250	
JORDANIE	46						
KAZAKHSTAN	20		20				
KENYA	5 581	5 581					
LETTONIE	37		37				
LESOTHO	330	330					
LIECHTENSTEIN	191		51	92		48	
LUXEMBOURG	12 727	1 611	3 243	737	4 379	147	
MADAGASCAR	449	449					
MALAWI	6 106				6 106		
MALAISIE	1 000			0		748	
MAURITANIE	2			2			
NÉPAL	35 801				35 801		
PAYS-BAS	74 424	4 826	4 308		6 549	5 691	
NOUVELLE- ZÉLANDE	6 855	4 364	1 320		1 071		
NICARAGUA	18						
NORVÈGE	43 939	419	8 667	11 318	2 252	2 624	
OMAN	26 361	6 672	7 908	1			
FONDS OPEP	513		250	13	250		
PANAMA	68					68	
POLOGNE	691		200		491		
DONATEURS PRIVÉS**	103 058	17 959	75 704		6 885	2 510	
QATAR	266	0	266				
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	5 148	500	2 902		1 400		346
ROUMANIE	72		72				
FÉDÉRATION DE RUSSIE	32 000	6 433	14 000		10 567	1 000	
SAINT-MARIN	13	13					
ARABIE SAOUDITE	25 041		23 639		902	500	
SLOVAQUIE	15						15
SLOVÉNIE	119		94		25		
AFRIQUE DU SUD	240		240				
ESPAGNE	82 374	72	39 170		11 111	366	31 655
SOUDAN (GOUVERNEMENT D'UNITÉ NATIONALE)	2 675				2 675		

DONATEUR	TOTAL	DÉV.	OPÉR. D'URG.	CII	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
SOUDAN (GOUVERNEMENT DU SUD-SOUDAN)	13 017		12 397			621	
SUÈDE	85 623	119	38 541	4 408	31 737	10 817	
SUISSE	42 919	1 534	18 102	1 845	18 728	1 567	1 144
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	1 994	1 929					65
THAÏLANDE	11 626		11 504				122
TURQUIE	2 000						2 000
UGANDA	120	120					
NATIONS UNIES CERF	120 285	378	61 119		40 686	18 101	0
FONDS COMMUNS ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES (à l'exclusion du CERF)	68 428	13 660	7 043		19 018	21 515	7 191
ÉMIRATS ARABES UNIS	10	10					
ROYAUME-UNI	156 998	22 418	66 295	52	48 751	15 113	4 368
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 567 872	98 614	905 732		520 213	32 670	10 643
VENEZUELA	300	300					
BANQUE MONDIALE	6 093		3 000		2 767	326	
TOTAL GÉNÉRAL	3 810 287	314 711	1 726 261	31 999	1 213 080	188 078	336 158
<i>Contributions bilatérales</i>							76 956

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général.

** Les contributions de donateurs privés ne comprennent pas les dons extraordinaires en nature tels que la publicité.

ANNEXE VIII (A) : VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2007-2010

	2007		2008 ³		2009 ³		2010 ³	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
TOTAL GÉNÉRAL	2 753 308	100	3 535 746	100	3 985 613	100	4 000 330	100
DÉVELOPPEMENT	309 318	11	292 112	8	275 906	7	287 842	7
SECOURS	2 005 656	73	2 733 744	77	3 239 887	81	3 220 081	80
Opérations d'urgence	716 411		944 581		1 418 385		1 660 195	
IPSR	1 289 245		1 789 163		1 821 502		1 559 885	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	166 244	6	200 252	6	176 364	4	221 510	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ²	272 090	10	309 639	9	293 457	7	270 898	7
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 831 640	100	2 214 246	100	2 519 433	100	2 340 804	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	67		63		63		59	
DÉVELOPPEMENT	154 001	8	165 351	7	187 950	7	169 819	7
SECOURS	1 513 588	83	1 892 447	85	2 171 822	86	1 978 477	85
Opérations d'urgence	645 048		719 838		927 054		890 118	
IPSR	868 540		1 172 609		1 244 768		1 088 359	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	134 782	7	141 532	6	130 703	5	131 967	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES	29 269	2	14 916	1	28 958	1	60 540	3
ASIE	484 657	100	690 747	100	763 435	100	895 743	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	18		20		19		22	
DÉVELOPPEMENT	121 606	25	83 631	12	77 256	10	84 286	9
SECOURS	320 518	66	551 548	80	650 793	85	769 909	86
Opérations d'urgence	36 760		124 197		321 789		440 383	
IPSR	283 758		427 352		329 004		329 525	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	28 096	6	44 522	6	27 036	4	35 622	4
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES	14 436	3	11 046	2	8 349	1	5 927	1

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.

³ Les dépenses de 2008, 2009 et 2010 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.



ANNEXE VIII (A) : VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2007-2010

	2007		2008 ³		2009 ³		2010 ³	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	33 603	100	37 747	100	50 432	100	29 313	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	1		1		1		1	
DÉVELOPPEMENT	-	-	-	-	-	-	2 550	9
SECOURS	33 597	100	37 192	99	49 992	99	26 060	89
Opérations d'urgence	8 053		6 254		9 035		12 683	
IPSR	25 544		30 938		40 957		13 376	
OPÉRATIONS SPÉCIALES OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES	0 6	0 0	555 -	1 -	413 26	1 0	704 -1	2 0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	178 219	100	258 692	100	242 893	100	362 832	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	6		7		6		9	
DÉVELOPPEMENT	30 177	17	26 771	10	22 264	9	13 541	4
SECOURS	48 776	27	100 697	39	113 970	47	237 827	66
Opérations d'urgence	15 359		29 167		28 299		177 783	
IPSR	33 418		71 530		85 671		60 044	
OPÉRATIONS SPÉCIALES OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES	473 98 793	0 55	7 485 123 739	3 48	4 232 102 427	2 42	47 122 64 342	13 18
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	117 065	100	159 130	100	175 272	100	197 617	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	4		5		4		5	
DÉVELOPPEMENT	10 128	9	12 358	8	10 440	6	13 952	7
SECOURS	102 383	87	138 288	87	161 727	92	181 221	92
Opérations d'urgence	17 199		60 657		111 978		122 337	
IPSR	85 184		77 631		49 839		58 883	
OPÉRATIONS SPÉCIALES OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES	1 736 2 818	1 2	194 8 289	0 5	1 576 1 440	1 1	446 1 998	0 1

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.

³ Les dépenses de 2008, 2009 et 2010 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE VIII (B) : VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2007-2010
(en milliers de dollars)

	2007					2008 ³					2009 ³					2010 ³				
	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total
TOTAL GÉNÉRAL	309 318	2 005 656	166 244	272 090	2 753 308	292 112	2 733 744	200 252	309 639	3 535 746	275 906	3 239 887	176 364	293 457	3 985 613	287 842	3 220 081	221 510	270 898	4 000 330
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																				
Angola	-	3 457	839	-	4 296	-	3 503	-	-	3 503	-	1 015	-	-	1 015	-	35	-	-	35
Bénin	2 336	528	-	-	2 864	4 333	294	-	-	4 627	2 959	2 283	-	38	5 280	1 856	959	-	0	2 815
Burkina Faso	4 027	6 864	-	855	11 747	4 668	8 531	-	982	14 182	8 689	18 351	-	884	27 924	5 484	11 386	-	1 011	17 881
Burundi	-	38 257	0	456	38 713	-	31 738	-	108	31 845	-	44 512	-	462	44 973	-	22 918	-	31	22 948
Cameroun	1 953	1 402	-	1	3 356	2 057	5 997	698	-	8 752	3 447	7 735	-	44	11 226	2 165	14 212	-	47	16 424
Cap-Vert	789	-	-	-	789	673	-	-	-	673	385	-	-	-	385	630	-	-	-	630
République centrafricaine	2 147	19 768	3 104	-	25 019	2 641	28 948	4 570	-	36 160	4 270	28 860	3 281	-	36 411	3 599	17 563	2 695	45	23 902
Tchad	4 669	62 028	5 615	-	72 312	3 815	78 844	12 056	-	94 714	9 986	107 412	11 817	343	129 558	6 678	127 362	11 685	832	146 557
Congo	-	2 808	-	-	2 808	-	3 411	-	-	3 411	-	4 568	-	4	4 571	-	11 383	226	-	11 610
Congo, Rép. dém. du	-	71 776	4 459	-	76 234	-	93 902	7 422	-	101 323	-	165 448	11 932	38	177 418	-	115 237	19 990	1 234	136 461
Côte d'Ivoire	-	23 289	270	288	23 847	-	16 286	257	-	16 543	916	14 905	151	-	15 971	1 043	6 338	0	37	7 418
Djibouti	1 488	3 125	-	-	4 613	701	7 526	-	-	8 227	552	6 609	-	39	7 200	801	8 137	-	-0	8 938
Erythrée	-	241	-	-	241	-	137	-	-	137	-	285	-	-	285	-	35	-	-	35
Éthiopie	17 836	148 862	164	2 040	168 902	19 658	261 831	2 578	3 337	287 404	26 414	354 215	4 041	15 178	399 847	26 247	416 298	3 125	32 859	478 529
Gambie	1 919	896	-	-	2 815	2 933	916	-	-	3 849	2 201	556	-	8	2 764	1 267	543	-	128	1 939
Ghana	2 275	1 838	316	-	4 430	2 779	6 218	284	-72	9 209	2 956	10 387	-	114	13 457	4 370	1 889	-0	911	7 169
Guinée	4 149	6 848	929	14	11 940	5 895	13 209	621	8	19 733	6 312	8 949	332	61	15 653	1 920	2 939	273	7	5 139
Guinée-Bissau	-	5 078	-	-	5 078	-	3 316	-	-	3 316	-	4 096	-	249	4 344	-	4 700	-	649	5 348
Kenya	28 532	153 561	8 205	-	190 298	25 022	136 528	681	61	162 293	23 722	222 834	-	449	247 005	21 655	191 706	-	1 264	214 625
Lesotho	1 331	10 199	-	128	11 658	1 368	9 355	-	204	10 927	1 439	6 257	-	1 133	8 829	957	5 742	-	157	6 856
Libéria	-	31 477	3 166	206	34 850	969	27 277	3 727	7	31 980	1 985	12 990	2 451	188	17 614	2 354	14 511	1 535	683	19 084
Madagascar	3 966	9 327	598	0	13 891	4 554	7 891	675	-	13 120	8 706	7 068	24	138	15 936	7 982	7 532	-	437	15 951
Malawi	12 809	30 402	-	1	43 212	12 823	15 961	-	74	28 858	16 303	21 186	-	2 123	39 613	7 423	9 818	-	695	17 936
Mali	3 544	8 360	-	1 237	13 142	4 565	6 880	-	2 133	13 577	6 179	3 185	-	1 297	10 661	5 258	6 628	-	1 432	13 318
Mauritanie	4 519	14 693	-	-	19 212	6 993	20 666	-	-	27 659	3 454	9 317	-	-	12 771	4 149	7 503	-	801	12 453
Mozambique	12 832	22 206	2 509	95	37 643	9 231	29 813	2 909	102	42 055	5 298	22 508	169	638	28 612	3 863	19 165	46	1 443	24 516
Namibie	-	6 369	-	-	6 369	-	3 313	-	-	3 313	-	485	-	15	500	-	746	-	89	835
Niger	5 813	16 853	-	-	22 666	10 997	18 394	1 990	-	31 382	6 206	17 514	1 304	36	25 060	7 211	127 635	6 796	239	141 880
Rwanda	6 794	8 711	-	-	15 505	7 477	11 586	-	279	19 343	11 363	10 075	-0	504	21 943	8 324	9 830	-	653	18 807
Sao Tomé-et-Principe	956	-	-	-	956	635	-	-	-	635	1 030	-	-	82	1 112	665	-	-	78	743
Sénégal	2 853	3 557	-	8	6 418	3 458	5 101	-	-	8 559	2 201	8 449	-	217	10 867	1 931	9 120	-	1 960	13 011
Sierra Leone	4 885	7 335	123	7	12 350	3 392	11 169	242	-	14 803	2 657	9 462	171	467	12 756	815	8 880	62	1 600	11 356
Somalie	-	64 508	3 169	-	67 678	-	168 086	10 696	-	178 781	-	247 236	20 057	596	267 889	-	104 916	13 362	1 611	119 889
Afrique du Sud	894	-	-	-	894	-10	77	-	-	67	-	7	-	-	7	-	-	-	-	-
Soudan	3 340	463 199	98 693	23 653	588 886	5 375	531 255	91 546	7 141	635 316	5 231	527 724	74 197	-225	606 927	1 639	545 624	71 617	704	619 584
Swaziland	-	11 155	-	-	11 155	-	9 432	-	-	9 432	-	3 811	-	-	3 811	-	3 282	-	132	3 415
Rép.-Unie de Tanzanie	8 683	31 004	-	33	39 719	6 684	22 345	-	205	29 233	6 907	17 645	399	781	25 733	15 961	16 648	209	1 502	34 320
Togo	-	1 836	59	-	1 896	-	3 817	217	-	4 034	-	1 766	-	1	1 767	-	1 647	-	7	1 654
Ouganda	3 437	107 029	2 440	234	113 140	4 228	113 236	363	-	117 827	9 969	80 669	-9	205	90 834	16 838	38 017	-0	913	55 768
Zambie	5 205	13 654	-	-	18 859	7 438	19 090	0	0	26 529	6 217	9 425	-	375	16 018	6 740	8 372	-	1 305	16 416
Zimbabwe	-	97 913	-	25	97 938	-	155 610	-	-	155 610	-	153 769	386	270	154 425	-	79 123	350	676	80 148
Autres dépenses régionales	20	3 173	123	-14	3 302	0	958	0	349	1 307	-6	-1 742	-0	2 207	459	-4	98	-2	4 367	4 460
TOTAL POUR LA RÉGION	154 001	1 513 588	134 782	29 269	1 831 640	165 351	1 892 447	141 532	14 916	2 214 246	187 950	2 171 822	130 703	28 958	2 519 433	169 819	1 978 477	131 967	60 540	2 340 804

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui au programme.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.

³ Les dépenses de 2008, 2009 et 2010 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.



ANNEXE VIII (B): VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2007-2010
(en milliers de dollars)

	2007					2008 ³					2009 ³					2010 ³				
	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. onds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. onds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total
ASIE																				
Afghanistan	-	118 893	14 821	6	133 719	-	189 836	14 636	369	204 841	-	189 089	16 457	1 075	206 621	-	142 559	13 553	494	156 606
Bangladesh	65 185	12 387	-	1 858	79 430	33 119	62 476	-	-658	94 938	39 299	27 778	-	164	67 241	42 492	32 793	-	453	75 738
Bhoutan	3 711	-	-	-	3 711	2 210	-	-	-	2 210	1 831	-	-	5	1 836	2 027	-	-	19	2 046
Cambodge	2 028	13 459	-	2 883	18 371	1 777	18 059	-	351	20 187	2 254	11 861	-	59	14 175	1 455	14 597	-	219	16 272
Chine	-	-	-	-	-	-	402	-	-	402	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	14 879	-	-	6 403	21 282	8 855	577	-	9 696	19 128	5 773	6	-	3 941	9 720	9 530	-	-	953	10 482
Indonésie	-	36 876	5 171	2 989	45 036	-	24 290	1 007	728	26 025	-	15 495	2 300	539	18 334	-	8 488	1 519	423	10 429
Pôle d'Islamabad	-	49	-	-	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rép. pop. dém. de Corée	-	33 699	-	-	33 699	-	73 026	-	-	73 026	-	37 225	-	785	38 010	-	29 780	-	692	30 472
Rép. dém. pop. lao	4 356	2 965	-	-	7 321	5 788	3 648	-	-	9 436	7 815	7 496	-	101	15 411	6 808	8 454	-	182	15 444
Maldives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Myanmar	-	11 307	-	-	11 307	-	54 559	26 606	-	81 165	-	35 086	3 139	54	38 279	-	20 872	295	11	21 178
Népal	15 703	21 463	152	-	37 318	6 238	38 150	-	-	44 388	1 296	51 825	-	154	53 274	7 137	49 660	-	133	56 931
Pakistan	14 368	11 187	4 171	85	29 812	24 623	21 829	260	79	46 792	18 890	201 826	763	195	221 674	13 728	347 829	17 690	868	380 116
Philippines	-	11 588	-	-	11 588	-	8 327	-	-	8 327	-	24 105	2 656	75	26 836	-	38 458	940	126	39 524
Sri Lanka	1 376	38 070	3 329	213	42 988	1 021	48 528	1 958	195	51 702	97	38 615	1 501	188	40 401	1 109	71 366	1 221	31	73 727
Timor-Leste	-	8 576	-	-	8 576	-	7 838	-	285	8 123	-	10 388	221	220	10 829	-	4 995	404	465	5 863
Autres dépenses régionales	-	-	451	-	451	-	-	55	-	55	-	-	-	793	793	-	56	-	859	915
TOTAL POUR LA RÉGION	121 606	320 518	28 096	14 436	484 657	83 631	551 548	44 522	11 046	690 747	77 256	650 793	27 036	8 349	763 435	84 286	769 909	35 622	5 927	895 743
EUROPE ORIENTALE ET CEI																				
Albanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	5 388	-	-	5 388	-	3 824	-	-	3 824	-	449	-	30	479	106	1 424	-	-	1 531
Azerbaïdjan	-	7 836	-	-	7 836	-	1 473	-	-	1 473	-	213	-	-	213	-	-	-	-	-
Géorgie	-	4 381	-	6	4 387	-	8 956	555	-	9 510	-	15 226	413	-4	15 635	-	4 331	7	-	4 338
Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	69	-	-	69	-	8 663	-	-	8 663	-	12 046	697	-1	12 742
Fédération de Russie	-	8 212	-	-	8 212	-	6 185	-	-	6 185	-	371	-	-	371	-	421	-	-	421
Serbie/Monténégro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tadjikistan	-	7 780	-	-	7 780	-	16 685	-	-	16 685	-	25 070	-	-	25 070	2 444	7 621	-	-	10 065
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	217	-	-	217
TOTAL POUR LA RÉGION	-	33 597	-	6	33 603	-	37 192	555	-	37 747	-	49 992	413	26	50 432	2 550	26 060	704	-1	29 313

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui au programme.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.

³ Les dépenses de 2008, 2009 et 2010 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS. Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE VIII (B): VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2007-2010
(en milliers de dollars)

	2007					2008 ³					2009 ³					2010 ³				
	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total	Developpe- ment	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat. fonds d'aff. spéc. et autres ²	Total
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																				
Barbade	-	28	36	-	64	-	84	2	-	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bélice	-	145	-	-	145	-	50	-	-	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bolivie (État plurinational de)	3 325	3 968	-	306	7 599	3 434	6 773	-	1 184	11 391	1 588	2 973	-	778	5 339	2 574	2 468	-	2 559	7 601
Chili	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	442	-	-	442
Colombie	-	15 480	-	3 858	19 338	-	17 071	-	2 587	19 658	-0	20 581	-	6 104	26 685	-2	19 743	-	12 741	32 483
Cuba	2 036	265	-	-	2 301	2 332	1 802	-	-	4 134	634	3 701	-	-	4 335	213	236	-	162	611
République dominicaine	-	569	-	-	569	-	3 057	-	-	3 057	-	564	-	-	564	-	-	-	60	60
Équateur	-	890	144	63 433	64 467	-	2 186	9	77 090	79 284	-9	1 745	-	37 739	39 475	-15	2 540	-	1 578	4 103
El Salvador	1 226	1 431	77	-	2 734	2	300	51	3 483	3 837	-	876	-	15 397	16 274	-	3 338	-	22 522	25 859
Guatemala	2 423	4 132	-	-	6 555	2 874	5 291	-	-	8 165	1 105	7 786	-	486	9 377	711	13 504	-	1 519	15 733
Guyana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haïti	11 200	10 542	-	-	21 742	1 649	50 455	7 419	-	59 523	2 383	65 808	4 232	71	72 504	548	188 537	47 122	175	236 382
Honduras	4 269	1 445	-	17 262	22 976	1 894	966	-	-3 844	-983	7 320	5 939	-	14 756	28 014	4 807	3 094	-	20 538	28 439
Jamaïque	-	32	-	-	32	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	-	112	-	-	112	-	314	-	-	314	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nicaragua	2 371	5 226	-	-	7 597	8 658	7 236	-	-	15 893	5 474	3 211	-	489	9 174	1 525	3 630	-	948	6 103
Panama	-	17	17	-	34	-	53	2	-	55	-	50	-	-	50	-	-	-	-	-
Pérou	1 816	4 474	-	13 934	20 223	4 191	4 945	-	43 239	52 375	604	512	-	26 241	27 358	-7	-0	-	1 154	1 147
Autres dépenses régionales	1 511	20	198	-	1 729	1 737	113	1	-	1 851	3 154	223	-	366	3 743	3 186	296	-	386	3 868
TOTAL POUR LA RÉGION	30 177	48 776	473	98 793	178 219	26 771	100 697	7 485	123 739	258 692	22 264	113 970	4 232	102 427	242 893	13 541	237 827	47 122	64 342	362 832
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																				
Algérie	-	13 278	-	6	13 285	-	22 776	-	-	22 776	-	17 477	-	1 120	18 596	-	18 027	-	1 434	19 461
Égypte	1 568	-	-	2 684	4 251	4 536	-	-	-	4 536	5 517	-	-	109	5 627	8 467	-	-	44	8 511
Iran (Rép. islamique d')	-	826	-	-	826	-	1 238	-	-	1 238	-	2 551	-	-	2 551	-	3 035	-	-	3 035
Iraq	-	12 915	-	59	12 974	-	37 144	-	8 244	45 388	-	36 473	-	-	36 473	271	16 402	-	-	16 673
Jordanie	516	-	-	-	516	138	-	-	-	138	-	-	-	-	-	-	-	-	102	102
Liban	-	470	1 239	-0	1 709	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	497	-	497	-	-	194	-	194	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Territoire palestinien occupé	-	69 993	-	0	69 993	-	52 244	-	-0	52 244	-	60 726	1 576	16	62 317	-	76 304	123	-0	76 427
République arabe syrienne	3 544	2 868	-	69	6 481	639	19 069	-	45	19 753	1 258	21 499	-	22	22 778	1 796	31 981	-	38	33 815
Yémen	4 499	2 033	-	-	6 532	7 045	5 797	-	-	12 842	3 665	22 903	-	-1	26 568	3 417	35 296	323	57	39 092
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	21	-	-	21	-	187	-	174	361	-	177	-	324	502
TOTAL POUR LA RÉGION	10 128	102 383	1 736	2 818	117 065	12 358	138 288	194	8 289	159 130	10 440	161 817	1 576	1 440	175 272	13 952	181 221	446	1 998	197 617
AUTRES ²	-6 594	-13 207	1 157	126 769	108 124	4 001	13 571	5 964	151 649	175 185	-22 004	91 493	12 404	152 256	234 149	3 694	26 588	5 648	138 091	174 021

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui au programme.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.

³ Les dépenses de 2008, 2009 et 2010 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.



ANNEXE VIII (C): VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2007 - 2010

	2007		2008 ⁴		2009 ⁴		2010 ⁴	
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:	2 314 974	100,0	3 025 855	100,0	3 515 792	100,0	3 507 923	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	1 710 707	73,9	2 178 093	72,0	2 392 382	68,0	2 371 939	67,6
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	2 175 770	94,0	2 810 174	92,9	3 285 073	93,4	3 308 053	94,3
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	1 667 589	72,0	2 057 798	68,0	2 359 772	67,1	2 148 296	61,2
Asie	442 125	19,1	635 179	21,0	728 049	20,7	854 194	24,4
Europe orientale et CEI ³	33 597	1,5	37 192	1,2	49 992	1,4	28 610	0,8
Amérique latine et Caraïbes	78 953	3,4	127 468	4,2	136 234	3,9	251 367	7,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	112 511	4,9	150 646	5,0	172 167	4,9	195 173	5,6
DÉVELOPPEMENT:	309 318	100,0	292 112	100,0	275 906	100,0	287 842	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	227 011	73,4	192 657	66,0	193 079	70,0	204 474	71,0
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	302 146	97,7	273 412	93,6	268 834	97,4	276 860	96,2
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	154 001	49,8	165 351	56,6	187 950	68,1	169 819	59,0
Asie	121 606	39,3	83 631	28,6	77 256	28,0	84 286	29,3
Amérique latine et Caraïbes	30 177	9,8	26 771	9,2	22 264	8,1	13 541	4,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10 128	3,3	12 358	4,2	10 440	3,8	13 952	4,8

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Classement pour chaque année.

³ Secours uniquement.

⁴ Les dépenses de 2008, 2009 et 2010 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

ANNEXE IX (A): PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

PARTENAIRES	2008		2009		2010	
	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays
UNICEF	140	71	138	71	134	62
FAO	99	63	93	61	93	56
OMS	75	46	62	41	74	44
PNUD	67	43	63	36	64	44
HCR	54	43	54	39	52	38
FNUAP	51	38	41	28	44	31
ONUSIDA*	40	31	30	26	33	28
AUTRES**	29	24	18	12	31	22
OIM	19	18	22	19	26	21
Banque mondiale	20	16	23	15	25	19
UNESCO***	19	14	15	9	19	13
FIDA	18	14	16	14	17	14
OIT	13	11	22	15	17	14
CICR	15	13	12	11	14	10
FICR	13	10	8	8	13	8
UNIFEM****	6	6	8	6	10	9
PNUE*****	3	3	5	4	4	4
ONU-HABITAT*****	1	1	2	2	4	2

* Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

** Comprend des entités comme les missions des Nations Unies.

*** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

**** Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

***** Programme des Nations Unies pour l'environnement

***** Programme des Nations Unies pour les établissements humains

ANNEXE IX B: ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET SECTEURS DE COOPÉRATION¹

SECTEUR DE COOPÉRATION	TOTAL	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales
Distributions générales de vivres	494	88	406
Santé et nutrition maternelles et infantiles	357	72	285
Vivres pour la formation	326	49	277
Alimentation scolaire	284	62	222
VCA/VCT: promotion de l'agriculture et de la production agricole	278	45	233
Atténuation/filets de protection sociale (ménages touchés par le VIH et autres enfants vulnérables)	260	30	230
Soins et traitements (traitements antirétroviraux, tuberculose, prévention de la transmission de la mère à l'enfant et soins à domicile)	240	56	184
VCA/VCT: mise en valeur des terres et des ressources en eau	226	43	183
Alimentation scolaire: écoles primaire et secondaire	186	34	152
Autres	150	49	101
VCA/VCT: projets d'agroforesterie	134	19	115
VCA/VCT: transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	127	37	90
Alimentation scolaire: crèches et jardins d'enfants	88	13	75
Alimentation scolaire d'urgence	74	13	61
VCA/VCT: services/établissements scolaires/logements publics	72	31	41
Transferts monétaires et bons d'alimentation	46	14	32
Renforcement des capacités (préparation aux catastrophes/aux situations d'urgence)	41	15	26
VCA/VCT: autres	32	13	19
VCA/VCT: réserves alimentaires	32	11	21
VCA/VCT: projets d'élevage ou de pisciculture	26	8	18
Supplémentation en micronutriments	15	8	7
Renforcement des capacités (achats locaux/transfert des responsabilités/plaidoyer)	8	2	6
Renforcement des capacités (enrichissement des aliments)	5	2	3
Installation/réinstallation	4	4	
TOTAL	718	2 787	3 505

¹La liste des secteurs de coopération a changé. Pour connaître la précédente, veuillez consulter le Rapport annuel sur les résultats de 2009.

ANNEXE X: NOTES GÉNÉRALES

- Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.
- Un milliard est égal à 1 000 millions.
- Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.
- Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, le transport extérieur, le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD) et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD), mais ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI) et les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).
- Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.
- Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprennent les pays à faible revenu et à déficit vivrier (importateurs nets de produits alimentaires) ayant un revenu par habitant inférieur au niveau utilisé par la Banque mondiale pour déterminer les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; ces pays correspondent aux pays des catégories I et II de la Banque mondiale. Le plafond du revenu national brut par habitant pour 2006, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 735 dollars. En 2010, 77 pays ont été rangés dans la catégorie des PFRDV par la FAO.
- Les trois critères d'identification des pays les moins avancés (PMA), revus tous les trois ans par le Conseil économique et social, sont les suivants: 1) faible revenu fondé sur le produit national brut par habitant (PNB); ii) faiblesse des ressources humaines fondée sur l'indicateur physique révisé de la qualité de la vie — espérance de vie à la naissance, apport calorique par habitant, ratio des inscriptions en cycles primaire et secondaire et taux d'alphabétisation des adultes; 3) faible niveau de diversification de l'économie, basé sur l'indice composite de diversification économique — part de l'industrie de transformation dans le PNB, part de la main-d'œuvre dans l'industrie, consommation énergétique commerciale par habitant et par an et indice de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) de concentration des exportations de marchandise. En 2010, 50 pays étaient classés dans la catégorie des PMA.
- Depuis 2007, le PAM doit se conformer aux instructions du Conseil visant à allouer au moins 90 pour cent des ressources multilatérales destinées au développement aux pays de concentration de l'aide. Les pays qui répondent aux critères de concentration sont:
 - les pays moins avancés ou ayant un revenu aussi faible¹;
 - les pays enregistrant un problème de malnutrition chronique mesurée par un taux de retard de croissance supérieur à 25 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans².

¹ Revenu intérieur brut par habitant inférieur à 975 dollars.

² Voir les statistiques sur la nutrition figurant dans le rapport de l'UNICEF: La situation des enfants dans le monde, 2009.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	Comité d'aide au développement
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CERF	Fonds central d'intervention pour les interventions d'urgence
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CII	Compte d'intervention immédiate
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
ECT	Espèces contre travail
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FICR	Fédération internationale de la Croix-Rouge
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ITHACA	Technologies de l'information pour l'assistance, la coopération et l'action humanitaires
MISTS	Normes minimales de sécurité des télécommunications
MOSS	Normes minimales de sécurité opérationnelle
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIM	Organisation internationale de migration

OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OS	Objectif stratégique
PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	pays les moins avancés
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour l'enfance
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
TIC	technologies de l'information et des communications
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNSAS	Normes comptables du système des Nations Unies
USAID	Agency for International Development des États-Unis
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation
WINGS II	Système mondial et réseau d'information du PAM